Actualités JuriSanté

INDEX THÉMATIQUE

TABLE THÉMATIQUE DES DOSSIERS

Association et établissements :

- **« L'agrément des associations d'usagers »,** par Mylène BUREAU, Élève avocate, Experte CNEH, page 20, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« Association et subventions : des liaisons dangereuses »,** par Delphine JAAFAR, Avocate auprès du Barreau de Paris, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« Les associations de soins, de prévention, de réadaptation et de réhabilitation des patients en psychiatrie »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« Un hôpital public peut-il être membre d'une association ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« La mise à disposition des locaux hospitaliers à une association : une liberté encadrée »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« Présentation des règles fondamentales du droit commun des associations »,** par Guillem CASANOVAS, Juriste-Consultant au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 59 – Septembre 2007.
- **« Le risque de la gestion de fait par le directeur d'hôpital »,** par Brigitte DE LARD, Juriste chargée d'études, Assurance maladie, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

Contractualisation hospitalière :

- **« Les contrats d'objectifs et de moyens, logique contractuelle ou logique dirigiste ? »,** par Christina VALLAR, Professeur agrégé, Avocate au Barreau de Nice, page 4, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Le contrat interne dans les établissements publics de santé, notion de fait ou de droit ? »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 8, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Établissements publics de santé : quel régime pour les conventions de location de téléviseur ? »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 62 – Juin 2008.
- **« Exemples de coopération : l'hôpital clinique du Val de Seine »,** par Abdel Kader GUERZA, Directeur du Centre Hospitalier Docteur Rosenberg de Lillebonne, page 19, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Interview de Monsieur J. Pascal, directeur général de CODIAM Multimédia : les secteurs d'activité principaux »,** Propos recueillis par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 62 – Juin 2008.
- **« La réalité de la démarche contractuelle sur le terrain »,** par Claude ROUY, Directeur du Centre Hospitalier d'Aubagne, et Richard DALMASSO, Attaché de Direction au Centre Hospitalier d'Aubagne, page 15, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Le recours aux annonceurs pour financer les supports de communication des hôpitaux et code des marchés publics »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 62 – Juin 2008.

Coopération :

- **« Le centre de protonthérapie d'Orsay : qualification juridique »,** par Francis LAFORTUNE, Directeur du CPO, page 14, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Comment réaliser le compte du "Groupe hospitalier" »,** par Guy PREVOST, Expert-comptable et Pierre GOGUET, Expert-comptable, page 16, A.J. N° 5 – Mars 1994.
- **« Les communautés hospitalières de territoire (dans la loi HPST) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 22, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.
- **« Le contrôle du juge des comptes »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 21, A.J. N° 5 – Mars 1994.
- **« La coopération hospitalière à la croisée des chemins sous l'influence communautaire »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Juriste-Consultant, Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 4, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Coopération sanitaire : tableau comparatif des trois groupements envisageables »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 25, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.
- **« Exemple de groupement de coopération sanitaire en cardiologie interventionnelle : le GCS Unité de Cardiologie Interventionnelle 74 »,** par Anne-Marie FABRETTI, Directrice des Activités de Réseaux et de la Qualité, Centre Hospitalier de la région d'Annecy, page 15, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.
- **« Un exemple de Groupement de coopération Sociale ou Médico-sociale : le GCSMS du Centre Picardie, un partenariat au service de nos aînés »,** par Charly FRASIER, Directeur des EPHAD de Athies et Epehy, page 21, A.J. N° 64 – Janvier 2009.
- **« Exemple de groupement de coopération sanitaire en cardiologie interventionnelle : le GCS Unité de Cardiologie Interventionnelle 74 »,** par Anne-Marie FABRETTI, Directrice des Activités de Réseaux et de la Qualité, Centre Hospitalier de la région d'Annecy, page 15, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.
- **« FOREZ et LYONNAIS : Histoire d'une complémentarité »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du

Centre Hospitalier de FEURS, page 4, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Financement du groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et expérimentation »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le groupement de coopération sanitaire (dans la loi HPS) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 26, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Groupement de coopération sanitaire et fiscalité »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« GCS ou GCSMS : quel choix pour les dirigeants des établissements médico-sociaux ? »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Groupement de coopération sanitaire et investissement hospitalier »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et responsabilités »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le groupement de coopération sanitaire : premières réalisations et questions de droit »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier de Bron, page 16, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Un groupement de coopération sanitaire public/privé opérationnel depuis cinq ans : l'unité de chirurgie cardiaque de l'Artois »,** par René CAILLET, Directeur du Centre Hospitalier de Lens, et Nicolas MAQUET, Directeur régional Nord-Pas-de-Calais de la Générale de santé, et Patrick BOSSU, Administrateur du GCS « UCCA », page 26, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le groupement d'intérêt économique "Environnement hospitalier des Savoies et du Bugey" : une structure de complémentarité à grande échelle »,** par Christian VALLAR, Avocat Professeur des Universités, et Gérard FILIPPI, Directeur adjoint du CH d'Aix-les-Bains, Président du GIE, page 18, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« L'imposition des activités commerciales du GCSMS »,** par Guillem Casanova, Avocat au Barreau de Paris, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Les limites aux initiatives de coopération hospitalière »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 8, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Les modalités de coopération dans le secteur médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« La nature des conventions passées par les groupements de coopération sanitaire »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Consultant CNEH, page 13, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Objet du groupement de coopération sanitaire »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« L'objet du CGMS, textes et exemples »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Le personnel des établissements de soins : acteur ou frein à la coopération interhospitalière ? »,** par Stéphanie BARRE, Cabinet Houdart, Département Santé, page 11, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Prestations médicales croisées et flux correspondants »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Propriété intellectuelle et coopération »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en propriété industrielle, Chargé d'enseignement à l'Université Paris V, page 13, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Quelle forme d'assistance pour les maîtres d'ouvrage de la recomposition du paysage hospitalier (dans la loi HPST) »,** par Louis OMNES, Consultant CNEH, page 25, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Statut et intervention des personnels des établissements publics de santé au sein du groupement de coopération sanitaire : pistes de travail »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le syndicat interhospitalier connaît des difficultés de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 11, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Tableau comparatif des structures de coopération envisageables pour assurer la gestion d'un service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 45, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

Domaine hospitalier :

– **« Le Bail emphytéotique hospitalier et coopération »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V et Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante CNEH, page 7, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le bail emphytéotique hospitalier, nouvel instrument de financement et de réalisation des opérations d'investissement hospitalier »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Le BEH : un ami qui vous veut du BIEN »,** par Jean-Marc KILLIAN, Directeur des travaux, Centre Hospitalier de Pontoise, page 16, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« La convention d'occupation du domaine public : le crédit-bail immobilier est-il envisageable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 13, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La cession d'une dépendance du domaine public hospitalier ou comment aliéner un bien inaliénable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« Déclassement des biens immobiliers des établissements publics d'hospitalisation : une procédure méconnue »,** par Roger-Michel MEDOUZE, Docteur en Droit, Diplômé des Sciences Politiques, Directeur Juridique des Hospices Civils de Lyon, page 13, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Droits, garanties et obligations du fonctionnaire : l'essence du droit de la fonction publique hospitalière »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 12, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Des organismes consultatifs : identification et impact dans le droit de la fonction publique hospitalière »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 8, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Le financement indirect des investissements immobiliers, le bail emphytéotique hospitalier »,** par Serge BAYARD, Directeur PPP, Groupe CNCE et Daniel BAURU, Directeur du Développement, Groupe CNCE, page 10, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« La modernisation de la gestion patrimoniale hospitalière à la croisée des chemins »,** par Vincent TAILLANDIER, Directeur de la MAINH, page 5, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La nature juridique des conventions d'exploitation de boutiques-cafétérias des les centres hospitaliers »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 9, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« La notion de domaine privé hospitalier : de nouveaux contours dictés par la réforme »,** par Brigitte DE LARD, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La passation d'un bail emphytéotique hospitalier ou les nouvelles contrariétés des directeurs d'établissement public de santé »,** par Thomas CHARAT, Avocat au Barreau de Paris, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Les risques encourus du fait de l'application au secteur public hospitalier des méthodes issues du secteur privé »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé des Facultés de Droit à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Le rôle du Service des domaines sur les opérations relatives au patrimoine hospitalier »,** par Pierre SOUVENT, Chef de Service du Patrimoine et de l'Urbanisme, Direction de l'Équipement et du Système d'Information AP-HP, page 9, A.J. N° 23 – 1998.

– **« Le transfert de propriété d'une dépendance du domaine public entre deux établissements publics de santé : la quadrature du cercle résolue par le code général de la propriété des personnes publiques »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La mise à disposition des locaux hospitaliers à une association : une liberté encadrée »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

Droit comparé et droit de la santé :

– **« Le droit des malades en Europe : comparaison des législations de certains pays voisins de la France »,** par Florence CHENAL, Hélène ROCA, et Thomas VAN DEN HEUVEL, DESS Droit de la Science Médicale, page 4, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Le droit européen de la bioéthique : droits des techniques ou droit des principes ? »,** par Christian BYK, Magistrat, Vice-président du CIOM, Secrétaire de l'Association internationale Droit, Éthique et Science, page 16, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Il y a vingt ans au Royaume-Uni : la révolution du mineur "Gillick compétent", ou comment l'autonomie médicale du mineur a été reconnue »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef de Service de Médecine pour Adolescents, Fédération de Pédiatrie Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 22, A.J. N° 42 – Juillet 2003. En rouge j'ai repris le texte de l'an passé. Est-ce bon ???

– **« Les marchés publics et la réglementation communautaire »,** par Fabrice CASSIN, Docteur en Droit Cabinet de Boivin, Droit Public des Affaires, page 9, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La protection des données à l'heure européenne »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service liberté publique santé protection sociale, CNIL, page 22, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilités et activités sanitaires. Législation et jurisprudence européenne »,** par Mireille HEERS, Commissaire du Gouvernement, Cour Administrative d'Appel de Paris, page 4, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La responsabilité médicale aux États-Unis »,** par Maris BERNADI, Anaïs FRANÇAIS-MINOT et Magali TERPEREAU, DESS Droit de la Science Médicale, page 15, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« La responsabilité médicale en Europe »,** par Nolwenn DUIGOU, Anouck ELLIE et Chloé TEILLARD, DESS Droit de la Science Médicale, page 10, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

Droit et éthique :

– **« Don et utilisation d'organes humains de la loi Caillavet aux lois de bioéthique »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur de Droit, Médecin légiste, Expert près de la CA de Bordeaux, Responsable de l'enseignement du droit médical à l'université de Bordeaux II, page 16, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« Le droit européen de la bioéthique : droits des techniques ou droit des principes ? »,** par Christian BYK, Magistrat, Vice-président du CIOM, Secrétaire de l'Association internationale droit, éthique et science, page 16, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Les enjeux des lois de bioéthique »,** par Dominique THOUVENIN, Professeur à l'Université Paris VII, page 4, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« Enjeux éthiques et responsabilité d'informer »,** par Emmanuel HIRSH, Directeur de l'Espace éthique de l'AP-HP, page 4, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La protection des données à l'heure européenne »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de service liberté publique santé protection sociale, CNIL, page 22, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilités et activités sanitaires. Législation et jurisprudence européenne »,** par Mireille HEERS, Commissaire du Gouvernement, Cour Administrative d'Appel de Paris, page 4, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

Droits des usagers :

– **« L'accès au dossier du patient : la logique juridique de l'accès direct à l'épreuve des pratiques médicales et professionnelles »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, CNEH, page 4, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'accès au droit coopératif pour les professionnels de santé : genèse des sociétés coopératives hospitalières de médecins et des réseaux coopératifs de santé »,** par Gérard PARMENTIER, Secrétaire national de l'UNHPC, et Philippe BERGEROT, Président de l'UNHPC, page 35, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'accès direct du patient à sa base de données médicales partagées sur un internet sécurisé : un exemple en cancérologie, le portail WWW.ocle.org »,** par le Dr Philippe BERGEROT, Oncologue, Centre Étienne-Dolet, Saint-Nazaire, page 23, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'accès des patients aux informations »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Cabinet du Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, page 11, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'accès du patient aux documents médicaux personnels détenus par les établissements et les professionnels de santé. Ses aspects pratiques à l'hôpital »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Département des droits du malade, Direction Générale, AP-HP, page 4, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Activité médicale et sociétés coopératives »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes Paris V, page 41, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'adolescent, la majorité médicale »,** par Caroline REY, Praticienne Hospitalière Service de Pédiatrie 2, Médecine pour Adolescents, AP-HP, hôpital Bicêtre, et Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, AP-HP, page 7, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« L'amélioration de l'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés »,** par Jean-Michel BELORGEY, Conseiller d'État, Président du Comité de suivi de la convention sur l'assurabilité des personnes séropositives, page 48, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« À propos de la personne de confiance dans les établissements sociaux et médicaux sociaux : de la règle de droit à la mise en pratique point de vue médical »,** Propos recueillis par Évelyne JOFFRION, Directrice d'établissement et Gestionnaire des risques, Consultante CNEH, page 38, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« L'archivage du dossier médical : les points d'amélioration »,** par Agnès MASSON, Conservateur en Chef, Directrice du Service des Archives AP-HP, page 19, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Aspects historiques des droits des malades : l'émergence des droits des malades, un phénomène toujours récent »,** par Philippe JEAN, Directeur des affaires médicales et de l'administration générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Les associations d'usagers : un rôle nouveau »,** par Anne LAUDE, Agrégé des Facultés de Droit, Professeur à l'Université Paris V, page 14, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Au-delà des droits des patients »,** par Philippe JEAN, Directeur des affaires médicales et de l'administration générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 26, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Autorité parentale et autonomie du mineur : confrontation ou cohérence ? Analyse d'un juge des enfants directeur des affaires juridiques aux HCL »,** par Sandrine MOTHE, Magistrate détachée à la Direction des Affaires Juridiques des Hospices Civils de Lyon, page 42 – Juillet 2003.

– **« Le choix du patient »,** par Gilles JOHANET, Directeur de la CNAM, page 4, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Le conseil des professions paramédicales »,** par Jacques BONNEAU, Juriste, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 30, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les conseils régionaux de santé : vers une rationalisation du fonctionnement des organes consultatifs pour la région »,** par Gérard VINCENT, Délégué Général de la FHF, page 24, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Consentement et refus de soins du mineur : portées juridiques et pratiques »,** par Caroline REY-SALMON, Pédiatre des Hôpitaux, Médecin légiste, Responsable de l'unité médico-judiciaire pour mineurs victimes, Hôpital Armand Trousseau (AP-HP), page 15, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« La démarche du Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph, relative à la personne de confiance ou comment faire connaître, comprendre et appliquer un droit de l'usager »,** par Marie-Odile NAULT, Responsable du Service Relation Patients du Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph, page 23, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance au Centre hospitalier Sainte Anne (CHSA) : méthodologie pour la mise en œuvre d'un droit »,** par Marianne MAZODIER, Psychiatre, PH du CHSA et Virginie MONNOT, Responsable Qualité, CHSA, page 32 A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance : une faculté encore peu méconnue et peu utilisée »,** par

Philippe JEAN, Directeur des affaires médicales et des droits des patients, CH de Pau, page 36, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La difficile appréciation de la qualité d'ayant droit et son incidence sur l'accès au dossier médical »,** par Stéphanie SEGUI, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Démocratie sanitaire et principe de réalité : l'accès au dossier médical en pratique au centre hospitalier de Saint-Quentin »,** par Alain DENEUF-GERMAIN, Responsable de la Cellule Juridique, CH de Saint-Quentin, page 21, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/ Janvier 2003.

– **« Les droits des malades en psychiatrie : un projet de loi de compromis, entre l'affirmation et l'exception »,** par le Dr Guy GOZLAN, Psychiatre, Secrétaire Général CDHP – France, et David CAUSSE, Directeur d'Hôpital, Adjoint au Délégué Général de la Fédération Hospitalière de France, Responsable de pôle vieillesse – handicap, enfance, exclusion et Chargé du Secteur Santé Mentale, page 20, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Droits des malades : obligations pour l'assurance ? »,** par Michel GERMOND, Secrétaire Général, SHAM, page 59, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/ Janvier 2002.

– **« Les droits des patients de la Charte du 6 mai 1995 à la charte du 2 mars 2006 : analyse et réflexions synthétiques »,** par Philippe JEAN, Directeur des affaires médicales et de l'administration générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Enjeux éthiques et responsabilité d'informer »,** par Emmanuel HIRSH, Directeur de l'Espace Éthique de l'AP-HP, page 4, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« L'énoncé des grands principes sur les droits des malades »,** par Bernard EDELMAN, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, page 4, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les États-Unis : système de soins et responsabilité médicale »,** par Charline ADAM, Mélanie HABBB-BANG, Sophie ROUSSEAU et Magali SIERRA, DESS Droit de la Science Médicale, Faculté de Droit, Université René Descartes, Paris V, page 15, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« L'évidente préservation de la relation confidentielle dans les soins aux adolescents : quand le droit se rapproche de la pratique »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef du Service de Médecine pour Adolescents, Fédération de Pédiatrie Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 19, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« L'évolution de l'information entre médecin et patient »,** par Isabelle DURAND-ZALESKI, Hôpital Henri Mondor, AP-HP Paris, et Dominique JOLLY, Direction des Affaires Internationales AP-HP, Paris, Institut d'Études des Politiques de Santé, page 8, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Évolution du droit de la coopération hospitalière : la refondation du groupement de coopération sanitaire (GCS) est-elle suffisante ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 43, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'expérience d'un groupe usagers "jury citoyen" au Centre hospitalier universitaire de Nantes »,** par Jean-Paul GUÉRIN, Directeur Général CHU de Nantes, page 21, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« L'expertise auprès de la commission régionale d'indemnisation »,** par le Pr Thierry COSTE, Expert de la Cour d'Appel de Paris, Service Hépato-gastro-entérologie, UFR Bobigny, Paris XIII, page 53, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« À la fondation hôpital Saint-Joseph, "Juste Deségards", veilleur attentif aux droits et responsabilités des usagers »,** par Marie-Odile NAULT, Relations patients, Danielle SARDA, Communication, et Agnès SIMON, Assistante Systèmes d'Information, page 19, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« Les futures commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge »,** par le Pr Henri ROCHANT, Coordonnateur des Médecins Conciliateurs de l'AP-HP, page 6, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Il y a vingt ans au Royaume-Uni : la révolution du mineur "Gillick compétent", ou comment l'autonomie médicale du mineur a été reconnue »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef de Service de Médecine pour Adolescents, Fédération de Pédiatrie Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 22, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Information et acte médical : deux concepts indissociables »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur en Droit Privé, Responsable de l'Enseignement du Droit Médical à l'Université de Bordeaux II, Médecin Légiste Expert près de la CA de Bordeaux, page 6, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Information et consentement des patients : du paternalisme à l'autonomie ? »,** par Suzanne RAMEIX, Philosophe, DER d'éthique médicale, Paris XII, CHU Henri Mondor, Créteil, page 11, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'impact du droit des patients hospitalisés sur les obligations des personnels soignants »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 5, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« La loi du 4 mars 2002 : une avancée pour les mineurs ? Réflexions et vision pratique d'un médecin hospitalier »,** par le Dr Mireille NATHANSON, Praticien Hospitalier, Service de Médecine des Enfants et des Adolescents, Hôpital Jean-Verdier, Bondy, page 15, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La maison des usagers : une expérience... »,** par Jean WILS, Chargé des Droits des Usagers, HEGP, page 16, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« La médecine prédictive, prouesse de la science médicale ou prophétie d'un malheur annoncé »,** par Brigitte GILBERT, MCU-PH, génétique clinique, CHU Dupuytren, Limoges, et Michel RIGAUD, PU-PH, Laboratoire de Biochimie Moléculaire, CHU Dupuytren, Limoges, page 19, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Mineurs hospitalisés et loi du 4 mars 2002 »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Minorités, hospitalisation et soins »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 17, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/ Janvier 2002.

– **« Les modes de preuve de l'information donnée au patient »,** par Pierre SARGOS, Conseiller à la Cour de Cassation, page 11, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Les nouvelles instances de réparation des risques sanitaires »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 56, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Au parlement, un nouveau débat sur les orientations de la politique de santé »,** par le Pr Claude HURIET, Sénateur Honoraire, en collaboration avec Stéphanie SEGUI, DESS Droit de la Science Médicale, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 25, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Une participation accentuée des patients aux soins »,** par le Dr Françoise MAY-LEVIN, Ligue Nationale contre le Cancer, page 9, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La personne de confiance en droit comparé : tableau comparatif »,** par Nathalie PY, Juriste Stagiaire, et Églantine LHERMITE, Élève Avocate Stagiaire, page 45, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance dans les lois belge et française relatives aux droits des patients et à la fin de vie »,** par Aude CHARBONNEL, Juriste, page 41, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance en questions : point juridique sur une notion encore mal connue »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 3, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance dans les textes : fiche récapitulative des missions de la personne de confiance, annexe de l'article Personne de confiance en questions »,** réalisée par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La politique d'information des patients et de leur famille en réanimation »,** par le Pr François LEMAIRE, Service de Réanimation Médicale, CHU Henri Mondor, Créteil, page 18, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Les premières difficultés pratiques posées par la loi du 4 mars 2002 »,** par Laure HUE DE LA COLOMBE, Stagiaire au CNEH, page 29, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Les procédures nouvelles en chirurgie esthétique »,** par Jean GUIGUE, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Professeur associé à l'Université Paris XIII, page 28, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Promotion de la santé »,** par le Pr Henri PUJOL, Président de la Ligue Nationale contre le Cancer, page 33, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La puissance des faibles »,** par Hélène STROHL, Inspectrice Générale des Affaires Sociales, page 11, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Quelles sont les attentes des usagers face aux nouvelles dispositions de la loi du 4 mars dernier ? »,** par Françoise OCHIN-DEMOUINI, Responsable des activités de bénévolat de la Fondation Claude Pompidou, page 13, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« Quelques questions sur l'information et le consentement du patient dans le domaine de l'hospitalisation psychiatrique »,** par Philippe JEAN, Directeur chargé du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, page 14, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Réflexions sur le dossier médical en pédopsychiatrie depuis la loi du 4 mars 2002 »,** par Marie-Christine MOUREN, Professeur des Universités, Praticien Hospitalier, Chef de Service, Pédopsychiatre, Hôpital Robert Debré (AP-HP), page 20, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Réflexions sur la place des droits des patients dans la "dialectique" de la relation soignant soigné »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Le refus éclairé de soins »,** par Alain GARAY, Avocat à la Cour, Membre du Comité Éditorial de la *Revista Latino-Americana de Derecho Medico*, page 12, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« La réparation à la charge des établissements et des professionnels de santé dans le projet de loi relatif aux droits des malades à la qualité du système de santé »,** par Benoît GUIMBAUD, Docteur en Médecine, Doctorant en Droit, Responsable de la Gestion des Risques, SHAM, page 62, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La réparation de l'aléa thérapeutique dans le projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé »,** par Pierre SARGOS, Président de Chambre à la Cour de Cassation, page 67, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La représentation institutionnelle des usagers à l'hôpital : introduction ou intrusion ? »,** par Christophe GOT, Directeur Adjoint, CHU de Rouen, Direction de la Clientèle (1995-2000), Direction de la Stratégie (depuis 2001), page 4, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« Les réseaux de santé »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté, page 46, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La situation de l'incapable »,** par Frédéric-Jérôme PANSIER, Docteur en Droit, Docteur ès Lettres, Magistrat, TGI de Bobigny, page 19, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Le sort des infections nosocomiales »,** par Rodolphe RAYSSAC, Docteur en Droit, Avocat Consultant auprès du CNEH, en collaboration avec Stéphanie SEGUI, DESS Droit de la Science Médicale (CNEH), page 50, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« D'une charte à l'autre »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

Finance et budget :

– **« Les établissements publics de santé et la juridiction financière »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 20, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Le développement des réseaux d'informations médicales : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service « Libertés publiques, santé, protection sociale » à la Direction Juridique de la CNIL, page 18, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« La gestion prévisionnelle de la trésorerie – Une technique à la portée de bon nombre d'établissements »,** par Véronique FAUJOUR, Directeur des Affaires Financières au Centre Hospitalier de Roanne, page 28, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Interventions de la juridiction financière et transparence des comptes et de la gestion des Établissements Publics de Santé »,** par Jean-Louis BONNET, Directeur de la DRASS de Lorraine, page 14, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« La loi hospitalière : Analyse financière »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« De la maîtrise des dépenses de santé à la régulation médicalisée. Le point de vue historique »,** par Marina SERRE, « L'entrée en régulation de la politique de santé », thèse de science politique sous la direction de M. OFFERLE, et Gilles JOHANET, Conseiller Maître à la Cour des Comptes, page 4, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« La mission des commissaires aux comptes auprès des établissements sanitaires privés assure-t-elle leur transparence financière ? »,** par Guy PREVOST, Expert-comptable, Société Axes Audit, page 18, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« La rationalisation des budgets et la sécurité des patients »,** par François SARDA et Ralph BOUSSIER, Avocats au Barreau de Paris, page 10, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« La transparence financière, mythe ou réalité ? »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« La tutelle financière exercée sur les hôpitaux publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Vers la transparence de l'information hospitalière ? Plaidoyer pour les contrats d'objectifs »,** par Gilles POUTOUT, Directeur de la Gestion du Risque Hospitalier de la CRAM d'Ile-de-France, page 9, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« L'agrément des associations d'usagers »,** par Mylène BUREAU, Élève avocate, Expert CNEH, page 20, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Le financement des mesures juridiques de protection des majeurs issu de la loi du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE Juriste Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 46, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

Fonction publique hospitalière :

– **« Les contrats à l'hôpital : quelle place dans le droit de la fonction publique hospitalière ? »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Droits et obligations statutaires : quelles évolutions ? »,** par Guillem CASANOVA, et Jacques MOURNAUD, Élèves Avocats, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Droits, garanties et obligations du fonctionnaire : l'essence du droit de la fonction publique hospitalière »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« L'évolution du principe d'exclusivité dans la fonction publique hospitalière et la notion de cumul d'emplois depuis 1986 »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 55 – Juillet 2006.

– **« La mobilité dans la fonction publique hospitalière »,** par Marie-Laure MOQUET-ANGER, Professeur à la Faculté de Droit et de Science Politique Université Rennes I, page 20, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Des organismes consultatifs : identification et impact dans le droit de la fonction publique hospitalière »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Les positions : un éventail statutaire à maîtriser »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« La protection sociale du fonctionnaire : des règles juridiques pour une meilleure gestion »**, par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Le statut : quel champ d'application ? »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« 1986-2006 : du statut à la reconnaissance des nouveaux métiers à l'hôpital »,** par Hélène DE FAVERGES, Directeur d'Hôpital, AO-HP, Cabinet de la Directrice Générale (pôle AVEC), page 5, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Le statut de la fonction publique 20 ans après... Vers une culture du contrat ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la Conférence du Stage, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

Informatique et nouvelles technologies :

– **« Les aspects juridiques des technologies nouvelles dans le domaine de la santé »,** par Bruno MORIN, Avocat, page 4, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« La C.N.I.L. et la protection des données médicales nominatives »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de mission, Responsable de l'Unité Sociale au Service Juridique de la C.N.I.L., page 15, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Créations multimédias : l'état du droit »,** par Philippe COHEN, Cabinet Berlioz avec la collaboration de Jacques SIVIGNON, page 19, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Le développement des réseaux d'informations dans le monde de la santé : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de mission, Responsable de l'Unité Santé sociale au service juridique de la CNIL, page 13, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« Le dossier médical électronique »,** par Cyrille CHARBONNEAU, Chargé d'enseignement à l'Université Paris I et à l'Université Paris XII, page 4, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« L'encryptage sur les autoroutes de l'information : le cadre légal (1) »,** par Christiane FERAL-SCHUL, Avocate associée FG Associés, page 20, A.J. N° 12 – Décembre 1995. Que représente (1), un appel de note ??

– **« Exposé d'une réalisation pratique d'un dossier médical partiellement informatisé au centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer »,** par Bernard DEUXVILLE, Médecin DIM au Centre Hospitalier de Montreuil-sur-Mer, page 10, Mars/Avril 2003.

– **« Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés : La procédure de demande d'avis »,** par Guy DUMONT, Correspondant à la C.N.I.L. au Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville, page 11, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« La fraude informatique et le nouveau code pénal »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en Propriété Industrielle, chargé d'enseignement à l'Université de Paris V, (Cabinet Warusfel et Associés Consultants), page 31, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Guide d'utilisation des logiciels : Nul n'est censé ignorer la loi »,** par Business Software Alliance, page 3, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Influence de l'éthique sur les nouvelles technologies en santé publique »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« Loi sur le logiciel : À la recherche d'un compromis »,** par Christiane FERAL-SCHUHL, Avocate à la Cour Cabinet FG Associés, page 9, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Programme de médicalisation des systèmes d'information : secret médical et droit d'accès aux informations médicales »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon III, page 18, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Réseaux de santé et circulation électronique des données. Questions de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 16, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Les réseaux de santé et la gestion du dossier médical sur Internet : les garanties de la loi informatique et libertés »,** par Jeanne BOSSI, Direction Juridique CNIL, page 21, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Le tiers hébergeur et le service de conservation de dossiers de santé accessible à distance »,** par Stéphane VIVET, Directeur Délégué Santé et Science de la Vie, et Amaury VILLALON, Consultant Santé et Sciences de la Vie, Accenture, Conseil en Organisation et en Système d'Information, page 12, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

Législation et système de santé (hors loi HPST) :

– **« L'accréditation en France : un vrai débat pour une pratique riche »,** par Jean-Marie FESSLER, Directeur d'Hôpital, CNEH et Laboratoire d'Éthique Médicale et Biologique de la Faculté de Necker Paris, page 13, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« L'accréditation et les autorisations : une discrète convergence »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 11, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Les agences régionales de l'hospitalisation. Instrument de la rationalisation de la politique hospitalière »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, Avocat, page 8, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« Le conseil exécutif, nouveau maillon du processus décisionnel dans les établissements publics de santé »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« CHU du Toulouse : 26 pôles, deux ans de recul et quelques questions…»,** par Daniel DUROU, Consultant Interne CHU de Toulouse, Cabinet du Directeur Général, page 27, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Le conseil exécutif, nouveau maillon du processus décisionnel dans les établissements publics de santé »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« De la coopération au réseau. La nouvelle donne juridique »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du CHS Le Vinatier à Bron, page 4, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« La coopération interhospitalière et l'ordonnance du 24 avril 1996 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 24, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« La coordination des vigilances sanitaires et de la gestion des risques au centre hospitalo-universitaire de Nice. Une expérience globale »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 16, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Création des établissements ou services sociaux et médico-sociaux »,** par Agnès BERTRAND, Responsable du centre Gérontéval du CNEH, page 6, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« La délégation de maîtrise d'ouvrage dans le cadre du plan Hôpital 2007 »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 39, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Description de la démarche qualité de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris »,** par Guy FEDOU, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques AP-HP, page 16, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« La gestion du risque lié à l'activité du praticien »,** par Nicolas GOMBAULT, Docteur en Droit, Directeur Juridique du Sou Médical, page 14, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Le groupement de coopération sanitaire et l'ordonnance du 4 septembre 2003 »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 22, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Inquiétudes et espoirs des futurs acteurs de la nouvelle gouvernance hospitalière »,** par Antoine FAURE, Consultant CNEH, Chef de projet du suivi national de l'anticipation de la nouvelle gouvernance hospitalière, page 31, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Matériovigilance et tromperie sur les qualités substantielles »,** par Yves LACHAUD, Avocat, ancien Membre du Conseil de l'Ordre, page 7, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« La nouvelle architecture institutionnelle née des ordonnances sur la gouvernance de l'hôpital : de nouveaux pouvoirs ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour de Paris, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7 A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Les nouveaux fondamentaux de la procédure et de l'organisation budgétaires »,** par François MADELMONT, Directeur d'Hôpital, Consultant au CNEH, page 17, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nouvelle organisation de l'hôpital publique – les pôles d'activité – la contractualisation interne – la délégation de gestion »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nouvelle planification sanitaire – Anciennes et nouvelles dispositions – Commentaires »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 7, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Praticiens hospitaliers et vigilances »,** par le Dr Rachel BOCHER, Présidente INPH, page 13, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« La refondation juridique des centres de lutte contre le cancer issue de l'ordonnance du 2 mai 2005 »,** par Éric ROSSINI, Docteur en Droit, Secrétaire Général du Centre régional de lutte contre le cancer « Paul Strauss » de Strasbourg, page 21, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La responsabilité des experts-visiteurs à l'accréditation »,** par Hubert GARRIGUE-GUYONNAUD, Directeur Général Adjoint au CHU de Poitiers, Chargé de Mission, ANAES, et Chantal LACHENAYE-LLANAS, Directrice de l'Accréditation, ANAES, page 4, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Réflexions sur les lois de veille sanitaire et sociale »,** par Jacques BONNEAU, Ancien chargé de cours à l'École Polytechnique, page 4, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Les transferts de compétence : la simplification par la concentration »,** par Delphine JAAFAR, École de Formation du Barreau de Paris, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

LOI HPST (focus spécifique sur la nouvelle législation) :

– **« Chef de pôle et contrat de pôle »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 45, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Changement et impacts directs sur les établissements et services médico-sociaux »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 64, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les communautés hospitalières de territoire »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 22, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Du conseil d'administration au conseil de surveillance »,** par Sanaa MARZOUG, Magistrate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 35, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La coopération entre les professionnels »**, par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 59, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le développement professionnel continu »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 61, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le directeur et le directoire »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, et Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, page 41, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La fin de la séparation du sanitaire et du médico-social »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 62, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 26, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La limitation du refus de soins des médecins et dentistes »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 56, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Loi HPST : pour aller plus loin Et aussi (ensemble des points autres) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 66, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« LOI HPST pour aller plus loin : Dispositions transitoires »,** par Emmanuelle BALLY, Sage-Femme, Juriste, Stagiaire CNEH, page 68, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les missions de service public »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les nouveaux modes de recrutement du personnel médical »,** par Michaël GALY DGA, Centre Hospitalier Universitaire de Reims, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH page 50, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les outils des agences régionales de santé »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le président de CME et la commission médicale d'établissement : quelles évolutions ? »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 48, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le projet régional de santé : la nouvelle donne de la planification de l'offre de sanitaire et médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consul-

tante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Quelle forme d'assistance pour les maîtres d'ouvrage de la recomposition du paysage hospitalier »,** par Louis OMNES, Consultant CNEH, page 25, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le statut des établissements de santé »,** par Clotilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Structuration de l'offre de soins : premier recours et permanence de soins »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 54, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Structures et missions (ARS) »,** par Hervé TANGUY, Directeur du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le territoire dans la loi HPST : un concept polysémique »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

Marchés publics :

– **« Les achats publics en milieu hospitalier »,** par Jean-Marc BONNASSOT, Consultant du CNEH, page 13, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les accords-cadres : La grande nouveauté du Code des marchés publics 2006 »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la Conférence du Stage, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« L'actualité de la jurisprudence des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes en matière de marchés publics hospitaliers »,** par Charles AZERAD, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France, page 16, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Aide-mémoire pour l'interrogation »,** par André NASSEH, Juriste-Consultant au CNEH, page 19, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« Les aléas quotidiens dans l'exécution des marchés publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« Délit de favoritisme et marchés publics hospitaliers : le "risque pénal" »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 13, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« La genèse de la réforme »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Les implications du droit communautaire dans les marchés publics »,** par Pascal LASCOUX-LEFORT, Avocat au Barreau de Paris, page 14, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« Les incidences de la simplification du Code des marchés publics sur l'hôpital »,** par Bernard BOURSIER, Responsable du Service des Marchés Publics du Centre Hospitalier de Mulhouse, page 10, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« Les marchés des hôpitaux. Quand les fournitures ou les produits sont fournis par un établissement public de santé ou par un groupement de coopération hospitalière »,** par Christian LAMBERT, Conseiller à la Cour d'Appel Administrative de Paris, page 4, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Les marchés fractionnés : mode d'emploi »,** par André NASSET, Juriste-Consultant, page 4, A.J. N° 4 – Juin 1995.

– **« Les marchés publics et la réglementation communautaire »,** par Fabrice CASSIN, Docteur en Droit Cabinet de Boivin, Droit Public des Affaires, page 9, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Le nouveau cadre juridique des achats publics et privés dans le domaine hospitalier »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 5, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Le nouveau Code des marchés publics : quelques mesures en faveur des PME »,** par Jacques MOURNAUD, Juriste, page 15, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Observations sur le risque du référé précontractuel dans la passation des marchés publics »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Présentation synthétique du nouveau Code des marchés publics »,** par Hervé TANGUY, Consultant Centre de Droit JuriSanté, et Rodolphe RAYSSAC, Avocat Consultant, Centre de Droit JuriSanté, page 9, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Quelques observations sur les marchés passés par les hôpitaux publics à la lumière de la jurisprudence récente »,** par Pierre ZUNINO, Conseiller à la Cour Administrative de Lyon, ancien Directeur d'Hôpital, page 4, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« Réflexions sur les délégations de service public à l'hôpital »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Réforme du Code des marchés publics. La nécessité ne ferait-elle plus la loi ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 19, A.J. N° 29 – Avril 2000.

Médiation en milieu de santé :

– **« Désenclaver la médiation juridique »,** par Alain ROY, Médiateur, Formateur en Médiation, page 28, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le consentement éclairé »,** par Sadek BELOUCIF, Médecin APHP, ancien Membre du Comité National d'Éthique page 19, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« L'indispensable tiers »,** par Chantal DESCHAMPS, Membre du Comité consultatif National d'Éthique, page 30, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« La médiation et la conciliation ne sont pas interchangeables »,** par Jacques HUREAU, Professeur de Médecine, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Expert Honoraire agréé par la Cour de Cassation, page 24, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le médiateur, un acteur bien identifiable »,** par Michelle GUILLAUME HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs, page 34, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le règlement des conflits : médiateur en santé existe-t–il ? indications et prescription de la médiation en santé »,** par Guy LESŒURS, Médiateur, Consultant, Président de l'Institut KeruX Internationale et de SCRAMED, page 7, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le travail en réseau et le sens du soin »,** par Marie-Andrée SADOT, ancienne Directrice de l'École Sociale de la Caisse d'assurance maladie d'Ile-de-France, page 13, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le triangle Patient-Famille-Soignant »,** par Michelle GUILLAUME HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs et de l'IMGH et Maggy ROMIGUIÈRE, Cadre Supérieure IOE, page 16, A.J. N° 61 – Mars 2008.

Personnes vulnérables/protection juridique :

– **« Les dangers du mandat de protection future »,** par Guillem CASANOVAS, Juriste, Consultant au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 50, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Fiche de synthèse : décret d'application de la loi N° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Le financement des mesures juridiques de protection des majeurs issu de la loi du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 46, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Focus sur certaines dispositions de la réforme issues des décrets d'application »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La loi portant réforme de la protection des majeurs : sa structuration, son organisation, ses principes ou ses clés de compréhension… ses enjeux : les réelles modifications de la réforme et leur sens »,** par Marjorie BRUSORIO-AILLAUD, Maître de Conférences à l'Université de Picardie Jules Verne, page 4, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs : l'avis d'un professionnel »,** Interview de Josiane TRIMARCHE, Formatrice et Membre du Bureau de l'Association Nationale des Gérants de Tutelles (ANGT), réalisée par Stéphane PERUQUE pour Actualités JuriSanté, page 35, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs en établissement de santé, social ou médico-social »,** par Stéphane PERUQUE Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 38, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La mise en œuvre de la fonction de mandataire judiciaire à la protection des majeurs dans les établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre hospitalier de Niort, page 4, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 31, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 10, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La réforme de la protection des majeurs et ses innovations : les mesures d'accompagnement social personnalisé et la mesure d'accompagnement judiciaire »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante en Droit de la Santé au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 53, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le respect des droits des personnes protégées par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 14, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Responsabilité des acteurs de la protection »,** par Laura BESERMAN, Juriste Stagiaire, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Tableau comparatif des mesures de protection juridique entre les lois du 3 janvier 1968 et du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 8, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Tableau comparatif des structures de coopération envisageables pour assurer la gestion d'un service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 45, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

Professions et responsabilité :

– **« L'accueil des patients mineurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 11, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« L'admission du patient »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 13, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Les commissions de soins infirmiers à l'AP-HP »,** par Marinette OLIVIER, Directrice du Service Central des Soins Infirmiers, page 15, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Les conseils des ordres professionnels : À quoi sert un conseil d'un ordre ? Pourquoi des conseils d'un ordre ? »,** par Jacky LOUFRANI, Enseignant des Facultés de Droit, Avocat à la Cour, page 10, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Le décès à l'hôpital »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Exercice infirmier »,** par le Professeur Jean-François GIRARD, Directeur Général de la Santé, page 4, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Formation infirmière : nouveauté 1992, bilan 1993 »,** par Bernard BLANC, Directeur de l'I.F.S.I. de Martigues, Vice-président chargé du Secteur Formation

Professionnelle du CEEIEC, page 17, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« L'hospitalisation sous contrainte du patient atteint de troubles mentaux »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 16, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Infirmier(e)s anesthésistes évolution ou mutation ? »,** par le Docteur Jean-Pierre MARECHAL, Praticien Hospitalier – Anesthésie Réanimation, page 6, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Le juge des comptes et le directeur d'hôpital »,** par Gilles MILLER, Commissaire du Gouvernement près de la Chambre Régionale des Comptes de Picardie, page 16, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« La mise en œuvre du plan blanc »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital, Centre Hospitalier de Longjumeau, page 9, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Le plan blanc en cinq questions »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 7, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Les pouvoirs de police de l'administrateur de garde »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La protection du malade : mission accessoire du service public hospitalier garantie par le directeur d'hôpital »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 4, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« Réflexions sur l'éthique de la profession d'infirmière »,** par Anne-Marie DAVID, Surveillante Générale à l'Hôpital de la Salpétrière, Membre du CCNE, page 13, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Les relations entre l'hôpital, la police et la justice : éléments de base »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital, Centre Hospitalier de Longjumeau, page 18, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La responsabilité de l'administrateur de garde à l'hôpital public »,** par Caroline GAL, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La responsabilité pénale du directeur d'établissement public de santé »,** par Elizabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 13, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« Recommandations professionnelles et responsabilité médicale »,** par Michel PENNEAU, Professeur de Médecine Légale à l'Université d'Angers, DEA Sciences Criminelles, Vice-président du Conseil Régional des Pays de la Loire, de l'Ordre des Médecins, et Jean PENNEAU, Professeur Émérite de l'Université Paris XI Faculté de Droit Jean Monnet, Docteur en Médecine Secrétaire Général du Conseil Régional d'Ile-de-France de l'Ordre des Médecins, page 13, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Le risque de la gestion de fait par le directeur d'hôpital »,** par Brigitte DE LARD, Juriste chargée d'études, Assurance maladie, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 31, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs : l'avis d'un professionnel »,** Interview de Josiane TRIMARCHE, Formatrice et Membre du Bureau de l'Association Nationale des Gérants de Tutelles (ANGT), réalisée par Stéphane PERUQUE pour Actualités JuriSanté, page 35, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs en établissement de santé, social ou médico-social »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 38, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Responsabilité des acteurs de la protection »,** par Laura BESERMAN, Juriste Stagiaire, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

Recherche biomédicale :

– **« CCPPRB et événements graves survenant lors d'un essai clinique »,** par J.-P. DEMAREZ, Directeur Médical Pierre Fabre Médicament, page 18, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Le choix du tribunal correctionnel »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Commentaires du jugement Mandarin »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 18, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Dispositifs médicaux et loi Huriet : La loi du cumul »,** par Antoine AUDRY, Pharmacien, Consultant CNEH, page 26, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« L'exercice de la médecine et le champ d'application de la loi du 20 décembre 1988 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 19, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« L'influence de la loi relative à "La protection des personnes qui se prêtent à une recherche biomédicale" sur l'organisation de la recherche »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit, Université Lyon III, page 5, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« Inspections des essais cliniques par l'Agence du médicament »,** par Pierre-Henri BERTOYE, Responsable d'essais cliniques à l'Agence du Médicament, page 29, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Les nouvelles modifications apportées par la loi du 25 juillet 1994 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Le point de vue de l'industriel, sur le contrôle des documents – sources par le promoteur »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Directeur Médical, Pierre Fabre Médicaments, page 16, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« Présentation »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Médecine, et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 5, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« La recherche médicale enfin en règle avec le secret médical »,** par Guy DUMONT, Correspondant auprès de la CNIL, du Ministère des Affaires Sociales de la Santé et de la Ville, page 31, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

Réglementation des activités de soins :

- **« La cardiologie interventionnelle, une activité désormais réglementée »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.
- **« La procédure d'autorisation des activités de cardiologie interventionnelle : points de vigilance »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.
- **« Restructuration de l'offre de soins en cardiologie interventionnelle : La coopération comme planche de salut ? »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

Responsabilité hospitalière :

- **« L'actualité pénale du délit d'entrave à l'I.V.G. »,** par Stéphane PRIEUR, A.T.E.R. à l'Université de Bourgogne, Groupe de Recherche de Droit du Vivant (CERJUMA), page 15, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« Anesthésie et responsabilité »,** par Evelyne LASSNER, Avocate à la Cour de Paris, page 10, A.J. N° 6 – Juin 1994.
- **« Les aspects juridiques de la télémédecine »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 16, A.J. N° 6 – Juin 1994.
- **« Le contentieux de l'hépatite C devant le juge administratif »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit, Université de Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 11, A.J. N° 18 – Juillet 1997.
- **« Le contentieux de l'hépatite C et le juge judiciaire »,** par Jean GUIGUE, Président du TGI de Bobigny, Professeur Associé à l'Université de Paris XIII, page 8, A.J. N° 18 – Juillet 1997.
- **« L'expérience de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris »,** par Pierre CLERC, Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, et Jacques ORSI, Adjoint Technique au Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, page 20, N° 22 – Juillet 1998.
- **« Les facettes pénales du Code de la santé publique »,** par Agnès CERF, Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Caen, page 4, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« L'hépatite C »,** par le Dr Patrick MARCELLIN, Service d'Hépatologie, Hôpital Beaujon, Clichy, page 4, A.J. N° 18 – Juillet 1997.
- **« L'information du patient sur les effets secondaires des médicaments prescrits dans les établissements de santé privés »,** par Benoît GUIMBAUD, Médecin Juriste, DESS Droit Médical, Responsable du Département des Risques SHAM, page 15, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« Le juge et l'hépatite C : L'obligation de sécurité ? »,** par Christian VALLAR, Professeur Agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 15, A.J. N° 18 – Juillet 1997.
- **« La police administrative dans les établissements hospitaliers »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 13, N° 22 – Juillet 1998.
- **« La responsabilité civile du pharmacien d'officine »,** par Anne LAUDE, Agrégée des Facultés de Droit, Professeur Associée à la Faculté de Droit Paris V, page 4, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« La responsabilité civile médicale : des procès très contentieux »,** par Brigitte MUNOZ-PEREZ, Statisticienne à la sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation et Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit Université Lyon III, page 4, A.J. N° 6 – Juin 1994.
- **« Responsabilité en matière d'autorisation de mise sur le marché des médicaments à usage humain et institutions européennes »,** par Marie-Danièle CAMPION, Professeur de Droit et d'Économie de la Santé, Université de Droit et Santé de Lille II, page 20, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« Responsabilité et activité de stérilisation »,** par Michel DUNNEAU, Professeur à l'Université René Descartes, Paris V, page 11, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« La responsabilité des établissements hospitaliers en raison des dépôts »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 10, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« La responsabilité du pharmacien à l'hôpital public »,** par Claudine ESPER, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, Professeur Associé à la Faculté de Droit Paris V, page 4, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« Les responsabilités juridiques de l'hôpital face à l'insécurité »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« La responsabilité pénale des établissements de soins et de leur directeur »,** par Jean GUIGUE, Professeur associé à l'Université de Paris XIII, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, page 12, A.J. N° 21 – Mai 1998. ■

Actualités JuriSanté

INDEX PAR RUBRIQUE

TABLE DES RUBRIQUES

Rubriques classées par ordre alphabétique selon les titres des articles :

Cet index est organisé autour des 5 grandes rubriques de la revue. Au sein de chacune d'entre elles, les articles sont classés par ordre alphabétique.

> 1 – Les dossiers d'*Actualités JuriSanté*

> 2 – Actualités

> 3 – Chroniques/Notes de jurisprudence/Flash

> 4 – Courrier des lecteurs/Vos questions/ Droit de réponse

> 5 – À lire/Notes de lecture

1 – Les dossiers d'Actualités JuriSanté

– **« L'accès au dossier du patient : la logique juridique de l'accès direct à l'épreuve des pratiques médicales et professionnelles »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, CNEH, page 4, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'accès au droit coopératif pour les professionnels de santé : genèse des sociétés coopératives hospitalières de médecins et des réseaux coopératifs de santé »,** par Gérard PARMENTIER, Secrétaire National de l'UNHPC, et Philippe BERGEROT, Président de l'UNHPC, page 35, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/ Janvier 2002.

– **« L'accès des patients aux informations »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Cabinet du Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, page 11, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'accès direct du patient à sa base de données médicales partagées sur un internet sécurisé : un exemple en cancérologie, le portail WWW.ocle.org »,** par le Dr Philippe BERGEROT, Oncologue, Centre Étienne-Dolet, Saint-Nazaire, page 23, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'accès du patient aux documents médicaux personnels détenus par les établissements et les professionnels de santé. Ses aspects pratiques à l'hôpital »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Département des Droits du Malade, Direction Générale, AP-HP, page 4, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/ Janvier 2003.

– **« Les accords cadres : la grande nouveauté du Code des Marchés publics 2006 »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la Conférence du Stage, Experte au Centre de Droit Juri-Santé du CNEH, page 23, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les achats publics en milieu hospitalier »,** par Jean-Marc BONNASSOT, Consultant du CNEH, page 13, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« L'accréditation en France : un vrai débat pour une pratique riche »,** par Jean-Marie FESSLER, Directeur d'Hôpital, CNEH et Laboratoire d'Éthique Médicale et Biologique de la Faculté de Necker Paris, page 13, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« L'accréditation et les autorisations : une discrète convergence »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 11, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« L'accueil des patients mineurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 11, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Activité médicale et sociétés coopératives »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes Paris V, page 41, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'actualité de la jurisprudence des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes en matière de marchés publics hospitaliers »,** par Charles AZERAD, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France, page 16, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« L'actualité pénale du délit d'entrave à l'I.V.G. »,** par Stéphane PRIEUR, A.T.E.R. à l'Université de Bourgogne, Groupe de Recherche de Droit du Vivant (CERJUMA), page 15, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« L'admission du patient »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 13, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« L'adolescent, la majorité médicale »,** par Caroline REY, Praticien Hospitalier, Service de Pédiatrie 2, Médecine pour Adolescents, AP-HP, Hôpital Bicêtre, et Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, AP-HP, page 7, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Les agences régionales de l'hospitalisation. Instrument de la rationalisation de la politique hospitalière »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, Avocat, page 8, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« Les aléas quotidiens dans l'exécution des marchés publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« L'amélioration de l'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés »,** par Jean-Michel BELORGEY, Conseiller d'État, Président du Comité de suivi de la convention sur l'assurabilité des personnes séropositives, page 48, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Anesthésie et responsabilité »,** par Évelyne LASSNER, Avocate à la Cour de Paris, page 10, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« À propos de la personne de confiance dans les établissements sociaux et médicaux sociaux : de la règle de droit à la mise en pratique du point de vue médical »,** propos recueillis par Évelyne JOFFRION, Directrice d'Établissement et Gestionnaire des Risques, Consultante CNEH, page 38, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« L'archivage du dossier médical : les points d'amélioration »,** par Agnès MASSON, Conservatrice en Chef, Directrice du Service des Archives AP-HP, page 19, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Aspects historiques des droits des malades : l'émergence des droits des malades, un phénomène toujours récent »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau, avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Les aspects juridiques de la télémédecine »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 16, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« Les aspects juridiques des technologies nouvelles dans le domaine de la santé »,** par Bruno MORIN, Avocat, page 4, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Les associations d'usagers : un rôle nouveau »,** par Anne LAUDE, Agrégée des Facultés de Droit, Professeur à l'Université Paris V, page 14, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Au-delà des droits des patients »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau, avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 26, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Autorité parentale et autonomie du mineur : confrontation ou cohérence ? Analyse d'un juge des enfants directeur des affaires juridiques aux HCL »,** par Sandrine MOTHE, Magistrate détachée à la Direction des Affaires Juridiques des Hospices Civils de Lyon, page 42 – Juillet 2003.

– **« Le bail emphytéotique hospitalier et coopération »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V et Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante CNEH, page 7, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le bail emphytéotique hospitalier, nouvel instrument de financement et de réalisation des opérations d'investissement hospitalier »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Le BEH : un ami qui vous veut du BIEN »,** par Jean-Marc KILLIAN, Directeur des Travaux, Centre Hospitalier de Pontoise, page 16, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« La cardiologie interventionnelle, une activité désormais réglementée »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« CCPPRB et événements graves survenant lors d'un essai clinique »,** par J.-P. DEMAREZ, Directeur Médical Pierre Fabre Médicament, page 18, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Le centre de protonthérapie d'Orsay : qualification juridique »,** par Francis LAFORTUNE, Directeur du CPO, page 14, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« La cession d'une dépendance du domaine public hospitalier ou comment aliéner un bien inaliénable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« D'une charte à l'autre »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau, avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Changement et impacts directs sur les établissements et services médico-sociaux (dans la loi HPST) »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 64, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Chef de pôle et contrat de pôle (dans la loi HPST) »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 45, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le choix du patient »,** par Gilles JOHANET, Directeur de la CNAM, page 4, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Le choix du tribunal correctionnel »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« La C.N.I.L. et la protection des données médicales nominatives »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de Mission, Responsable de l'Unité Sociale au Service Juridique de la C.N.I.L., page 15, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Commentaires du jugement Mandarin »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 18, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Comment réaliser le compte du "Groupe hospitalier" »,** par Guy PREVOST, Expert-comptable et Pierre GOGUET, Expert-comptable, page 16, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Les commissions de soins infirmiers à l'AP-HP »,** par Marinette OLIVIER, Directrice du Service Central des Soins Infirmiers, page 15, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Les communautés hospitalières de territoire (dans la loi HPST) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 22, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Du conseil d'administration au conseil de surveillance (dans la loi HPST) »,** par Sanaa MARZOUG, Magistrate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 35, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le conseil exécutif, nouveau maillon du processus décisionnel dans les établissements publics de santé »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Les conseils des ordres professionnels : À quoi sert un conseil d'un ordre ? Pourquoi des conseils d'un ordre ? »,** par Jacky LOUFRANI, Enseignant des Facultés de Droit, Avocat à la Cour, page 10, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Le conseil des professions paramédicales »,** par Jacques BONNEAU, Juriste, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 30, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les conseils régionaux de santé : vers une rationalisation du fonctionnement des organes consultatifs pour la région »,** par Gérard VINCENT, Délégué Général de la FHF, page 24, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Le consentement éclairé *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Sadek BELOUCIF,

Médecin APHP, ancien Membre du Comité National d'Éthique, page 19, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Consentement et refus de soins du mineur : portées juridiques et pratiques »,** par Caroline REY-SALMON, Pédiatre des Hôpitaux, Médecin légiste, Responsable de l'Unité médico-judiciaire pour mineurs victimes, Hôpital Armand Trousseau (AP-HP), page 15, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Le contentieux de l'hépatite C devant le juge administratif »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit, Université de Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 11, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Le contentieux de l'hépatite C et le juge judiciaire »,** par Jean GUIGUE, Président du TGI de Bobigny, Professeur associé à l'Université de Paris XIII, page 8, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Les contrats à l'hôpital : quelle place dans le droit de la fonction publique hospitalière ? »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Les contrats d'objectifs et de moyens, logique contractuelle ou logique dirigiste ? »,** par Christina VALLAR, Professeur agrégée, Avocate au Barreau de Nice, page 4, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Le contrat interne dans les établissements publics de santé, notion de fait ou de droit ? »,** par Claudine ESPER, Professeur associée, Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 8, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Le contrôle du juge des comptes »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 21, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« La convention d'occupation du domaine public : le crédit-bail immobilier est-il envisageable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 13, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« De la coopération au réseau. La nouvelle donne juridique »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du CHS Le Vinatier à Bron, page 4, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« La coopération entre les professionnels »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 59, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La coopération hospitalière à la croisée des chemins sous l'influence communautaire »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Juriste-Consultant, Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 4, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« La coopération interhospitalière et l'ordonnance du 24 avril 1996 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 24, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« Coopération sanitaire : tableau comparatif des trois groupements envisageables »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 25, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« La coordination des vigilances sanitaires et de la gestion des risques au centre hospitalo-universitaire de Nice. Une expérience globale »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 16, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Création des établissements ou services sociaux et médico-sociaux »,** par Agnès BERTRAND, Responsable du Centre Gérontéval du CNEH, page 6, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Créations multimédias : l'état du droit »,** par Philippe COHEN, Cabinet Berlioz avec la collaboration de Jacques SIVIGNON, page 19, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Les dangers du mandat de protection future »,** par Guillem CASANOVAS, Juriste, Consultant au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 50, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le décès à l'hôpital »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Déclassement des biens immobiliers des établissements publics d'hospitalisation : une procédure méconnue »,** par Roger-Michel MÉDOUZE, Docteur en Droit, Diplômé des Sciences Politiques, Directeur Juridique des Hospices Civils de Lyon, page 13, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« La délégation de maîtrise d'ouvrage dans le cadre du plan Hôpital 2007 »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 39, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« La démarche du Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph, relative à la personne de confiance ou comment faire connaître, comprendre et appliquer un droit de l'usager »,** par Marie-Odile NAULT, Responsable du Service Relation Patients du Groupe Hospitalier Paris Saint-Joseph, page 23, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« Désenclaver la médiation juridique *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Alain ROY, Médiateur, Formateur en Médiation, page 28, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance au Centre hospitalier Sainte Anne (CHSA) : méthodologie pour la mise en œuvre d'un droit »,** par Marianne MAZODIER, Psychiatre, PH du CHSA et Virginie MONNOT, Responsable Qualité, CHSA, page 32 A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance : une faculté encore peu méconnue et peu utilisée »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et des Droits des Patients, CH de Pau, page 36, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« Délit de favoritisme et marchés publics hospitaliers : le "risque pénal" »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 13, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Démocratie sanitaire et principe de réalité : l'accès au dossier médical en pratique au centre hospitalier de Saint-Quentin »,** par Alain DENEUF-GERMAIN, Responsable de la Cellule Juridique, CH de Saint-Quentin, page 21, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Description de la démarche qualité de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris »,** par Guy FÉDOU, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques AP-HP, page 16, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Le développement des réseaux d'informations dans le monde de la santé : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de Mission, Responsable de l'Unité Santé Sociale au Service Juridique de la CNIL, page 13, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« Le développement des réseaux d'informations médicales : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service « Libertés publiques, santé, protection sociale » à la direction juridique de la CNIL, page 18, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Le développement professionnel continu (dans la loi HPST) »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 61, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La difficile appréciation de la qualité d'ayant droit et son incidence sur l'accès au dossier médical »,** par Stéphanie SÉGUI, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Le directeur et le directoire (dans la loi HPST) »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, et Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, page 41, A.J. Nos 66/67 – Juillet/ Août 2009.

– **« Dispositifs médicaux et loi Huriet : La loi du cumul »,** par Antoine AUDRY, Pharmacien, Consultant CNEH, page 26, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Don et utilisation d'organes humains de la loi Caillavet aux lois de bioéthique »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur de Droit, Médecin légiste, Experte près de la CA de Bordeaux, Responsable de l'enseignement du droit médical à l'Université de Bordeaux II, page 16, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« Le dossier médical électronique »,** par Cyrille CHARBONNEAU, Chargé d'Enseignement à l'Université Paris I et à l'Université Paris XII, page 4, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Droits, garanties et obligations du fonctionnaire : l'essence du droit de la fonction publique hospitalière »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 12, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Le droit des malades en Europe : comparaison des législations de certains pays voisins de la France »,** par Florence CHENAL, Hélène ROCA, et Thomas VAN DEN HEUVEL, DESS Droit de la Science Médicale, page 4, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Les droits des malades en psychiatrie : un projet de loi de compromis, entre l'affirmation et l'exception »,** par le Dr Guy GOZLAN, Psychiatre, Secrétaire Général CDHP – France, et David CAUSSE, Directeur d'Hôpital, Adjoint au Délégué Général de la Fédération Hospitalière de France, Responsable de Pôle Vieillesse – Handicap, Enfance, Exclusion et Chargé du Secteur Santé Mentale, page 20, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Droits des malades : obligations pour l'assurance ? »,** par Michel GERMOND, Secrétaire Général, SHAM, page 59, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/ Janvier 2002.

– **« Droits et obligations statutaires : quelles évolutions ? »,** par Guillem CASANOVA et Jacques MOURNAUD, Élèves Avocat, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Les droits des patients de la Charte du 6 mai 1995 à la charte du 2 mars 2006 : analyse et réflexions synthétiques »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau, avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« L'encryptage sur les autoroutes de l'information : le cadre légal (1) »,** par Christiane FERAL-SCHUL, Avocate Associée FG Associés, page 20, A.J. N° 12 – Décembre 1995. Que représente (1), un appel de note ??

– **« Enjeux éthiques et responsabilité d'informer »,** par Emmanuel HIRSH, Directeur de l'Espace Éthique de l'AP-HP, page 4, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Les enjeux des lois de bioéthique »,** par Dominique THOUVENIN, Professeur à l'Université Paris VII, page 4, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« L'énoncé des grands principes sur les droits des malades »,** par Bernard EDELMANN, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, page 4, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les établissements publics de santé et la juridiction financière »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 20, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Établissements publics de santé : quel régime pour les conventions de location de téléviseur ? »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« Les États-Unis : système de soins et responsabilité médicale »,** par Charline ADAM, Mélanie HARANG, Sophie ROUSSEAU et Magali SIERRA, DESS Droit de la Science Médicale, Faculté de Droit, Université René Descartes, Paris V, page 15, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« L'évidente préservation de la relation confidentielle dans les soins aux adolescents : quand le droit se rapproche de la pratique »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef du Service de Médecine pour Adolescents, Fédération de Pédiatrie, Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 19, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Évolution du droit de la coopération hospitalière : la refondation du groupement de coopération sanitaire (GCS) est-elle suffisante ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 43, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/ Janvier 2002.

– **« L'évolution de l'information entre médecin et patient »,** par Isabelle DURAND-ZALESKI, Hôpital Henri Mondor, AP-HP Paris, et Dominique JOLLY, Direction des Affaires Internationales AP-HP, Paris, Institut d'Études des Politiques de Santé, page 8, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« L'évolution du principe d'exclusivité dans la fonction publique hospitalière et la notion de cumul d'emplois depuis 1986 »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. n° 55 – Juillet 2006.

– **« Exemples de coopération : l'hôpital clinique du Val de Seine »,** par Abdel Kader GUERZA, Directeur du Centre Hospitalier Docteur Rosenberg de Lillebonne, page 19, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Exemple de groupement de coopération sanitaire en cardiologie interventionnelle : le GCS "Unité de Cardiologie Interventionnelle 74" »,** par Anne-Marie FABRETTI, Directrice des Activités de Réseaux et de la Qualité, Centre Hospitalier de la région d'Annecy, page 15, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Un exemple de Groupement de coopération Sociale ou Médico-sociale : le GCSMS du Centre Picardie, un partenariat au service de nos aînés »,** par Charly FRASIER, Directeur des EPHAD de Athies et Epehy, page 21, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« L'exercice de la médecine et le champ d'application de la loi du 20 décembre 1988 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 19, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« Exercice infirmier »,** par le Professeur Jean-François GIRARD, Directeur Général de la Santé, page 4, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« L'expérience de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris »,** par Pierre CLERC, Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, et Jacques ORSI, Adjoint Technique au Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, page 20, N° 22 – Juillet 1998.

– **« L'expérience d'un groupe usagers "jury citoyen" au Centre hospitalier universitaire de Nantes »,** par Jean-Paul GUÉRIN, Directeur Général CHU de Nantes, page 21, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« L'expertise auprès de la commission régionale d'indemnisation »,** par le Pr Thierry COSTE, Expert de la Cour d'Appel de Paris, Service Hépato-Gastro-Entérologie UFR Bobigny, Paris XIII, page 53, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Exposé d'une réalisation pratique d'un dossier médical partiellement informatisé au centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer »,** par Bernard DEUXVILLE, Médecin DIM au Centre Hospitalier de Montreuil-sur-Mer, page 10, Mars/Avril 2003.

– **« Les facettes pénales du Code de la santé publique »,** par Agnès CERF, Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Caen, page 4, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Fiche de synthèse : décret d'application de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La fin de la séparation du sanitaire et du médico-social (dans la loi HPST) »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 62, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Financement du groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le financement indirect des investissements immobiliers, le bail emphytéotique hospitalier »,** par Serge BAYARD, Directeur PPP, Groupe CNCE et Daniel BAURU, Directeur du Développement, Groupe CNCE, page 10, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le financement des mesures juridiques de protection des majeurs issu de la loi du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 46, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« À la fondation hôpital Saint-Joseph, "Juste Deségards", veilleur attentif aux droits et responsabilités des usagers »,** par Marie-Odile NAULT, Relations patients, Danielle SARDA, Communication, et Agnès SIMON, Assistante Systèmes d'Information, page 19, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« Focus sur certaines dispositions de la réforme issues des décrets d'application »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« FOREZ et LYONNAIS : Histoire d'une complémentarité »,** Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés : La procédure de demande d'avis »,** par Guy DUMONT, Correspondant à la C.N.I.L. au Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville, page 11, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Formation infirmière : nouveauté 1992, bilan 1993 »,** par Bernard BLANC, Directeur de l'I.F.S.I. de Martigues, Vice-président chargé du Secteur Formation Professionnelle du CEEIEC, page 17, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« La fraude informatique et le nouveau code pénal »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en Propriété Industrielle, Chargé d'Enseignement à l'Université de Paris V, (Cabinet Warusfel et Associés Consultants), page 31, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Les futures commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge »,** par le Pr Henri ROCHANT, Coordonnateur des Médecins Conciliateurs de l'AP-HP, page 6, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La genèse de la réforme »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« La gestion du risque lié à l'activité du praticien »,** par Nicolas GOMBAULT, Docteur en Droit, Directeur Juridique du Sou Médical, page 14, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« La gestion prévisionnelle de la trésorerie – Une technique à la portée de bon nombre d'établissements »,** par Véronique FAUJOUR, Directrice des Affaires Financières au Centre Hospitalier de Roanne, page 28, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Le groupement de coopération sanitaire (dans la loi HPST) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 26, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Groupement de coopération sanitaire et expérimentation »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et fiscalité »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et investissement hospitalier »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et responsabilités »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le groupement de coopération sanitaire : premières réalisations et questions de droit »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier de Bron, page 16, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Un groupement de coopération sanitaire public/privé opérationnel depuis cinq ans : l'unité de chirurgie cardiaque de l'Artois »,** par René CAILLET, Directeur du Centre Hospitalier de Lens, et Nicolas MAQUET, Directeur Régional Nord-Pas-de-Calais de la Générale de Santé, et Patrick BOSSU, Administrateur du GCS « UCCA », page 26, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« GCS ou GCSMS : quel choix pour les dirigeants des établissements médico-sociaux ? »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Le groupement d'intérêt économique "Environnement hospitalier des Savoies et du Bugey" : une structure de complémentarité à grande échelle »,** par Christian VALLAR, Avocat Professeur des Universités, et Gérard FILIPPI, Directeur Adjoint du CH d'Aix-les-Bains, Président du GIE, page 18, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Guide d'utilisation des logiciels : Nul n'est censé ignorer la loi »,** par Business Software Alliance, page 3, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« L'hépatite C »,** par le Dr Patrick MARCELLIN, Service d'Hépatologie, Hôpital Beaujon, Clichy, page 4, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« L'hospitalisation sous contrainte du patient atteint de troubles mentaux »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 16, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Interview de Monsieur J. Pascal, directeur général de CODIAM Multimédia : les secteurs d'activité principaux »,** propos recueillis par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« Il y a vingt ans au Royaume-Uni : la révolution du mineur "Gillick compétent", ou comment l'autonomie médicale du mineur a été reconnue »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef de Service de Médecine pour Adolescents, Fédération de Pédiatrie, Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 22, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« L'impact du droit des patients hospitalisés sur les obligations des personnels soignants »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 5, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Les implications du droit communautaire dans les marchés publics »,** par Pascal LASCOUX-LEFORT, Avocat au Barreau de Paris, page 14, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« L'imposition des activités commerciales du GCSMS »,** par Guillem CASANOVA, Avocat au Barreau de Paris, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Les incidences de la simplification du Code des marchés publics sur l'hôpital »,** par Bernard BOURSIER, Responsable du Service des Marchés Publics du Centre Hospitalier de Mulhouse, page 10, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« L'indispensable tiers *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Chantal DESCHAMPS, Membre du Comité Consultatif National d'Éthique, page 30, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« L'influence de la loi relative à "la protection des personnes qui se prêtent à une recherche biomédicale" sur l'organisation de la recherche »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit, Université Lyon III, page 5, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« Infirmier(e)s anesthésistes évolution ou mutation ? »,** par le Docteur Jean-Pierre MARÉCHAL, Praticien Hospitalier – Anesthésie Réanimation, page 6, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Influence de l'éthique sur les nouvelles technologies en santé publique »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« L'information du patient sur les effets secondaires des médicaments prescrits dans les établissements de santé privés »,** par Benoît GUIMBAUD, Médecin Juriste, DESS Droit Médical, Responsable du Département des Risques SHAM, page 15, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« Information et acte médical : deux concepts indissociables »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur en Droit Privé, Responsable de l'Enseignement du Droit Médical à l'Université de Bordeaux II, Médecin légiste, Experte près de la CA de Bordeaux, page 6, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Information et consentement des patients : du paternalisme à l'autonomie ? »,** par Suzanne RAMEIX, Philosophe, DER d'Éthique Médicale, Paris XII, CHU Henri Mondor, Créteil, page 11, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Inquiétudes et espoirs des futurs acteurs de la nouvelle gouvernance hospitalière »,** par Antoine FAURE, Consultant CNEH, Chef de Projet du suivi national de l'anticipation de la nouvelle gouvernance hospitalière, page 31, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Inspections des essais cliniques par l'Agence du médicament »,** par Pierre-Henri BERTOYE, Responsable d'essais cliniques à l'Agence du Médicament, page 29, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Interventions de la juridiction financière et transparence des comptes et de la gestion des Établissements Publics de Santé »,** par Jean-Louis BONNET, Directeur de la DRASS de Lorraine, page 14, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Le juge des comptes et le directeur d'hôpital »,** par Gilles MILLER, Commissaire du Gouvernement près de la Chambre Régionale des Comptes de Picardie, page 16, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« Le juge et l'hépatite C : L'obligation de sécurité ? »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de

Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 15, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« La limitation du refus de soins des médecins et dentistes »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 56, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les limites aux initiatives de coopération hospitalière »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 8, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« La loi du 4 mars 2002 : une avancée pour les mineurs ? Réflexions et vision pratique d'un médecin hospitalier »,** par le Dr Mireille NATHANSON, Praticien Hospitalier, Service de Médecine des Enfants et des Adolescents, Hôpital Jean-Verdier, Bondy, page 15, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La loi hospitalière : Analyse financière »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Loi HPST : pour aller plus loin/Et aussi dispositions diverses »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 66, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« LOI HPST pour aller plus loin Dispositions transitoires »,** par Emmanuelle BALLY, Sage-femme, Juriste, Stagiaire CNEH, page 68, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La loi portant réforme de la protection des majeurs : sa structuration, son organisation, ses principes ou ses clés de compréhension… ses enjeux : les réelles modifications de la réforme et leur sens »,** par Marjorie BRUSORIO-AILLAUD, Maître de Conférences à l'Université de Picardie Jules Verne, page 4, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Loi sur le logiciel : À la recherche d'un compromis »,** par Christiane FÉRAL-SCHUHL, Avocate à la Cour Cabinet FG Associés, page 9, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« La maison des usagers : une expérience… »,** par Jean WILS, Chargé des Droits des Usagers, HEGP, page 16, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« De la maîtrise des dépenses de santé à la régulation médicalisée. Le point de vue historique »,** par Marina SERRE, **« L'entrée en régulation de la politique de santé »**, Thèse de Science Politique sous la direction de M. OFFERLE et Gilles JOHANET, Conseillers Maîtres à la Cour des Comptes, page 4, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs en établissement de santé, social ou médico-social »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 38, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Les marchés des hôpitaux. Quand les fournitures ou les produits sont fournis par un établissement public de santé ou par un groupement de coopération hospitalière »,** par Christian LAMBERT, Conseiller à la Cour d'Appel Administrative de Paris, page 4, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Les marchés fractionnés : mode d'emploi »,** par André NASSET, Juriste-Consultant, page 4, A.J. N° 4 – Juin 1995.

– **« Les marchés publics et la réglementation communautaire »,** par Fabrice CASSIN, Docteur en Droit, Cabinet de Boivin, Droit Public des Affaires, page 9, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Matériovigilance et tromperie sur les qualités substantielles »,** par Yves LACHAUD, Avocat, ancien Membre du Conseil de l'Ordre, page 7, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« La médecine prédictive, prouesse de la science médicale ou prophétie d'un malheur annoncé »,** par Brigitte GILBERT, MCU-PH, Génétique Clinique, CHU Dupuytren, Limoges, et Michel RIGAUD, PU-PH, Laboratoire de Biochimie Moléculaire, CHU Dupuytren, Limoges, page 19, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La médiation et la conciliation ne sont pas interchangeables *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Jacques HUREAU, Professeur de Médecine, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Expert Honoraire agréé par la Cour de Cassation, page 24, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le médiateur, un acteur bien identifiable *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Michelle GUILLAUME-HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs, page 34, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Mineurs hospitalisés et loi du 4 mars 2002 »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Minorités, hospitalisation et soins »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 17, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La mise en œuvre du plan blanc »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital, Centre Hospitalier de Longjumeau, page 9, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La mise en œuvre de la fonction de mandataire judiciaire à la protection des majeurs dans les établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 4, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Les missions de service public (dans la loi HPST) »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La mission des commissaires aux comptes auprès des établissements sanitaires privés assure-t-elle leur transparence financière ? »,** par Guy PRÉVOST, Expert-comptable, Société Axes Audit, page 18, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« La mobilité dans la fonction publique hospitalière »,** par Marie-Laure MOQUET-ANGER, Professeur à la Faculté de Droit et de Science Politique Universités Rennes I, page 20, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Les modalités de coopération dans le secteur médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Les modes de preuve de l'information donnée au patient »,** par Pierre SARGOS, Conseiller à la Cour de Cassation, page 11, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La modernisation de la gestion patrimoniale hospitalière à la croisée des chemins »,** par Vincent TAILLANDIER, Directeur de la MAINH, page 5, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La nature juridique des conventions d'exploitation de boutiques-cafétérias dans les centres hospitaliers »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 9, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« La notion de domaine privé hospitalier : de nouveaux contours à dicter par la réforme »,** par Brigitte DE LARD Juriste, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« Le nouveau cadre juridique des achats publics et privés dans le domaine hospitalier »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 5, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Le nouveau Code des marchés publics : quelques mesures en faveur des PME »,** par Jacques MOURNAUD, Juriste, page 15, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les nouveaux fondamentaux de la procédure et de l'organisation budgétaires »,** par François MENDELMONT, Directeur d'Hôpital, Consultant au CNEH, page 17, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nouvelle architecture institutionnelle née des ordonnances sur la gouvernance de l'hôpital : de nouveaux pouvoirs ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7 A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nature des conventions passées par les groupements de coopération sanitaire »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Consultant CNEH, page 13, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Les nouveaux modes de recrutement du personnel médical (dans la loi HPST) »,** par Michaël GALY DGA, Centre Hospitalier Universitaire de Reims, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 50, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La nouvelle organisation de l'hôpital publique – les pôles d'activité – la contractualisation interne – la délégation de gestion »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nouvelle planification sanitaire – Anciennes et nouvelles dispositions – Commentaires »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 7, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Les nouvelles instances de réparation des risques sanitaires »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 56, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les nouvelles modifications apportées par la loi du 25 juillet 1994 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 31, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs : l'avis d'un professionnel »,** interview de Josiane TRIMARCHE, Formatrice et Membre du Bureau de l'Association Nationale des Gérants de Tutelles (ANGT), réalisée par Stéphane PERUQUE pour Actualités JuriSanté, page 35, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Objet du groupement de coopération sanitaire »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« L'objet du CGMS, textes et exemples »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Observations sur le risque du référé précontractuel dans la passation des marchés publics »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les outils des agences régionales de santé (dans la loi HPST)»,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Des organismes consultatifs : identification et impact dans le droit de la fonction publique hospitalière »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 8, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Au parlement, un nouveau débat sur les orientations de la politique de santé »,** par le Pr Claude HURIET, Sénateur Honoraire, en collaboration avec Stéphanie SÉGUI, DESS Droit de la Science Médicale, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 25, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Une participation accentuée des patients aux soins »,** par le Dr Françoise MAY-LEVIN, Ligue Nationale contre le Cancer, page 9, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La passation d'un bail emphytéotique hospitalier ou les nouvelles contrariétés des directeurs d'établissement public de santé »,** par Thomas CHARAT, Avocat au Barreau de Paris, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le personnel des établissements de soins : acteur ou frein à la coopération interhospitalière ? »,** par Stéphanie BARRE, Cabinet Houdart, Département Santé, page 11, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Le plan blanc en cinq questions »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 7, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Le point de vue de l'industriel, sur le contrôle des documents – sources par le promoteur »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Directeur Médical, Pierre Fabre Médicaments, page 16, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« La police administrative dans les établissements hospitaliers »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 13, N° 22 – Juillet 1998.

– **« La politique d'information des patients et de leur famille en réanimation »,** par le Pr François

LEMAIRE, Service de Réanimation Médicale, CHU Henri Mondor, Créteil, page 18, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Les positions : un éventail statutaire à maîtriser »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Les pouvoirs de police de l'administrateur de garde »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Présentation »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Médecine, et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 5, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Présentation synthétique du nouveau Code des marchés publics »,** par Hervé TANGUY, Consultant Centre de Droit JuriSanté, et Rodolphe RAYSSAC, Avocat Consultant, Centre de Droit JuriSanté, page 9, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Le président de CME et/la commission médicale d'établissement : quelles évolutions ? (dans la loi HPST) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 48, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Prestations médicales croisées et flux correspondants »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« La procédure d'autorisation des activités de cardiologie interventionnelle : points de vigilance »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Les procédures nouvelles en chirurgie esthétique »,** par Jean GUIGUE, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Professeur associé à l'Université Paris XIII, page 28, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 10, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Programme de médicalisation des systèmes d'information : secret médical et droit d'accès aux informations médicales »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon III, page 18, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Le projet régional de santé : la nouvelle donne de la planification de l'offre de sanitaire et médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Promotion de la santé »,** par le Pr Henri PUJOL, Président de la Ligue Nationale contre le Cancer, page 33, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Propriété intellectuelle et coopération »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en propriété industrielle, Chargé d'Enseignement à l'Université Paris V, page 13, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« La protection des données à l'heure européenne »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service Liberté publique santé protection sociale, CNIL, page 22, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La protection du malade : mission accessoire du service public hospitalier garantie par le directeur d'hôpital »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 4, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« La protection sociale du fonctionnaire : des règles juridiques pour une meilleure gestion »,** par l'Équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Les pouvoirs de police de l'administrateur de garde »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La puissance des faibles »,** par Hélène STROHL, Inspectrice Générale des Affaires Sociales, page 11, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Quelles sont les attentes des usagers face aux nouvelles dispositions de la loi du 4 mars dernier ? »,** par Françoise OCHIN-DEMOUINI, Responsable des activités de bénévolat de la Fondation Claude Pompidou, page 13, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« Quelques observations sur les marchés passés par les hôpitaux publics à la lumière de la jurisprudence récente »,** par Pierre ZUNINO, Conseiller à la Cour Administrative d'Appel de Lyon, ancien Directeur d'Hôpital, page 4, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« Quelle forme d'assistance pour les maîtres d'ouvrage de la recomposition du paysage hospitalier (les CHT dans la loi HPST) »,** par Louis OMNES, Consultant CNEH, page 25, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Quelques questions sur l'information et le consentement du patient dans le domaine de l'hospitalisation psychiatrique »,** par Philippe JEAN, Directeur chargé du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, page 14, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La rationalisation des budgets et la sécurité des patients »,** par François SARDA et Ralph BOUSSIER, Avocats au Barreau de Paris, page 10, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Le recours aux annonceurs pour financer les supports de communication des hôpitaux et code des marchés publics »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« Recommandations professionnelles et responsabilité médicale »,** par Michel PENNEAU, Professeur de Médecine légale à l'Université d'Angers, DEA Sciences Criminelles, Vice-président du Conseil Régional des Pays de la Loire, de l'Ordre des Médecins, et Jean PENNEAU, Professeur Émérite de l'Université Paris XI, Faculté de Droit Jean Monnet, Docteur en Médecine, Secrétaire Général du Conseil Régional d'Ile-de-France de l'Ordre des Médecins, page 13, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Réflexions sur les délégations de service public à l'hôpital »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Réflexions sur le dossier médical en pédopsychiatrie depuis la loi du 4 mars 2002 »,** par Marie-Christine MOUREN, Professeur des Universités Praticien

hospitalier, Chef de Service, Pédopsychiatre, Hôpital Robert Debré (AP-HP), page 20, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Réflexions sur l'éthique de la profession d'infirmière »,** par Anne-Marie DAVID, Surveillante Générale à l'Hôpital de la Salpétrière, Membre du CCNE, page 13, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Réflexions sur les lois de veille sanitaire et sociale »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 4, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Réflexions sur la place des droits des patients dans la "dialectique" de la relation soignant soigné »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau, avec la collaboration d'Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« La refondation juridique des centres de lutte contre le cancer issue de l'ordonnance du 2 mai 2005 »,** par Éric ROSSINI, Docteur en Droit, Secrétaire Général du Centre Régional de Lutte contre le Cancer « Paul Strauss » de Strasbourg, page 21, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Réforme du Code des marchés publics. La nécessité ne ferait-elle plus la loi ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 19, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« La réforme de la protection des majeurs et ses innovations : les mesures d'accompagnement social personnalisé et la mesure d'accompagnement judiciaire »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante en Droit de la Santé au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 53, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le refus éclairé de soins »,** par Alain GARAY, Avocat à la Cour, Membre du Comité Éditorial de la *Revista Latino-Americana de Derecho Medico*, page 12, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Réglementation des activités de soins : point d'étape et perspective »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Le règlement des conflits : médiateur en santé existe-t-il ? Indications et prescription de la médiation en santé *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Guy LESŒURS Médiateur, Consultant, Président de l'Institut KeruX Internationale et de SCRAMED, page 7, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Les relations entre l'hôpital, la police et la justice : éléments de base »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital, Centre Hospitalier de Longjumeau, page 18, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La réparation à la charge des établissements et des professionnels de santé dans le projet de loi relatif aux droits des malades à la qualité du système de santé »,** par Benoît GUIMBAUD, Docteur en Médecine, Doctorant en Droit, Responsable de la Gestion des Risques, SHAM, page 62, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La réparation de l'aléa thérapeutique dans le projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé »,** par Pierre SARGOS, Président de Chambre à la Cour de Cassation, page 67, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La représentation institutionnelle des usagers à l'hôpital : introduction ou intrusion ? »,** par Christophe GOT, Directeur Adjoint, CHU de Rouen, Direction de la Clientèle (1995-2000), Direction de la Stratégie (depuis 2001), page 4, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« Les réseaux de santé »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté, page 46, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Réseaux de santé et circulation électronique des données. Questions de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 16, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Les réseaux de santé et la gestion du dossier médical sur Internet : les garanties de la loi informatique et libertés »,** par Jeanne BOSSI, Direction Juridique CNIL, page 21, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Le respect des droits des personnes protégées par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 14, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La responsabilité civile du pharmacien d'officine »,** par Anne LAUDE, Agrégée des Facultés de Droit, Professeur associée à la Faculté de Droit, Paris V, page 7, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« La responsabilité civile médicale : des procès très contentieux »,** par Brigitte MUNOZ-PEREZ, Statisticienne à la sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation et Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit Université Lyon III, page 4, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« Tableau comparatif des mesures de protection juridique entre les lois du 3 janvier 1968 et du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 8, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La responsabilité de l'administrateur de garde à l'hôpital public »,** par Caroline GAL, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« La responsabilité des établissements hospitaliers en raison des dépôts »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 10, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

– **« La responsabilité des experts-visiteurs à l'accréditation »,** par Hubert GARRIGUE-GUYONNAUD, Directeur Général Adjoint au CHU de Poitiers, Chargé de Mission, ANAES, et Chantal LACHENAYE-LLANAS, Directrice de l'Accréditation, ANAES, page 4, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Responsabilité en matière d'autorisation de mise sur le marché des médicaments à usage humain et institutions européennes »,** par Marie-Danièle CAMPION, Professeur de Droit et d'Économie de la Santé, Université de Droit et Santé de Lille II, page 20, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« Responsabilité et activité de stérilisation »,** par Michel DUNNEAU, Professeur à l'Université René Descartes, Paris V, page 11, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« Les responsabilités juridiques de l'hôpital face à l'insécurité »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

– **« La responsabilité médicale aux États-Unis »,** par Maris BERNADI, Anaïs FRANÇAIS-MINOT et Magali TERPEREAU, DESS Droit de la Science Médicale, page 15, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« La responsabilité médicale en Europe »,** par Nolwenn DUIGOU, Anouck ELLIE et Chloé TEILLARD, DESS Droit de la Science Médicale, page 10, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« La responsabilité pénale du directeur d'établissement public de santé »,** par Élizabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 13, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« La responsabilité pénale des établissements de soins et de leur directeur »,** par Jean GUIGUE, Professeur associé à l'Université de Paris XIII, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, page 12, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Restructuration de l'offre de soins en cardiologie interventionnelle : La coopération comme planche de salut ? »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Les risques encourus du fait de l'application au secteur public hospitalier des méthodes issues du secteur privé »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Le rôle du Service des domaines sur les opérations relatives au patrimoine hospitalier »,** par Pierre SOUVENT, Chef de Service du Patrimoine et de l'Urbanisme, Direction de l'Équipement et du Système d'Information AP-HP, page 9, A.J. N° 23 – 1998.

– **« La situation de l'incapable »,** par Frédéric-Jérôme PANSIER, Docteur en Droit, Docteur ès Lettres, Magistrat, TGI de Bobigny, page 19, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Le sort des infections nosocomiales »,** par Rodolphe RAYSSAC, Docteur en Droit, Avocat Consultant auprès du CNEH, en collaboration avec Stéphanie SÉGUI, DESS Droit de la Science Médicale (CNEH), page 50, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Le statut des établissements de santé (dans la loi HPST) »,** par Clotilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le statut de la fonction publique 20 ans après… Vers une culture du contrat ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la Conférence du Stage, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« 1986-2006 : du statut à la reconnaissance des nouveaux métiers à l'hôpital »,** par Hélène DE FAVERGES, Directrice d'Hôpital, AO-HP, Cabinet de la Directrice Générale (pôle AVEC), page 5, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Statut et intervention des personnels des établissements publics de santé au sein du groupement de coopération sanitaire : pistes de travail »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Le statut : quel champ d'application ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Structuration de l'offre de soins : premier recours et permanence de soins (dans la loi HPST) »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 54, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Structures et missions (ARS) »,** par Hervé TANGUY, Directeur du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le syndicat interhospitalier connaît des difficultés de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 11, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Tableau comparatif des mesures de protection juridique entre les lois du 3 janvier 1968 et du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste, Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 8, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Tableau comparatif des structures de coopération envisageables pour assurer la gestion d'un service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 45, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le territoire dans la loi HPST : un concept polysémique »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le tiers hébergeur et le service de conservation de dossiers de santé accessible à distance »,** par Stéphane VIVET, Directeur Délégué Santé et Science de la Vie et Amaury VILLALON, Consultant Santé et Sciences de la Vie, Accenture, Conseil en Organisation et en Système d'Information, page 12, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Les transferts de compétence : la simplification par la concentration »,** par Delphine JAAFAR, École de Formation du Barreau de Paris, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Le transfert de propriété d'une dépendance du domaine public entre deux établissements publics de santé : la quadrature du cercle résolue par le code général de la propriété des personnes publiques »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« La transparence financière, mythe ou réalité ? »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Le travail en réseau et le sens du soin *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Marie-Andrée SADOT, ancienne Directrice de l'École Sociale de la Caisse d'Assurance Maladie d'Ile-de-France, page 13, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« Le triangle Patient-Famille-Soignant *(dossier – Médiation et santé : une évidence ?)* »,** par Michelle Guillaume HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit,

Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs et de l'IMGH et Maggy ROMIGUIÈRE, Cadre Supérieur IOE, page 16, A.J. N° 61 – Mars 2008.

– **« La tutelle financière exercée sur les hôpitaux publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Vers la transparence de l'information hospitalière ? Plaidoyer pour les contrats d'objectifs »,** par Gilles POUTOUT, Directeur de la Gestion du Risque Hospitalier de la CRAM d'Ile-de-France, page 9, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« 26 pôles, deux ans de recul et quelques questions ? au CHU du Toulouse … »,** par Daniel DUROU, Consultant Interne CHU de Toulouse, Cabinet du Directeur Général, page 27, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

2 – Actualités

– « **Accident du travail : contamination par le virus HIV pour un praticien hospitalier »,** C.A.A. Paris, 5 mai 1998, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité c/M.C., nos 97PA02529 et 97PA02455, par Lydie BRECK, Chargée de Mission au CNEH, Avocate pré-stagiaire, page 24, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

– **« Les acteurs de l'hôpital sont-ils tous des professionnels de santé ? »,** par Delphine JAAFAR, Élève Avocate Stagiaire CNEH, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Les agents des services publics administratifs sont tous des agents publics »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH et Chantal LOVATI, EDH, Stagiaire CNEH, page 24, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« L'anesthésie générale pratiquée à l'hôpital public engage la responsabilité de l'établissement en l'absence de faute »,** CE 3 nov. 1997 Hôpital Joseph Imbert d'Arles, n° 153686, par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 22, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Arrêté du 5 mars 2004 portant homologation des recommandations de bonnes pratiques relatives à l'accès aux informations concernant la santé d'une personne, et notamment l'accompagnement de cet accès »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté, page 53, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

– **« L'assujettissement à la TVA des activités subsidiaires des Établissements Publics de Santé »,** par Robert CHEVALIER, Directeur d'Hôpital, page 23, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Avis rendu par la CADA sur la communication des dossiers médicaux »,** par Dominique PELJAK, Directeur d'Hôpital, Auteur de l'ouvrage « Les droits du patient hospitalisé », Lamarre, Août 2003, page 29, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Les cartes à puce en milieu hospitalier »,** par Jean-Marie FESSLER, Directeur d'Hôpital, Consultant Senior au CNEH, Représentant des utilisateurs hospitaliers au GIP de la Carte de Professionnel de Santé, page 26, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« La clause de conscience et le droit médical »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« La commission des relations avec les usagers et la qualité de la prise en charge : du texte à l'application pratique en passant par les problématiques posées »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste en Droit de la Santé, CNEH, page 19, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **Commentaire de la loi 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie (JO du 23 avril 2005) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Droit JuriSanté du CNEH, page 61, A.J. Nos 57/58 – Avril 2007.

– **« Contamination par le virus du SIDA à l'occasion d'une transfusion de produits sanguins. Cumul d'actions en indemnisation devant le Fonds d'indemnisation des transfusés et devant une juridiction »,** par Mathilde REBOUX, Juriste, page 21, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens des établissements publics de santé dans l'ordonnance du 24 avril 1996 »,** par Richard DALMASSO, Attaché de Direction, Centre Hospitalier d'Aubagne, page 24, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Le décret du 21 août 2008 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique hospitalière »,** par Guillem CASANOVA, Avocat, Expert auprès Centre de Droit Juri-Santé du CNEH, et Églantine LHERMITE, Élève Avocate Stagiaire page 47, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« La défense de l'être humain à l'origine de la vie : responsabilité pénale du médecin pour atteinte au fœtus »,** CA de Lyon 4e Chambre, 13 mars 1997, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Le décret du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel »**, Fiche de Synthèse, par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 20, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« Droit à la mobilité des fonctionnaires »,** par Clothilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 22, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« L'embryon, un patient ? »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Examen critique de la loi du 1er juillet 1998 relative à la veille sanitaire »,** JO du 2 juillet 1998, p. 10056 et suiv., par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Le groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Université Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Homicide involontaire, carence de l'hôpital, perte de chance de survie (non), rapport de causalité certain entre la faute et le décès non établi, délit d'homicide involontaire non constitué »,** Cass. Crim. 20 novembre 1996, par Jacques BONNEAU,

ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Homicide par négligence et imprudence, décès d'un patient à la suite d'erreurs médicales, décision prise en désaccord avec toute éthique médicale »,** Cass. crim. 19 février 1997, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Internet dans le monde de la santé en France. L'information au bout de vos doigts »,** par Stéphane DARMONI, Médecin Informaticien au CNEH, page 22, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« L'information due aux patients – Les affaires Hédreul (Cass., 20 juin 2000) et Meiffren (Cass., 18 juillet 2000) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Information du patient. La cour administrative d'appel de Paris met à la charge de l'hôpital public la preuve de cette information »,** C.A.A. Paris 26 mai 1998, M. G. N° 95PA03660, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 18, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« L'information du patient à l'hôpital public »,** par Nathalie CILLIGNON, Stagiaire Avocate, page 20, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Internet dans le monde de la santé en France. L'information au bout de vos doigts »,** par Stéphane DARMONI, Médecin Informaticien au CNEH, page 22, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« Infections nosocomiales : uniformisation de la jurisprudence judiciaire et administrative »,** Cass. 1re civ. 21 mai 1996, par Elizabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 31, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

– **« Les juridictions répressives peuvent-elles tempérer la passion de vengeance des parties civiles lors d'un accident médical ? »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 19, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« La jurisprudence du Conseil d'État relative aux statuts des médecins hospitaliers »,** par Alix DURET et Maud HUBERT, Stagiaires au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Logique juridique et éthique – L'arrêt Perruche »,** Cass., Ass. Plén., 17 novembre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Matériovigilance – Dispositif médical – Asepsie – Circulaire du 20 octobre 1997 – Obligation de résultat/Infection nosocomiale – Message électronique et droit de la preuve : un concubinage conflictuel »,** par Christiane FERAL-SCHUL, Avocate au Barreau de Paris, page 20, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« Le M.E.T.P., une formule innovante de financement »,** par Pierre GOGUET, Expert-comptable, page 25, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Mobilité du fonctionnaire hospitalier : mobilité imposée ou mobilité choisie ? »,** par Clothilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« Modifications des règles de la commande publique – Fiche de synthèse des décrets nos 2008-1334 du 17 décembre 2008, 2008-1355 et 1356 du 19 décembre 2008 »,** par Rodolphe RAYSSAC et Guillem CASANOVA, Avocats au Barreau de Paris, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 25, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Le nouveau Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Le nouveau régime disciplinaire et pénal de l'organisation des professions de santé »,** par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire Européen de Droit de la Santé, page 17, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Les nouvelles règles d'archivage du dossier médical : entre clair et obscur »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. n° 53 – Avril 2006.

– **« Nouvelles technologies médicales et aléa thérapeutiques »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« La nouvelle codification de la partie réglementaire du code de la santé publique et la consécration d'un texte essentiel mais méconnu »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté, page 18, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Obligation de sécurité et obligation de résultat dans le contrat médical »,** TGI Paris 20 octobre 1997, Mme Rahilou et Dr Smatt, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 20, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Obligation d'information avant une intervention chirurgicale »,** C.A.A. Lyon 7 décembre 1993, conclusions de Christian CHANEL, Commissaire du Gouvernement, page 22, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« L'obligation d'information des risques graves, même exceptionnels étendue à la prise d'antibiotiques – Cas d'intoxication – Dernier état de la jurisprudence de l'ordre judiciaire »,** Première Chambre Civile, 15 juillet 1999, M. L. c/M. R. et autres, par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 25, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« Ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 56, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

– **« La personne de confiance en questions : point juridique sur une notion encore mal connue »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 3, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance dans les textes : fiche récapitulative des missions de la personne de confiance, annexe de l'article : Personne de confiance en questions »,** réalisée par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance dans les lois belges et françaises relatives aux droits des patients et à la fin de vie »,** par Aude CHARBONNEL, Juriste, page 41, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance en droit comparé : tableau comparatif »,** par Nathalie PY, Juriste Stagiaire, et Églantine LHERMITE, Élève Avocate Stagiaire, page 45, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« En présence d'un péril imminent pour la vie, l'obligation faite au médecin de porter assistance justifie-t-elle de contrevenir au refus de soins du patient ? »,** CE, 26 octobre 2001, n° 198546, Mme X, par Stéphanie SÉGUI, Stagiaire, Centre de Droit JuriSanté, page 71, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Le principe de précaution en droit sanitaire »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Les psychologues face aux directives communautaires »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 44, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« La réforme du code des marchés publics (CMP) »,** Fiche de synthèse par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 26, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Responsabilité des établissements de santé – Obligation de résultat (non) »,** CE du 24 février 1999 N° 192594, Union hospitalière privée, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Responsabilité de l'État dans l'indemnisation des victimes de l'amiante – Reconnaissance du caractère professionnel de la maladie »,** par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Université Paris V, Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

– **« Responsabilité des centres de transfusion sanguine relevant d'un établissement public de santé à raison de la fourniture des produits sanguins »,** 3 arrêts d'Assemblée du CE 26 mai 1995, par Élizabeth CONGE, Juriste-Consultante au CNEH, page 25, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« Le secret professionnel et l'exercice de la médecine »,** par Aurélie THIBAULT, Juriste, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Les sociétés d'économie mixte locales (SEML) dans le secteur de la santé, le droit confronté au fait »,** par Delphine JAAFAR, Avocate pré-stagiaire, Institut de Droit Public des Affaires, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Sommes-nous propriétaire de notre mort ? Aspects éthiques, juridiques et médicaux de la fin de vie »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

– **« Le sujet malade : un acteur de droit »,** par Philippe BATAILLE, Sociologue, Cadis-CNRS, Ehess Paris, Lille III, page 33, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Synthèse du nouveau régime d'autorisation des activités de soins et des équipements lourds – partie I »,** par Joëlle PICHON, Responsable des Affaires Juridiques, des Assurances et des Relations avec les Usagers, Centre de Lutte Contre le Cancer Nantes – Atlantique, page 23, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Synthèse des anciennes et nouvelles autorisations des activités de soins et des équipements lourds – Partie II »,** par Joëlle PICHON, Responsable des Affaires Juridiques, des Assurances et des Relations avec les Usagers, Centre de Lutte Contre le Cancer Nantes – Atlantique, page 26, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

3 – Chroniques/Notes de jurisprudence

– **« Abandon de l'exigence de la faute lourde pour la mise en cause de la responsabilité des hôpitaux publics en raison des actes médicaux »,** CE. ASS. 10 avril 1992, page 23, A.J. N° 1 – Mars 1993.

– **« Absence de rappel pour un test de dépistage d'un patient transfusé. Responsabilité de l'établissement public de santé »,** TA de Nantes 10 novembre 1999, CHRU de Nantes, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 22, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Accouchement prématuré et responsabilité pour faute de l'administration centrale hospitalière lyonnaise »,** CE 16 juin 2000, Hospices Civils de Lyon, par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Paris V, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Actes médicaux : responsabilité sans faute »,** CAA de Lyon, 20 septembre 1993, par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 29, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Admission même s'il y a absence d'information sur le remboursement des frais »,** CAA Paris, 26 mai 1998, Mme B., N° 95PA03525, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« L'application de la mise en place du système de solidarité nationale »,** Avis du Conseil d'État du 6 décembre 2002, page 40, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« L'appréciation *in concreto* de l'obligation de surveillance »,** Arrêt du CE 7 février 2003, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 26, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« À propos de l'application de la loi du 4 mars 2002 dans le temps »,** Avis de la Cour de cassation du 22 novembre 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Arrêt de la Cour de cassation du 27 novembre 2003 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de

Cours à l'École Polytechnique, page 32, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Arrêt de la Cour d'appel de Paris (1re ch. B) du 4 mars 2004 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 36, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Arrêt de la Cour d'appel de Paris (1re ch. civ.) du 5 novembre 2003 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« De la charité au service public »,** CE 3 février 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Les cliniques mutualistes »,** Cour d'appel de Montpellier, arrêté du 17 octobre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Le Code du travail ne s'applique pas aux agents publics sauf disposition expresse »,** CAA de Nancy 10 octobre 1997, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Collaborateur occasionnel du service public hospitalier, exonération de responsabilité »,** CE 31 mars 1999, Hospices Civils de Lyon, N° 187649, par Rodolphe RAYSSAC, Juriste, page 25, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État, 12 janvier 2005, M.K. n° 256001 : valeur juridique des RMO »,** par Aurore ROCHETTE, Juriste en Droit et Politique de Santé, Stagiaire CNEH, page 39, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La communication du dossier médical dans le cadre d'une expertise judiciaire »,** Cour de cassation, 1re ch. civ., 7 décembre 2004, n° 02-12539, par Marion SCHINTZLER, DESS Droit de la Science Médicale, Université René Descartes Paris V, page 22, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Communication du dossier médical : la notion d'informations formalisées »,** Cour administrative d'appel de Paris 16 septembre 2004, par Marion SCHINTZLER, DESS Droit de la Science Médicale, Université René Descartes Paris V, page 32, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Composition de la commission médicale d'établissement d'un syndicat interhospitalier »,** TA Versailles 25 avril 2003, MM. Wolf et Duchêne c/ syndicat interhospitalier Étampes-Pithiviers, par Cécile BARROIS, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), Maîtrise en Droit Public et Magistère Droit Public des Affaires (Universités Jean Moulin, Lyon III), page 23, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Conciliation difficile entre droits du patient (refus de soins) et devoirs du praticien (assistance médicale) »,** CAA Paris, 26 mai 1998, Mme S., N° 95PA03653 et Mme D., N° 95PA03104, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Confirmation de l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'État relative à l'indemnisation d'une perte d'une chance du fait d'une erreur médicale »,** par Aude CHARBONNEL, Juriste Stagiaire du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 62 – Juin 2008.

– **« Contamination par le virus HIV. Subrogation du FIT »,** CE 30 juin 1999, AP-HP ; CE 28 juillet 1999, FIT, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 24, A.J. N° 24 – Janvier/Février 2000.

– **« Contrat d'assurance, fausse déclaration, secret professionnel »,** Cass. 1re civ. 10 décembre 1996, par Déborah ADATTO, Stagiaire au Centre de Droit Juri-Santé, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Contribution à la théorie aléatoire de la perte de chance »,** Arrêt de la Cour d'appel de Paris, 1re ch. section B du 4 avril 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Cumul d'activités pour un analyste-programmateur recruté par un CHU. Fonction de direction au sein d'une SARL »,** CE 3 novembre 1999, affaire M., par Emmanuelle BEAUFILS, Stagiaire Avocate, page 25, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Le cumul de la faute personnelle détachable et de la faute de service : vers une responsabilité de plus en plus partagée entre le médecin et l'hôpital »,** par Mylène BUREAU, Élève Avocate Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, 34, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Décès d'un fœtus de vingt semaines – Imprudences et négligence d'un gynécologue, homicide involontaire (non) »,** inapplication de l'article 221-6, Code pénal, Cour de cassation (chambre criminelle) 30 juin 1999, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **Décision du conseil d'État, sieur Lacroix, 26 janvier 2007 –** Médecin – Mesure de suspension – Délais de communication à l'autorité disciplinaire non-respectée – Annulation de la mesure, page 35, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Défaut d'admission d'une patiente dans un hôpital public, urgence, faute de l'hôpital public »,** CAA Paris 9 juin 1998, Mme B., par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Défaut d'information du patient et perte d'information du patient et perte de chance »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 29, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« Devoir d'information – perte de chance, non, responsabilité, non »,** Arrêt de la Cour administrative d'appel de Nancy, 15 février 2007, Dame Thiériot, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Devoir d'information – Information sur les effets secondaires – Conditions du consentement éclairé – Information donnée – Preuve écrite – Responsabilité, non »,** Cour administrative d'appel de Marseille, sieur Baumgartner, 25 janvier 2007, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Diagnostic génétique erroné – Responsabilité oui – Préjudice lié à la naissance – Réparation pour les parents de l'enfant handicapé – Réparation pour l'enfant handicapé – non »,** CE 14 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur Associé Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Diagnostic prénatal erroné et handicap de l'enfant »,** Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 13 juin 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 38, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Diligent mais responsable !… Le défaut de fouille à corps d'un patient suicidaire est constitutif d'une faute dans l'organisation du service public hospitalier »,** Arrêt de la Cour administrative d'appel de Douai, 6 février 2007, CH de Denain, par Carole DEBAZAC, Juriste Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Dommage survenu – Responsabilité pour faute, non – La seule prise en charge possible a été mise en œuvre »,** Cour administrative d'appel de Bordeaux, 27 décembre 2006, Mutuelle assurance de l'éducation et sieur Abou Kassem, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« Don de gamètes et consentement de l'épouse du donneur »,** Arrêt du CE 23 janvier 2003, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 27, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Entre maladie et maltraitance : la maladie des "os de verre" »,** par Aurore ROCHETTE, Juriste en Droit et Politique de Santé, Stagiaire CNEH, page 1, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Les effets de la suspension d'un service face au référé suspension »,** CE 19 octobre 2001, M. Bail, par Vanessa CHIASSERINI, Élève Avocate Stagiaire au CNEH, et Grégory BAKCHA, Stagiaire au CNEH, page 35, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Équipements matériels lourds »,** CE 1er avril 1998, Union hospitalière privée et fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée, req. N° 153047, par Isabelle MILLET, Responsable du Secteur Sanitaire, UHP, page 21, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Établissement psychiatrique – Mise en chambre d'isolement – Surveillance et traitement adaptés – Comportement imprévisible du patient – Chute – responsabilité, non »,** Cour administrative d'appel de Marseille, Dame Macaine, 25 janvier 2007, page 354, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« L'État est pour la première fois jugé responsable de plusieurs décès faisant suite à une exposition professionnelle à l'amiante »,** TA de Marseille, 30 mai 2000, par Sophie LASCOMBES, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 25, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Une exception de droit public à l'autonomie du malade : la vaccination (hépatite B) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Des fautes d'un établissement hospitalier : la compromission des chances d'un patient de se rétablir »,** CE, 19 mars 2003, Centre hospitalier régional et universitaire de Caen, req. nos 195007 et 211317, par Cécile BARROIS, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), Maîtrise en Droit Public et Magistère Droit Public des Affaires (Université Jean Moulin, Lyon III), page 32, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Faute personnelle détachable de la fonction »,** Cass. crim., 2 avril 1992, page 30, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Filières de soins, principes inhérents à la médecine libérale »,** CE 27 avril 1998, Syndicat des Médecins Libéraux, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La fin de la controverse relative à l'application dans le temps de la loi About ? »,** par Samuel LÉOCADIE, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 57, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le fonctionnaire mis à disposition : nature juridique de son lien avec un organisme d'accueil privé »,** C. Cass. Ass. Plén., 20 décembre 1996, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 20, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Hépatite C lien de causalité établi même lorsque tous les donneurs n'ont pas été testés et les produits livrés par d'autres CTS Indemnisation adaptée à l'état du requérant »,** C.A.A. Paris 29 janvier 1998, Mme X et Y, N° 95 PA 02814, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Hépatite C et responsabilité : présomption du lien de causalité et montant de l'indemnisation »,** C.A.A. Paris 29 janvier 1998, Mme X et Y, N° 95PA02814, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« HIV, lien de causalité, montant de la réparation (confirmation du préjudice spécifique) »,** C.A.A. Paris, 29 janvier 1998, Consorts X, N° 95 PA 03115, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 21, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Homicide involontaire du fœtus – Date de viabilité – Six mois – Non »,** Cass. crim., M. R. c/ Mme G., 29 juin 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

– **« Hôpitaux publics : responsabilité sans faute »,** CE 9 avril 1993, BIANCHI, page 25, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Hospitalisation d'office, privation de liberté – Droit de l'homme – Principes de précaution et de prévention »,** Cour d'appel de Paris, 1re chambre, 17 juin 2004, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 34, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« L'impossibilité pour l'employeur de licencier une femme enceinte est un principe général du droit qui s'applique à tous »,** CE 4 juin 1997, aff. Centre Hospitalier de Draguignan, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Incidences des mutations économiques des cliniques sur les contrats d'exercice professionnel des praticiens »,** Cour d'appel de Paris, 12 janvier 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 73, A.J. Nos 34-36 Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Indemnisation des infections nosocomiales en référé provision »,** TA d'Amiens, Juge des Référés, ordonnances des 11 septembre 2001 et 26 décembre 2001, M. X c/ CHU d'Amiens (req. nos 012928 et 013857), par Hubert DELESALLE, Consultant CNEH, page 34, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'infection nosocomiale crée une obligation de sécurité résultat »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Janus ou la double responsabilité (sclérose en plaques imputable à la vaccination contre l'hépatite B) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de

Cours à l'École polytechnique, page 47, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Légalité de la disposition prévoyant l'absence de retenue pour pension des émoluments hospitaliers versés aux membres titulaires des personnels enseignants et hospitaliers, au titre des activités exercées pour le compte de l'établissement hospitalier »,** CE 24 septembre 1999, M. B. et Syndicat SNAM-HP, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 24, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Un litige entre les ayants droit n'empêche pas ceux-ci d'accéder au dossier médical du défunt »,** CE 29 janvier 2003, AP-HP, Req. n° 214070, par Patrick CHICHE, Docteur en Droit, Directeur des Affaires Juridiques, CHU de Nice, Hôpital Cimiez, page 30, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Un marché public peut être un contrat de droit privé »,** C. Cass. 1re 17 décembre 1996, par André NASSET, Juriste-Consultant CNEH, page 20, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Mauvaise tenue du dossier médical – Sanction du médecin »,** Conseil d'État, 28 avril 2003, n° 238 181, M. André P., par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 46, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2004.

– **« Les modalités de communication du dossier médical »,** Conseil d'État du 26 septembre 2005. CNOM, par Sophie CZUWAK, Juriste Stagiaire au CNEH, page 26, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Non-rétroactivité du dispositif "anti-Péruche" : le juge pris en étau entre jurisprudence européenne et loi française »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La non-rétroactivité de la loi du 4 mars 2002 en matière d'infections nosocomiales »,** Cour de cass. civ., 18 octobre 2005, n° 04-14-268, M. Delalande, par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire Européen de Droit de la Santé, page 24, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Obligation alimentaire – Recours des hôpitaux – Juge des affaires familiales »,** Tribunal des conflits : 19 octobre 1998, Drevet ; 19 octobre 1998, Pichenet ; 19 octobre 1998, hôpital rural d'Aligre ; 23 novembre 1998, Gevrekian, note Serge Petit ; 23 novembre 1998, Drevet ; 23 novembre 1998, Henry ; 15 mars 1999, Delbecque (Gaz. pal., Jurisprudence, Sommaire 3-4 mars 2000), par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« L'obligation de sécurité-résultat : fondement de l'indemnisation par un praticien libéral, d'un accident médical »,** CA de Paris, 15 janvier 1999, M. S. c/Mme R., N° 1997/25948, par Katia GENET, Juriste, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Obligation de surveillance, suicide d'un malade mental hospitalisé, responsabilité hospitalière : non »,** CE Sect., 29 janvier 1999, Mme Trimmel, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire, page 25, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Obligation d'information même sur les risques imprévisibles (2 %) »,** C.A.A. Paris 10 février 1998, Mlle Bayam, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 21, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Obligations d'information et risques exceptionnels »,** CE 6 mars, 19 avril (trois arrêts) et 16 juin 2000, par Charline ADAM, DESS Droit de la Science Médicale, Paris V, page 25, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« L'obligation qui lie le médecin au malade en exercice libéral est une obligation de moyens et non de résultat »,** C. Cass. 1re civ. 25 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur Associé, Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Obstétrique et dialectique ou l'effet "rétroactif" de la jurisprudence »,** Cass. 1re civ., 9 octobre 2001, Affaire Franck, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 31, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« La participation aux services de garde, dans les établissements hospitaliers, est un acte volontaire qui ne peut être imposé par l'autorité ministérielle ou préfectorale aux médecins libéraux »,** CE 17 mars 1997 aff. Centre Hospitalier de Carcassonne, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Participation d'un médecin à une campagne de dépistage – Exclusion »,** Cass. 1re civ. 13 mai 1998, par Mathilde REBOUX, Juriste, page 26, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La pénalisation de la transmission du SIDA par voie sexuelle »,** par Anaïs FRANÇAIS-MINOT, Avocate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, 32, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Perte de chance – Décès – Préjudice moral – Responsabilité, oui, action des ayants droit »,** Jugement du tribunal administratif d'Amiens du 9 mars 2004, par Anaïs FRANÇAIS-MINOT, Diplômée du DESS Droit de la Science Médicale, Université Paris V, René Descartes, page 33, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Possibilité d'exonération de l'obligation d'assistance pour un médecin : non »,** Cass. crim. 4 février 1998, arrêt N° 837, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Pouvoirs du directeur d'un hôpital public à l'égard d'un médecin généraliste de ville »,** C.E. 17 novembre 1997, CHS de Rennes, N° 168606, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Précisions sur le nouveau délai de prescription décennale des actions en responsabilité médicale »,** Avis CE du 19 mars 2003, par Marie DE FRANQUEVILLE, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), DESS de Droit de la Sécurité Sanitaire (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), page 32, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Prescription quadriennale. Point de départ du délai : la connaissance par la victime de sa créance indemnitaire »,** CE 30 décembre 1998, M. et Mme Zehar, N° 189286, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire, page 25, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« La preuve de l'information médicale en exercice libéral est désormais à la charge du praticien »,** C. Cass. 1re civ. 25 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur Associé, Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Produits sanguins – Prélèvements – Groupage inversion »,** Tribunal des conflits, M. R., 14 février 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

– **« Les proscrits du code pénal : Enfant à naître – Décès lors de l'accouchement – Imprudence de la sage-femme – Faute du docteur – Homicides involontaires (non) »,** C. 3559 (ch. crim.) 25 juin 2002, Proc. Gal., CA Versailles et Boccara Patrick, Cassation, Versailles, 19 juin 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« La querelle des méthodes médicales »,** Jugement du TGI de Paris du 22 octobre 2002, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 41, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Refus de soins. Article 16-3 C ; civ. Portée »,** Civ. 2, 19 mars 1997, Mutuelle du Mans et autres c/ La Mondiale et autres, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Le refus de soins et ses limites, application de la loi du 4 mars 2002 »,** Ordonnance du CE du 16 août 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 38, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Le règlement amiable en droit de la santé »,** Jugement du Tribunal Administratif de Versailles, 28 juillet 2005, Affaire Pellégrino, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 29, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« La réglementation des professions de santé : Quid des ostéopathes »,** par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences criminelles, ATER, Laboratoire Européen Droit de la Santé 37, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« La rémunération de l'activité libérale des praticiens hospitaliers »,** CE, 28 décembre 2001, Syndicat national de défense de l'exercice libéral de la médecine à l'hôpital, M. Angelvin-Bonnety et autres, par Vanessa CHIASSERNI, Élève Avocate Stagiaire au CNEH, page 33, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« La responsabilité de l'État et l'aide médicale d'urgence »,** Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 mai 2005, n° 03BX00077, par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire Européen de Droit de la Santé, page 22, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Un retard dans le diagnostic, une perte de chance de guérison ? »,** Cour d'appel de Paris, 1re chambre, Section B, Arrêt du 20 mars 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Responsabilité des hôpitaux publics en qualité de prescripteur de produits sanguins de produits sanguins viciés »,** C.A.A. de Paris 12 novembre 1999, M. H. et M. K., par Nathalie COLLIGNON, Stagiaire Avocate, page 22, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« La responsabilité de l'établissement hospitalier pour faute médicale – Suites de la jurisprudence EP. V. du 10 avril 1992 »,** CE 27 juin 1997, Aff. Mme Guyot, par Gérard ARAKALIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, N° 20 – Janvier 1998.

– **« La responsabilité pénale des médecins au regard de la loi du 10 juillet 2000 sur l'infraction d'imprudence »,** Cass. crim., arrêt du 5 septembre 2000, par Nabila ZEROUALI, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 27, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Responsabilité du fait d'autrui – Article 1384-1 du Code civil – Incendie causé par un handicapé incapable majeur, école spécialisée dans l'éducation des handicapés, retour de l'handicapé au domicile paternel, absence de surveillance de l'école – Application de l'article 1984-1 (non) – Père de l'handicapé, administrateur légal sous contrôle judiciaire – Application de l'article 1384-1 (non) »,** Cass. 2e civ. 25 février 1998, Mme E. et autres c/T. et autres. Pourvoi en cassation de la Cour d'appel de Nancy, en date du 23 mai 1995, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 20, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« La responsabilité du médecin salarié »,** CA de Paris, 1re chambre, Section B, Arrêté du 15 septembre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Responsabilité du radiologue libéral, obligation de sécurité de résultat – Obligation de moyens »,** Cass. 1re ch. Civ. 9 novembre 1999, par Nathalie COLLIGNON, Stagiaire Avocate, page 23, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– « **Responsabilité hospitalière, conférence de l'AP-HP »,** CAA Paris 3e ch., 26 février 1998, Centre Hospitalier Général Léon Binet de Provins, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité hospitalière et contamination transfusionnelle par le virus du SIDA »,** C.A.A. Paris – 20 octobre 1992, page 22, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

– **« Responsabilité hospitalière, droit de visite d'un patient hospitalisé, article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (non-respect) »,** TA Versailles, 12 mars 1998, M. Seidel c/ Centre Hospitalier de Perray Vaucluse, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 25, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Responsabilité médicale et défaut d'information »,** CA Angers, 11 septembre 1998, M.H., par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité médicale et étendue de l'information : le seul fait que le risque est exceptionnel ne dispense pas le médecin de son obligation d'informer »,** Cass. 1re civ. 7 octobre 1998 : 1° Mme C/ clinique du Parc et CPAM de Vienne, Arrêt N° 1567 P + B + R ; 2° R. c/M. et CPAM de Pau, Arrêt N° 1568 P), par Katia GENET, Stagiaire, page 29, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité médicale et défaut d'information »,** CA Angers, 11 septembre 1998, M.H., par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité médicale – Infection nosocomiale – Obligation de sécurité résultat »,** Cass. civ. 1re, Methlin c/ Allapagen, 13 février 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

– **« La responsabilité pénale des médecins au regard de la loi du 10 juillet 2000 sur l'infraction d'imprudence »,** Cass. crim., Arrêt du 5 septembre 2000, par Nabila ZEROUALI, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 27, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« La sanction disciplinaire et la sanction pénale sont indépendantes l'une de l'autre »,** C.A.A. de Nantes 26 juin 1997, Aff. Trescan, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Les sanctions pour non-respect des références médicales opposables sont illégales »,** CA 10 novembre 1999, par Emmanuelle BEAUFILS, Stagiaire Avocate, page 23, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Secret médical »,** CE 12 juin 1998, Conseil National de l'Ordre des Médecins, par Déborah ADATTO, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Le secret professionnel et le droit au respect de la vie privée peuvent-ils faire échec aux droits de la défense ? »,** par Aurélie THIBAULT, Élève Avocate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté, page 61, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« SEM et coopération interhospitalier »,** Tribunal Administratif de Poitiers, 19 décembre de l'hospitalisation de Poitou-Charente c/Centre Hospitalier de Royan, par Hubert DELESALLE, Conseiller au Tribunal Administratif de Poitiers, page 29, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« La séquestration d'un dirigeant en période de grève, quel qu'en soit le motif, est constitutif d'une faute lourde et justifiant un licenciement »,** C. Cass. Ch. Soc. 1er avril 1997, par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 21, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Service central de médecine du travail de l'AP-HP »,** CE 24 février 1999, Syndicat National Professionnel des Médecins du Travail, par Guy FEDOU, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques, AP-HP, page 22, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Sida : droit de subrogation du Fonds d'indemnisation : en l'espèce non »,** CE 23 septembre 1998, N'Guyen Quang, par Mathilde REBOUX, Juriste, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« SIDA, test de dépistage erroné »,** C.A.A. Paris 3e ch., AP-HP, 24 mars 1998, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Structures médicales "libérales" au sein des hôpitaux publics »,** Article L. 714-36 du Code de la Santé Publique, CE 1er avril 1998, Union hospitalière privée et fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée, req. Nos 188529 et 188539, par Isabelle MILLET, Responsable du Secteur Sanitaire, UHP, page 21, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Témoignage en justice et secret professionnel »,** Cass. crim. 8 avril 1998, G., par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« L'urgence face à l'information »,** C.A.A. de Bordeaux 26 avril 1999, Arrêt B. c/CHU Toulouse, par René DUCLOS, Directeur d'Unité Centrale, Directeur des Affaires Juridiques, Médicales et de la Recherche des Hôpitaux de Toulouse, page 23, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– « **Vigilance vis-à-vis du matériel, obligation de sécurité de résultat quant à son utilisation : propos sur l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 9 novembre 1999 »,** par Jean GUIGUE, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Professeur Associé à l'Université de Paris XII, page 11, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

4 – Courrier des lecteurs

– **« À propos de la loi Sapin et de la notion "d'assemblée délibérante" »,** par Jean-Louis BONNET, Directeur de la DRASS de Lorraine, page 30, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

– **« À qui remet-on le corps d'une personne décédée ? »,** par Stéphanie SÉGUI, Consultante CNEH, page 37, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'argent de poches des personnes âgées hospitalisées en long séjour est-il défini juridiquement ? »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Compétence du directeur d'établissement et du praticien chef de service »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 28, A.J. N° 13 – Avril 1996.

– **« Un(e) infirmier(ère) (I.D.E.) peut-il (elle) pratiquer une réinjection dans un cathéter intrathécal ou péridural lors d'un protocole d'analgésie ? »,** par Jean-Pierre MARECHAL, Praticien Hospitalier, Anesthésiste au Centre Hospitalier de Longjumeau, page 30, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« La notion "d'assemblée délibérante" mentionnée dans la loi Sapin ; comment l'interpréter en matière de marchés publics ou de contrats de délégation de service public »,** par André NASSET, Juriste-Consultant au Centre de Droit JuriSanté, page 30, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« Peut-on déléguer la rédaction et la signature des certificats de décès aux résidents de garde ? »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Le point sur la circulaire du 9 juillet 1993 relative à l'application de l'article L. 365-1 du Code de la santé publique »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 32, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

– **« Le point sur l'application de la réglementation des retenues sur salaire pour fait de grève »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 30, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

– **« Quelle est la responsabilité du médecin hospitalier plein-temps exerçant en activité libérale »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 31, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Quelle est l'interprétation du décret 93-317 du 10 mars 1993 relatif à la reprise d'ancienneté ? »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 28, A.J. N° 2 – Juin 1993.

– **« Les renouvellements successifs du contrat à durée déterminée d'un agent relevant du droit public peuvent-ils donner lieu à une requalification juridique du contrat ? »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 24, A.J. N° 6 – Juin 1994.

5 – À lire/Notes de lecture

– **« L'alibi éthique »,** de Didier Sicard, commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris »,** de Marc Dupont et Françoise Salaün, PUF, « Que sais-je ? », 1999, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 29 – Avril 2000.

– **« Code de la médiation »,** d'Agnès Tavel et Jean-Louis Lascoux, Éditions Médiateurs Associés, 2009, page 90, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Concevoir l'embryon à travers les pratiques, les lois et les frontières »,** de Jacques Montagut, éd. Masson, Paris, 2000, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

– **« Curatelle, tutelle, accompagnements »,** Ouvrage collectif, sous la direction de Thierry Fossier, Éditions Litec Jurisclasseur, Collection Litec professionnel, 2009, page 33, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Les contes de Ségur : les coulisses de la politique de santé (1988-2006) »,** de Didier Tabuteau, Éd. Ophrys, 2007, 1 page, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 38, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– « **Coopération hospitalière. L'épreuve de vérité »,** de Gilles Calmes, Jean-Paul Segade et Laura Lefranc, Objectifs en ménagement hospitalier, Masson éd., 170 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 25 – Mars 1999.

– **« Dictionnaire de droit de la santé et de biomédecine »,** de Pierre Le Coz, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 29, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Dictionnaire des principaux sigles du droit de l'administration hospitalière »,** de Jean-Marie Clément, Les études hospitalières, Bordeaux, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Le directeur d'hôpital face aux juges »,** de Patrick Faugerolas, Éd. Ellipse, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

– **« Les dispositifs médicaux »,** de Laurent Houdart, Antoine Audry et Stéphane Barre, Collection Santé, 1998, Éd. Houdart, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

– **« Le dossier patient, en établissement de santé et en EHPAD »,** d'Olivier Dupuy, Édition HdF, Collection Guides d'Exercice Professionnel des Établissements Sanitaires et Médico-Sociaux, Mars 2009, page 89, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Droit de l'aide et de l'action sociale »,** de Michel Borgetto et Robert Lafore, Édition Monchrétien, Collection Domat, Droit Public, 2009, page 88, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les droits des usagers du système de santé »,** de Claude Evin, Berger-Levrault, Collection Les Indispensables, 2002, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 36, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

– **« Droit et santé de l'enfant »,** de Domitille Duval-Arnould et Marc Duval-Arnould, Éd. Masson, 2002, 264 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 33, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Droit hospitalier »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Dalloz cours, 4e édition, 2003, 706 pages, commenté par Jacques BONNEAU, page 38, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Droit hospitalier »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Éditions Dalloz, commenté par Marion SCHNITZLER, DESS Droit de la Science Médicale, page 31, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Droit hospitalier »,** de Claudine Bergoignan Esper, Marc Dupont, Christian Paire, Éd. Dalloz, Coll. Cours de Droit, 6e édition, 2007, commenté par le Centre de Droit JuriSanté, page 67, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Droit infirmier »,** de Me Gilles Devers, Éd. AL. Lacassagne et ESKA, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 21 – Mai 1998.

– **« Droit de la santé »,** de Anne Laude, Bertrand Mathieu, Didier Tabuteau, Éd. PUF 2007, Coll. Thémis Droit, commenté par le Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 36, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« L'enfance maltraitée accueillie à l'hôpital »,** Droit et Psychologie, de Dominique Lefèvre-Leandri, Les études hospitalières – Bordeaux, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« L'Enfant, l'adolescent à l'hôpital »,** de Marc Dupont et Caroline Rey-Salmon, Collection Les guides de l'AP-HP, Doin Éditeurs/Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, 2002, 590 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« L'embryon, le fœtus, l'enfant, AMP et lois bioéthiques »,** ouvrage collectif, sous la direction de Catherine Paley-Vincent et Pierre Jouannet, Éditions Eska, 2009, page 33, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

2 fois Michel

– **« Faire face à la violence dans les institutions de santé »,** de Michel Michel, Psychosociologue et Jean-François Thirion, Docteur en Science de l'Éducation, Édition Lamarre, Collection Fonction Cadre de Santé, série Gestion des risques et de la qualité, 1re édition août 2004, 237 pages, commenté par Marion SCHNITZLER, DESS Droit de la Science Médicale, page 24, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« La fonction publique hospitalière »,** de Didier Stingre, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 1999, 127 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

– **« La fonction publique hospitalière »,** de Didier Stringre, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 2006, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 29, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Guide juridique du dossier médical informatisé »,** sous la direction d'Alain Bensoussan et d'Ariane Mole, Avocats à la Cour d'appel de Paris, MMI Édition – Masson – Paris, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 32, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« Guide des responsabilités professionnelles des personnels des établissements de santé »,** ouvrage collectif, sous la direction d'Élizabeth CONGE, Éditions Weka, Avril 2009, page 91, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/ Août 2009.

– **« Hôpitaux et cliniques – Les nouvelles responsabilités »,** de Stan Le Scolan et Rémi Pellet, Préface d'Alain Coulomb, Directeur Général de l'ANAES, Édition Economica, 2003, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« L'information médicale, l'ordinateur et la loi »,** de Liliane Dusserre, Henry Ducrot et François Allaërt, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 18 – Juillet 1998.

– **« Les MAPA »,** de Sébastien Palmier, Rodolphe Rayssac, Éditions Le Moniteur, 2008, page 31, A.J. A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Le métier d'infirmière en France »,** de Catherine Duboys-Fresney et Georgette Perrin, PUF Collection « Que sais-je ? », commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, N° 21 – Mai 1998.

– **« Mettre en œuvre le droit des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales »,** de Rolland Janvier, Yves Matho, Dunod, Série Établissements et Services, Coll. Action Sociale, 3e édition, Juillet 2004, 318 pages, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 61, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

– **« La mondialisation du droit de la santé »,** Espace éthique, sous la direction d'Emmanuel Hirsch et P. Ferlender, Doin, AP-HP, 1998 et Droits de l'homme et pratiques soignantes, Textes de référence commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Le nouveau droit de la Bioéthique »,** commentaire et analyse de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique, commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École polytechnique, page 33, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« Le nouveau fonctionnement des EHPAD »,** de Gérard Brami, commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Patients, quels sont vos droits ? Connaître ses droits pour être mieux soigné »,** de Jean Wils et Mélanie Germont, HEGP, Éd. In Press, Coll. Questions de patients, commenté par le Centre de Droit JuriSanté, page 67, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Petite philosophie de la chirurgie »,** de Philippe Hubinois, Éd. Michalon 2006, Coll. Encre Marine, 307 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 61, A.J. Nos 57/58 – Avril 2007.

– **« Les prélèvements d'organes et de tissus humains »,** de François Ponchon, Éd. Berger-Levrault (H) Paris 1997, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur de l'École Polytechnique, page 25, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Prolégomènes à un nouveau droit médical », Bibliographie La responsabilité médicale à l'hôpital public, Évolution et perspectives,** de Stéphane Calvé, Édition Seli Arslan SA Paris – 2002, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 43, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La prise en charge des dépenses de santé par la solidarité nationale : actes du colloque de Toulon »,** sous la direction d'Antoine Leca et de Geneviève Rebecq, Éd. Puam, Coll. Droit de la Santé 2007, 211 pages, commenté par le Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 39, A.J. N° 59 – Septembre 2007.

– **« La psychiatrie est-elle soluble dans le droit médical ? »,** de Antoine Leca, Thibault Conggryp, Louis Saint-Pierre, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 30, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Rapport public du Conseil d'État 1998 »,** jurisprudence et avis de 1997, réflexions sur le droit de la santé, Études et Documents N° 49 – La Documentation française, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Réflexions pour l'hôpital »,** de Jean-Marie Clément, Éd. Les études hospitalières, Bordeaux, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La réforme de l'hospitalisation publique ou privée. Les clés de l'ordonnance hospitalière du 24 avril 1996 »,** de Jean-Michel Budet et Françoise Blondel, Éd. Berger-Levrault, 1997, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« La relation médecin-malade : information et mensonge »,** de Sylvie Faizang, Éd. PUF, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« La religion à l'Hôpital : laïcité et respect et culte, refus de soins, interdits alimentaires, rites funéraires »,** de Isabelle Lévy, Éd. Harmattan, commenté par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« La responsabilité médicale en l'an 2000 »,** J.E.P.U. 1997, sous la direction d'A. Benichou, Éd. Arnette, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur de l'École Polytechnique, page 24, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Les règles professionnelles des infirmier(e)s : commentaire article par article du décret du 16 février 1993 »,** de Liliane Fillod-Michon et Tony Moussa, Éd. Heure de France, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, N° 21 – Mai 1998.

– **« Recueillir, conserver et utiliser des échantillons biologiques humains à l'hôpital »,** de Marc Dupont, Directeur des Affaires Juridiques et des Droits du Patient, Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, Les guides de l'AP-HP, Doin Éditeurs, Éditions Lamarre, 2008 page 32, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Responsabilité du médecin : risques et réalités judiciaires »,** de Sylvie Welsh, Coll. « Responsabilité », Paris, Litec, 2000, 272 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

– **« Responsabilité médicale. Droit des malades »,** d'Angelo Castellata, Édition Dalloz, 2002, 302 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« La responsabilité médicale en l'an 2000 »,** J.E.P.U. 1997, sous la direction d'A. Benichou, Éd. Arnette, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur de l'École Polytechnique, page 24, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Le secret professionnel »,** de Bruno Py, Éd. L'Harmattan, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Le service hospitalier »,** de Didier Stingre, Éd. PUF 1997, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Systèmes et politiques de santé »,** de Jean-Claude Henrard et Joël Anki, en collaboration avec Fernando Bertolotto, Éd. ENSP, Rennes, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Les violences conjugales »,** de Geneviève Madou, Éd. du Puits Fleuri 2007, Coll. Le conseiller juridique, 256 pages, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 37, A.J. N° 59 – Septembre 2007. ■

Actualités JuriSanté

INDEX CHRONOLOGIQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE

Les articles sont répertoriés par année. Ensuite chaque référence précise le titre de l'article, l'auteur, les fonctions de ce dernier, la page et enfin le numéro de la *revue Actualités JuriSanté*.

1993

N° SPÉCIAL – JANVIER 1993 (ancienne collection)

DOSSIER : « La recherche biomédicale »

- **« L'influence de la loi relative à "la protection des personnes qui se prêtent à une recherche biomédicale" sur l'organisation de la recherche »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de conférences à la Faculté de Droit, Université Lyon III, page 5, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.
- **« Le point de vue de l'industriel, sur le contrôle des documents – Sources par le promoteur »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Directeur Médical, Pierre Fabre Médicaments, page 16, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.
- **« L'exercice de la médecine et le champ d'application de la loi du 20 décembre 1988 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 19, A.J. N° Spécial – Janvier 1993.

FLASH : « Le point sur la jurisprudence récente »

- **« Responsabilité hospitalière et contamination transfusionnelle par le virus du SIDA »,** CAA Paris – 20 octobre 1992, page 22, A.J. N° spécial – Janvier 1993.

N° 1 – MARS 1993 (ancienne collection)

DOSSIER : « Les marchés publics »

- **« Quelques observations sur les marchés passés par les hôpitaux publics à la lumière de la jurisprudence récente »,** par Pierre ZUNINO, Conseiller à la Cour Administrative d'Appel de Lyon, ancien Directeur d'Hôpital, page 4, A.J. N° 1 – Mars 1993.
- **« Les incidences de la simplification du Code des marchés publics sur l'hôpital »,** par Bernard BOURSIER, Responsable du Service des Marchés Publics du Centre Hospitalier de Mulhouse, page 10, A.J. N° 1 – Mars 1993.
- **« Aide-mémoire pour l'interrogation »,** par André NASSEH, Juriste-Consultant au CNEH, page 19, A.J. N° 1 – Mars 1993.

FLASH : « Le point sur la jurisprudence récente »

- **« Abandon de l'exigence de la faute lourde pour la mise en cause de la responsabilité des hôpitaux publics en raison des actes médicaux »,** CE. ASS. 10 avril 1992, page 23, A.J. N° 1 – Mars 1993.

LE DROIT DE RÉPONSE :

- **« Quelle interprétation donner à la loi sur "les cadeaux aux médecins ?" »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 25, A.J. N° 1 – Mars 1993.

N° 2 – JUIN 1993 (ancienne collection)

DOSSIER : « La profession d'infirmier »

- **« Exercice infirmier »,** par le Professeur Jean-François GIRARD, Directeur Général de la Santé, page 4, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Infirmier(e)s anesthésistes évolution ou mutation ? »,** par le Docteur Jean-Pierre MARECHAL, Praticien Hospitalier – Anesthésie Réanimation, page 6, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Les conseils des ordres professionnels : À quoi sert un conseil d'un ordre ? Pourquoi des conseils d'un ordre ? »,** par Jacky LOUFRANI, Enseignant des Facultés de Droit, Avocat à la Cour, page 10, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Réflexions sur l'éthique de la profession d'infirmière »,** par Anne-Marie DAVID, Surveillante Générale à l'Hôpital de la Salpétrière, Membre du CCNE, page 13, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Les commissions de soins infirmiers à l'AP-HP »,** par Marinette OLIVIER, Directrice du Service Central des Soins Infirmiers, page 15, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Formation infirmière : nouveauté 1992, bilan 1993 »,** par Bernard BLANC, Directeur de l'I.F.S.I. de Martigues, Vice-président chargé du Secteur Formation Professionnelle du CEEIEC, page 17, A.J. N° 2 – Juin 1993.

FLASH : « Le point sur la jurisprudence récente »

- **« Hôpitaux publics : responsabilité sans faute »,** CE 9 avril 1993, Bianchi, page 25, A.J. N° 2 – Juin 1993.

LE DROIT DE RÉPONSE :

- **« La tenue d'un dossier de soins infirmiers est-elle obligatoire ? Quel est son contenu et quelle est sa valeur juridique ? »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 27, A.J. N° 2 – Juin 1993.
- **« Quelle est l'interprétation du décret 93-317 du 10 mars 1993 relatif à la reprise d'ancienneté ? »,** par Isabelle GENOT, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 28, A.J. N° 2 – Juin 1993.

N° 3 – SEPTEMBRE 1993 (ancienne collection)

DOSSIER : « Gestion financière »

- **« La loi hospitalière : Analyse financière »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 3 – Septembre 1993.
- **« La tutelle financière exercée sur les hôpitaux publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 3 – Septembre 1993.
- **« Les établissements publics de santé et la juridiction financière »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 20, A.J. N° 3 – Septembre 1993.
- **« La gestion prévisionnelle de la trésorerie – Une technique à la portée de bon nombre d'établisse-**

ments », par Véronique FAUJOUR, Directrice des Affaires Financières au Centre Hospitalier de Roanne, page 28, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

FLASH : « Le point sur la jurisprudence récente »

– **« Faute personnelle détachable de la fonction »,** Cass. crim., 2 avril 1992, page 30, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

LE DROIT DE RÉPONSE :

– **« Le point sur la circulaire du 9 juillet 1993 relative à l'application de l'article L. 365-1 du Code de la santé publique »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 32, A.J. N° 3 – Septembre 1993.

N° 4 – DÉCEMBRE 1993 (ancienne collection)

DOSSIER : « Informatique et Libertés »

– **« Les aspects juridiques des technologies nouvelles dans le domaine de la santé »,** par Bruno MORIN, Avocat, page 4, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés : La procédure de demande d'avis »,** par Guy DUMONT, Correspondant à la C.N.I.L. au Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville, page 11, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« La C.N.I.L. et la protection des données médicales nominatives »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de Mission, Responsable de l'Unité Sociale au Service Juridique de la C.N.I.L., page 15, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« Programme de médicalisation des systèmes d'information : secret médical et droit d'accès aux informations médicales »,** par Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon III, page 18, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

– **« La fraude informatique et le nouveau Code pénal »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en Propriété Industrielle, Chargé d'enseignement à l'Université de Paris V, (Cabinet Warusfel et Associés Consultants), page 31, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

LE DROIT EN DIRECT :

– **« Le dossier informatique et libertés »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 35, A.J. N° 4 – Décembre 1993.

1994

N° 5 – MARS 1994

DOSSIER : « Enjeux et risques de la coopération hospitalière »

– **« FOREZ et LYONNAIS : Histoire d'une complémentarité »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Les limites aux initiatives de coopération hospitalière »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 8, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Propriété intellectuelle et coopération »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en propriété industrielle, Chargé d'enseignement à l'Université Paris V, page 13, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Comment réaliser le compte du "Groupe hospitalier" »,** par Guy PREVOST, Expert-comptable et Pierre GOGUET, Expert-comptable, page 16, A.J. N° 5 – Mars 1994.

– **« Le contrôle du juge des comptes »,** par Jean-Louis BONNET, Magistrat, page 21, A.J. N° 5 – Mars 1994.

ACTUALITÉ :

– **« Le M.E.T.P., une formule innovante de financement »,** par Pierre GOGUET, Expert-comptable, page 25, A.J. N° 5 – Mars 1994.

LE POINT SUR LA JURISPRUDENCE :

– **« Actes médicaux : responsabilité sans faute »,** CAA de Lyon, 20 septembre 1993, par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 29, A.J. N° 5 – Mars 1994.

LE COURRIER DES LECTEURS :

– **« Un(e) infirmier(ère) (I.D.E.) peut-il (elle) pratiquer une réinjection dans un cathéter intrathécal ou péridural lors d'un protocole d'analgésie ? »,** par Jean-Pierre MARÉCHAL, Praticien Hospitalier, Anesthésiste au Centre Hospitalier de Longjumeau, page 30, A.J. N° 5 – Mars 1994.

N° 6 – JUIN 1994

DOSSIER : « Le contentieux de la responsabilité médicale : Réalité et perspectives »

– **« La responsabilité civile médicale : des procès très contentieux »,** par Brigitte MUNOZ-PEREZ, Statisticienne à la sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation et Dominique THOUVENIN, Maître de Conférences à la Faculté de Droit Université Lyon III, page 4, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« Anesthésie et responsabilité »,** par Évelyne LASSNER, Avocate à la Cour de Paris, page 10, A.J. N° 6 – Juin 1994.

– **« Les aspects juridiques de la télémédecine »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 16, A.J. N° 6 – Juin 1994.

ACTUALITÉS : « Le point sur la jurisprudence »

– **« Obligation d'information avant une intervention chirurgicale »,** C.A.A. Lyon 7 décembre 1993, Conclusions de Christian CHANEL, Commissaire du Gouvernement, page 22, A.J. N° 6 – Juin 1994.

COURRIER DES LECTEURS :

– **« Les renouvellements successifs du contrat à durée déterminée d'un agent relevant du droit public peuvent-ils donner lieu à une requalification juridique du contrat ? »,** par Isabelle GENOT, Juriste-Consultante CNEH, page 24, A.J. N° 6 – Juin 1994.

N° 7 – SEPTEMBRE 1994

DOSSIER : « Informatique et propriété intellectuelle »

– **« Guide d'utilisation des logiciels : Nul n'est censé ignorer la loi »,** par Business Software Alliance, page 3, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Loi sur le logiciel : À la recherche d'un compromis »,** par Christiane FERAL-SCHUHL, Avocate à la Cour Cabinet FG Associés, page 9, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« La propriété intellectuelle dans les marchés publics d'informatique »,** par Bertrand WARUSFEL, Conseil en Propriété Industrielle, Chargé d'enseignement à l'Université Paris V, page 13, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Créations multimédias : l'état du droit »,** par Philippe COHEN, Cabinet Berlioz avec la collaboration de Jacques SIVIGNON, page 19, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

ACTUALITÉS :

– **« Informatique et libertés »,** page 25, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« Les cartes à puce en milieu hospitalier »,** par Jean-Marie FESSLER, Directeur d'Hôpital, Consultant senior au CNEH, Représentant des utilisateurs hospitaliers au GIP de la Carte de Professionnel de Santé, page 26, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

COURRIER DES LECTEURS :

– **« Peut-on déléguer la rédaction et la signature des certificats de décès aux résidents de garde ? »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

– **« L'argent de poche des personnes âgées hospitalisées en long séjour est-il défini juridiquement ? »,** par Isabelle GENOT, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. N° 7 – Septembre 1994.

N° 8 – DÉCEMBRE 1994

DOSSIER : « La recherche biomédicale : Nouvelle donne »

– **« Les nouvelles modifications apportées par la loi du 25 juillet 1994 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« CCPPRB et événements graves survenant lors d'un essai clinique »,** par J.-P. DEMAREZ, Directeur Médical Pierre Fabre Médicament, page 18, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Dispositifs médicaux et loi Huriet : La loi du cumul »,** par Antoine AUDRY, Pharmacien Consultant CNEH, page 26, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« Inspections des essais cliniques par l'Agence du médicament »,** par Pierre-Henri BERTOYE, Responsable d'essais cliniques à l'Agence du médicament, page 29, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

– **« La recherche médicale enfin en règle avec le secret médical »,** par Guy DUMONT, Correspondant auprès de la CNIL, du Ministère des Affaires Sociales de la Santé et de la Ville, page 31, A.J. N° 8 – Décembre 1994.

1995

N° 9 – AVRIL 1995

DOSSIER : « La transparence financière »

– **« La transparence financière, mythe ou réalité ? »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier de Feurs, page 4, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Vers la transparence de l'information hospitalière ? Plaidoyer pour les contrats d'objectifs »,** par Gilles POUTOUT, Directeur de la Gestion du Risque Hospitalier de la CRAM d'Ile-de-France, page 9, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« Interventions de la juridiction financière et transparence des comptes et de la gestion des Établissements Publics de Santé »,** par Jean-Louis BONNET, Directeur de la DRASS de Lorraine, page 14, A.J. N° 9 – Avril 1995.

– **« La mission des commissaires aux comptes auprès des établissements sanitaires privés assure-t-elle leur transparence financière ? »,** par Guy PREVOST, Expert-comptable, Société Axes Audit, page 18, A.J. N° 9 – Avril 1995.

ACTUALITÉS :

– **« L'assujettissement à la TVA des activités subsidiaires des Établissements Publics de Santé »,** par Robert CHEVALIER, Directeur d'Hôpital, page 23, A.J. N° 9 – Avril 1995.

COURRIER DES LECTEURS :

– **« Quelle est la responsabilité du médecin hospitalier plein-temps exerçant en activité libérale »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 31, A.J. N° 9 – Avril 1995.

N° 10 – JUIN 1995

DOSSIER : « Les marchés publics »

– **« Les marchés fractionnés : mode d'emploi »,** par André NASSET, Juriste-Consultant, page 4, A.J. N° 4 – Juin 1995.

– **« Les aléas quotidiens dans l'exécution des marchés publics »,** par Pierre ZUNINO, Magistrat, page 10, A.J. N° 10 – Juin 1995.

– **« Les implications du droit communautaire dans les marchés publics »,** par Pascal LASCOUX-LEFORT, Avocat au Barreau de Paris, page 14, A.J. N° 10 – Juin 1995.

ACTUALITÉS :

– **« Message électronique et droit de la preuve : un concubinage conflictuel »,** par Christiane FERAL-SCHUL, Avocate au Barreau de Paris, page 20, A.J. N° 10 – Juin 1995.

COURRIER DES LECTEURS :

– **« La notion "d'assemblée délibérante" mentionnée dans la loi Sapin ; comment l'interpréter en matière de marchés publics ou de contrats de délégation de service public »,** par André NASSET, Juriste-Consultant au Centre de Droit JuriSanté, page 30, A.J. N° 10 – Juin 1995.

N° 11 – SEPTEMBRE 1995

DOSSIER : « Bioéthique et droit »

- **« Les enjeux des lois de bioéthique »,** par Dominique THOUVENIN, Professeur à l'Université Paris VII, page 4, A.J. N° 11 – Septembre 1995.
- **« Don et utilisation d'organes humains de la loi Caillavet aux lois de bioéthique »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur de Droit, Médecin Légiste, Experte près de la CA de Bordeaux, Responsable de l'enseignement du droit médical à l'Université de Bordeaux II, page 16, A.J. N° 11 – Septembre 1995.
- **« L'Europe et la bioéthique »,** par Françoise MENDEL-RICHE, Avocate à la Cour IEP Paris, page 20, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

ACTUALITÉS :

- **« Responsabilité des centres de transfusion sanguine relevant d'un établissement public de santé à raison de la fourniture des produits sanguins »,** 3 arrêts d'Assemblée du CE 26 mai 1995, par Élizabeth CONGE, Juriste-Consultante au CNEH, page 25, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

COURRIER DES LECTEURS :

- **« À propos de la loi Sapin et de la notion "d'assemblée délibérante" »,** par Jean-Louis BONNET, Directeur de la DRASS de Lorraine, page 30, A.J. N° 11 – Septembre 1995.

N° 12 – DÉCEMBRE 1995

DOSSIER : « Nouvelles technologies en santé publique : De l'éthique au droit »

- **« Influence de l'éthique sur les nouvelles technologies en santé publique »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour de Paris, page 4, A.J. N° 12 – Décembre 1995.
- **« Le développement des réseaux d'informations dans le monde de la santé : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chargée de Mission, Responsable de l'Unité Santé sociale au Service Juridique de la CNIL, page 13, A.J. N° 12 – Décembre 1995.
- **« L'encryptage sur les autoroutes de l'information : le cadre légal (1) »,** par Christiane FERAL-SCHUL, Avocate associée FG Associés, page 20, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

S'agit-il d'un appel de note ?

ACTUALITÉS :

- **« Internet dans le monde de la santé en France. L'information au bout de vos doigts »,** par Stéphane DARMONI, Médecin Informaticien au CNEH, page 22, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

COURRIER DES LECTEURS :

- **« Le point sur l'application de la réglementation des retenues sur salaire pour faire de grève »,** par Isabelle GENOT, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 30, A.J. N° 12 – Décembre 1995.

1996

N° 13 – AVRIL 1996

DOSSIER : « Directeur d'hôpital, une vocation à risque ? »

- **« La protection du malade : mission accessoire du service public hospitalier garantie par le directeur d'hôpital »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 4, A.J. N° 13 – Avril 1996.
- **« La responsabilité pénale du directeur d'établissement public de santé »,** par Élizabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 13, A.J. N° 13 – Avril 1996.
- **« Le juge des comptes et le directeur d'hôpital »,** par Gilles MILLER, Commissaire du Gouvernement près de la Chambre Régionale des Comptes de Picardie, page 16, A.J. N° 13 – Avril 1996.

COURRIER DES LECTEURS :

- **« Compétence du directeur d'établissement et du praticien chef de service »,** par Élisabeth CONGE, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 28, A.J. N° 13 – Avril 1996.

N° 14 – JUILLET 1996

DOSSIER : « L'ordonnance du 24 avril 1996 : De nouveaux enjeux pour les hôpitaux »

- **« De la coopération au réseau. La nouvelle donne juridique »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du CHS Le Vinatier à Bron, page 4, A.J. N° 14 – Juillet 1996.
- **« Les agences régionales de l'hospitalisation. Instrument de la rationalisation de la politique hospitalière »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, Avocat, page 8, A.J. N° 14 – Juillet 1996.
- **« L'accréditation en France : un vrai débat pour une pratique riche »,** par Jean-Marie FESSLER, Directeur d'Hôpital, CNEH et Laboratoire d'éthique médicale et biologique de la Faculté de Necker Paris, page 13, A.J. N° 14 – Juillet 1996.
- **« La coopération interhospitalière et l'ordonnance du 24 avril 1996 »,** par Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 24, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

ACTUALITÉS :

- **« Infections nosocomiales : uniformisation de la jurisprudence judiciaire et administrative »,** Cass. 1re Civ. 21 mai 1996, par Élizabeth CONGE, Juriste-Consultante CNEH, page 31, A.J. N° 14 – Juillet 1996.

N° 15 – OCTOBRE 1996

DOSSIER : « Information médicale et choix du patient »

- **« Information et acte médical : deux concepts indissociables »,** par le Docteur Sophie GROMB, Docteur en Droit Privé, Responsable de l'enseignement du Droit Médical à l'Université de Bordeaux II, Médecin Légiste Experte près de la CA de Bordeaux, page 6, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« Le refus éclairé de soins »**, par Alain GARAY, Avocat à la Cour, Membre du Comité Éditorial de la *Revista Latino-Americana de Derecho Medico,* page 12, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

– **« La situation de l'incapable »,** par Frédéric-Jérôme PANSIER, Docteur en Droit, Docteur ès Lettres, Magistrat, TGI de Bobigny, page 19, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

ACTUALITÉS :

– **« Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens des établissements publics de santé dans l'ordonnance du 24 avril 1996 »,** par Richard DALMASSO, Attaché de Direction, Centre Hospitalier d'Aubagne, page 24, A.J. N° 15 – Octobre 1996.

N° 16 – DÉCEMBRE 1996

DOSSIER : « Le "faux-vrai" procès Mandarin ou la recherche biomédicale face à ses juges »

– **« Présentation »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Médecine, et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 5, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Le choix du tribunal correctionnel »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

– **« Commentaires du jugement Mandarin »,** par Jean-Paul DEMAREZ, Docteur en Droit et Laurent HOUDART, Avocat à la Cour, page 18, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

ACTUALITÉS :

– **« Les agents des services publics administratifs sont tous des agents publics »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH et Chantal LOVATI, EDH, Stagiaire CNEH, page 24, A.J. N° 16 – Décembre 1996.

1997

N° 17 – AVRIL 1997

DOSSIER : « L'impact des ordonnances du 24 avril 1996 sur le personnel hospitalier »

– **« L'impact du droit des patients hospitalisés sur les obligations des personnels soignants »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 5, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Le personnel des établissements de soins : acteur ou frein à la coopération interhospitalière ? »,** par Stéphanie BARRE, Cabinet Houdart, Département Santé, page 11, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« La mobilité dans la fonction publique hospitalière »,** par Marie-Laure MOQUET-ANGER, Professeur à la Faculté de Droit et de Science Politique Universités Rennes I, page 20, A.J. N° 17 – Avril 1997.

ACTUALITÉS :

– **« Le groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Université Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 17 – Avril 1997.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Un diagnostic génétique erroné est source de responsabilité. Le préjudice lié à la naissance est réparable pour les parents de l'enfant handicapé, non pour ce dernier »,** CE 14 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur associé Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« La preuve de l'information médicale en exercice libéral est désormais à la charge du praticien »,** C. Cass. 1re civ. 25 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur associé Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« L'obligation qui lie le médecin au malade en exercice libéral est une obligation de moyens et non de résultat »,** C. Cass. 1re civ. 25 février 1997, par Claudine ESPER, Professeur associé Université Paris V, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Le Code du travail ne s'applique pas aux agents publics sauf disposition expresse »,** CAA de Nancy 10 octobre 1997, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH, page 25, A.J. N° 17 – Avril 1997.

NOTES DE LECTURE :

– **« La réforme de l'hospitalisation publique ou privée. Les clés de l'ordonnance hospitalière du 24 avril 1996 »,** de Jean-Michel Budet et Françoise Blondel, Éd. Berger-Levrault, 1997, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 17 – Avril 1997.

– **« Systèmes et politiques de santé »,** de Jean-Claude Henrard et Joël Anki en collaboration avec Fernando Bertolotto, Éd. ENSP, Rennes, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 17 – Avril 1997.

N° 18 – JUILLET 1997

DOSSIER : « Le contentieux de l'hépatite C »

– **« L'hépatite C »,** par le Dr Patrick MARCELLIN, Service d'Hépatologie, Hôpital Beaujon, Clichy, page 4, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Le contentieux de l'hépatite C et le juge judiciaire »,** par Jean GUIGUE, Président du TGI de Bobigny, Professeur associé à l'Université de Paris XIII, page 8, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Le contentieux de l'hépatite C devant le juge administratif »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit, Université de Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 11, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Le juge et l'hépatite C : L'obligation de sécurité ? »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 15, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

ACTUALITÉS :

– **« La défense de l'être humain à l'origine de la vie : responsabilité pénale du médecin pour atteinte au fœtus »,** CA de Lyon 4e chambre, 13 mars 1997, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Le fonctionnaire mis à disposition : nature juridique de son lien avec un organisme d'accueil**

privé », C. Cass. Ass. Plén., 20 décembre 1996, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH, page 20, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« Un marché public peut être un contrat de droit privé »,** C. Cass. 1re 17 décembre 1996, par André NASSET, Juriste-Consultant CNEH, page 20, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« La séquestration d'un dirigeant en période de grève, quel qu'en soit le motif, est constitutif d'une faute lourde et justifiant un licenciement »**, C. Cass. Ch. Soc., 1er avril 1997, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH, page 21, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

FICHES DE LECTURE :

– **« Droit hospitalier »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Éd. Dalloz, Coll. Cours Dalloz, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 18 – Juillet 1997.

– **« L'information médicale, l'ordinateur et la loi »,** de Liliane Dusserre, Henry Ducrot et François Allaërt, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 18 – Juillet 1998.

N° 19 – OCTOBRE 1997

DOSSIER : « Les effets juridiques de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé »

– **« De la maîtrise des dépenses de santé à la régulation médicalisée. Le point de vue historique »,** par Marina SERRE, « L'entrée en régulation de la politique de santé », thèse de science politique sous la direction de M. OFFERLE, et Gilles JOHANET, Conseiller Maître à la Cour des Comptes, page 4, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« La rationalisation des budgets et la sécurité des patients »,** par François SARDA et Ralph BOUSSIER, Avocats au Barreau de Paris, page 10, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Recommandations professionnelles et responsabilité médicale »,** par Michel PENNEAU, Professeur de Médecine Légale à l'Université d'Angers, DEA Science Criminelle, Vice-président du Conseil Régional des Pays de la Loire, de l'Ordre des Médecins et Jean PENNEAU, Professeur émérite de l'Université Paris XI Faculté de Droit Jean Monnet, Docteur en Médecine, Secrétaire Général du Conseil Régional d'Ile-de-France de l'Ordre des Médecins, page 13, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Le développement des réseaux d'informations médicales : enjeux et risques pour la protection de la vie privée »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service « Libertés publiques, santé, protection sociale » à la Direction Juridique de la CNIL, page 18, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

ACTUALITÉS :

– **« Homicide involontaire, carence de l'hôpital, perte de chance de survie (non), rapport de causalité certain entre la faute et le décès non établi, délit d'homicide involontaire non constitué »,** Cass. Crim. 20 novembre 1996, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Homicide par négligence et imprudence, décès d'un patient à la suite d'erreurs médicales, décision prise en désaccord avec toute éthique médicale »,** Cass. Crim. 19 février 1997, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

FICHES DE LECTURE :

– **« Le service hospitalier »,** de Didier Stingre, Éd. PUF 1997, commenté par Jacques BONNEAU, page 25, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« La réforme hospitalière : l'ordonnance du 24 avril 1996, portant réforme de l'hospitalisation publique et privée »,** de Jean-Marie Clément, Éd. Les études hospitalières 1997, commenté par Jacques BONNEAU, page 26, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES

– **« Hôpitaux et cliniques (fonctionnement – soins palliatifs – perspectives) »,** Année 1997 N° 6 AN, 10 février 1997, page 27, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Infirmiers et infirmières (infirmiers et infirmières en psychiatrie – diplôme d'État – conditions d'attribution) »,** Année 1997 N° 10 AN, 10 mars 1997, page 27, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

– **« Santé publique (accidents thérapeutiques – indemnisation) »,** Année 1997 N° 13 AN, 31 mars 1997, page 28, A.J. N° 19 – Octobre 1997.

1998

N° 20 – JANVIER 1998

DOSSIER : « La contractualisation dans l'activité hospitalière »

– **« Les contrats d'objectifs et de moyens, logique contractuelle ou logique dirigiste ? »,** par Christina VALLAR, Professeur agrégé, Avocate au Barreau de Nice, page 4, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Le contrat interne dans les établissements publics de santé, notion de fait ou de droit ? »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 8, N° 20 – Janvier 1998.

– **« La réalité de la démarche contractuelle sur le terrain »,** par Claude ROUY, Directeur du Centre Hospitalier d'Aubagne, et Richard DALMASSO, Attaché de Direction au Centre Hospitalier d'Aubagne, page 15, N° 20 – Janvier 1998.

– **« Exemples de coopération : l'hôpital clinique du Val-de-Seine »,** par Abdel Kader GUERZA, Directeur du Centre Hospitalier Docteur Rosenberg de Lillebonne, page 19, N° 20 – Janvier 1998.

ACTUALITÉS :

– **« L'anesthésie générale pratiquée à l'hôpital public engage la responsabilité de l'établissement en l'absence de faute »,** CE 3 nov. 1997 Hôpital Joseph Imbert d'Arles, n° 153686, par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, page 22, N° 20 – Janvier 1998.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« La participation aux services de garde, dans les établissements hospitaliers, est un acte volontaire qui ne peut être imposé par l'autorité ministérielle ou préfectorale aux médecins libéraux »,** CE 17 mars 1997 aff. Centre Hospitalier de Carcassonne, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.
- **« La sanction disciplinaire et la sanction pénale sont indépendantes l'une de l'autre »,** CAA de Nantes 26 juin 1997, aff. Trescan, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.
- **« La responsabilité de l'établissement hospitalier pour faute médicale – Suites de la jurisprudence EP. V. du 10 avril 1992 »,** CE 27 juin 1997, aff. Mme Guyot, par Gérard ARAKALIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, N° 20 – Janvier 1998.
- **« L'impossibilité pour l'employeur de licencier une femme enceinte est un principe général du droit qui s'applique à tous »,** CE 4 juin 1997, aff. Centre Hospitalier de Draguignan, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, N° 20 – Janvier 1998.

FICHES DE LECTURE :

- **« La responsabilité médicale en l'an 2000 »,** J.E.P.U. 1997, sous la direction d'A. Benichou, Éd. Arnette, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur de l'École Polytechnique, page 24, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Les prélèvements d'organes et de tissus humains »,** de François Ponchon, Éd. Berger-Levrault Paris 1997, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Professeur de l'École Polytechnique, page 25, N° 20 – Janvier 1998.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Santé publique (hépatite C – transfusés – indemnisation) »,** année 1997, N° 11 AN, 17 mars 1997, Assemblée Nationale 1432, page 26, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Bioéthique (génétique – clonage d'animaux – projet de loi – dépôt – perspectives) »,** 6 octobre 1997, Assemblée Nationale 3344, page 26, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Professions de santé (infirmiers – ordre professionnel – création) »,** 20 octobre 1997, Assemblée Nationale 3608, page 26, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Professions de santé (Laborantins – exercice de la profession – diplôme requis) »,** 27 octobre 1997, Assemblée Nationale 3755, page 27, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Professions de santé (psychologue – exercice de la profession) »,** 3 novembre 1997, Assemblée Nationale 3855, page 27, N° 20 – Janvier 1998.
- **« Bilan de l'action du réseau national de santé publique »,** 6 février 1997, Assemblée Nationale 394, page 27, N° 20 – Janvier 1998.

N° 21 – MAI 1998

DOSSIER : « Droit pénal et hospitalisation publique ou privée »

- **« Les facettes pénales du Code de la santé publique »,** par Agnès CERF, Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Caen, page 4, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« La responsabilité pénale des établissements de soins et de leur directeur »,** par Jean GUIGUE, Professeur associé à l'Université de Paris XIII, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, page 12, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« L'actualité pénale du délit d'entrave à l'I.V.G. »,** par Stéphane PRIEUR, A.T.E.R. à l'Université de Bourgogne, Groupe de Recherche de Droit du Vivant (CERJUMA), page 15, A.J. N° 21 – Mai 1998.

ACTUALITÉS :

- **« Obligation de sécurité et obligation de résultat dans le contrat médical »,** TGI Paris 20 octobre 1997, Mme Rahilou et Dr Smatt, par Jacques BONNEAU, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 20, A.J. N° 21 – Mai 1998.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« HIV, lien de causalité, montant de la réparation (confirmation du préjudice spécifique) »,** C.A.A. Paris, 29 janvier 1998, Consorts X, N° 95 PA 03115, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 21, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« Obligation d'information même sur les risques imprévisibles (2 %) »,** C.A.A. Paris 10 février 1998, Mlle Bayam, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 21, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« Hépatite C lien de causalité établi même lorsque tous les donneurs n'ont pas été testés et les produits livrés par d'autres CTS Indemnisation adaptée à l'état du requérant »,** C.A.A. Paris 29 janvier 1998, Mmes X et Y, N° 95 PA 02814, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« Pouvoirs du directeur d'un hôpital public à l'égard d'un médecin généraliste de ville »,** C.E. 17 novembre 1997, CHS de Rennes, N° 168606, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 21 – Mai 1998.

FICHES DE LECTURE :

- **« Le métier d'infirmière en France »,** de Catherine Duboys-Fresney et Georgette Perrin, Éd. PUF, Coll. « Que sais-je ? », commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, N° 21 – Mai 1998.
- **« Les règles professionnelles des infirmier(e)s : commentaire article par article du décret du 16 février 1993 »,** de Liliane Fillod-Michon et Tony Moussa, Éd. Heure de France, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, N° 21 – Mai 1998.
- **« Droit infirmier »,** de Me Gilles Devers, Éd. AL. Lacassagne et Eska, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 21 – Mai 1998.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Établissements de santé (sécurité – salle de réveil – équipements – effectifs de personnel) »,** 10 novembre 1997, Assemblée Nationale 3987, page 25, N° 21 – Mai 1998.
- **« Établissements de santé (centres hospitaliers – maîtrise des dépenses de santé – formation des praticiens – coût) »,** 24 novembre 1997, Assemblée Nationale 4261, page 25, N° 21 – Mai 1998.
- **« Infections nosocomiales (établissements privés – contrats objectifs et moyens – accréditation) »,** 27 novembre 1997, Sénat 3327, page 26, A.J. N° 21 – Mai 1998.
- **« Diagnostic préimplantatoire pour la sélection des embryons in vitro »,** 5 février 1998, Sénat 413, page 26, A.J. N° 21 – Mai 1998.

N° 22 – JUILLET 1998

DOSSIER : « La sécurité dans les établissements de santé »

- **« Les responsabilités juridiques de l'hôpital face à l'insécurité »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« La responsabilité des établissements hospitaliers en raison des dépôts »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du personnel de la formation et des relations sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 10, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« La police administrative dans les établissements hospitaliers »,** par Philippe JEAN, Juriste et Politologue, Directeur du personnel de la formation et des relations sociales, Centre Hospitalier de Pau, page 13, N° 22 – Juillet 1998.
- **« L'expérience de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris »,** par Pierre CLERC, Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, et Jacques ORSI, Adjoint Technique au Conseiller pour la Sécurité Générale AP-HP, page 20, N° 22 – Juillet 1998.

ACTUALITÉS :

- **« Accident du travail : contamination par le virus HIV pour un praticien hospitalier »,** C.A.A. Paris, 5 mai 1998, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité c/M.C., nos 97PA02529 et 97PA02455, par Lydie BRECK, Chargée de Mission au CNEH, Avocate pré-stagiaire, page 24, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

FICHES DE LECTURE :

- **« Les dispositifs médicaux »,** de Laurent Houdart, Antoine Audry et Stéphane Barre, Éd. Houdart, Coll. Santé, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« Le directeur d'hôpital face aux juges »,** de Patrick Faugerolas, Éd. Ellipse, 1998, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Fonction publique hospitalière (durée du travail – circulaire Veil – application) »,** 2 mars 1998, Assemblée Nationale 1244, page 27, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« Fonctionnement des syndicats interhospitaliers »,** 5 mars 1998, Sénat 771, page 27, A.J. N° 22 – Juillet 1998.
- **« Établissement de santé (établissements publics – fusion – réglementation) »,** 23 mars 1998, Assemblée Nationale 1694, page 28, A.J. N° 22 – Juillet 1998.

N° 23 – OCTOBRE 1998

DOSSIER : « La gestion du patrimoine hospitalier »

- **« Les risques encourus du fait de l'application au secteur public hospitalier des méthodes issues du secteur privé »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Avocat au Barreau de Nice, page 4, A.J. N° 23 – Octobre 1998.
- **« Le rôle du Service des domaines sur les opérations relatives au patrimoine hospitalier »,** par Pierre SOUVENT, Chef de Service du Patrimoine et de l'Urbanisme, Direction de l'Équipement et du Système d'Information AP-HP, page 9, A.J. N° 23 – 1998.
- **« Déclassement des biens immobiliers des établissements publics d'hospitalisation : une procédure méconnue »,** par Roger-Michel MEDOUZE, Docteur en Droit, Diplômé des Sciences Politiques, Directeur Juridique des Hospices Civils de Lyon, page 13, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

ACTUALITÉS :

- **« Information du patient. La Cour administrative d'appel de Paris met à la charge de l'hôpital public la preuve de cette information »,** C.A.A. Paris 26 mai 1998, M. G. N° 95PA03660, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 18, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Responsabilité du fait d'autrui – article 1384-1 du Code civil – incendie causé par un handicapé incapable majeur, école spécialisée dans l'éducation des handicapés, retour de l'handicapé au domicile paternel, absence de surveillance de l'école – application de l'article 1984-1 (non) – père de l'handicapé, administrateur légal sous contrôle judiciaire – application de l'article 1384-1 (non) »,** Cass. 2e civ. 25 février 1998, Mme E. et autres c/T. et autres. Pourvoi en cassation de la Cour d'appel de Nancy, en date du 23 mai 1995, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 20, A.J. N° 23 – Octobre 1998.
- **« Structures médicales "libérales" au sein des hôpitaux publics »,** article L. 714-36 du Code de la santé publique, CE 1er avril 1998, Union hospitalière privée et fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée, req. Nos 188529 et 188539, par Isabelle MILLET, Responsable du Secteur Sanitaire, UHP, page 21, A.J. N° 23 – Octobre 1998.
- **« Équipements matériels lourds »,** CE 1er avril 1998, Union hospitalière privée et fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée, req. N° 153047, par Isabelle MILLET, Responsable du Secteur Sanitaire, UHP, page 21, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Secret médical »,** CE 12 juin 1998, Conseil National de l'Ordre des Médecins, par Déborah ADATTO, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Contrat d'assurance, fausse déclaration, secret professionnel »,** Cass. 1re civ. 10 décembre 1996, par Déborah ADATTO, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Hépatite C et responsabilité : présomption du lien de causalité et montant de l'indemnisation »,** C.A.A. Paris 29 janvier 1998, Mmes X et Y, N° 95PA02814, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 22, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Admission même s'il y a absence d'information sur le remboursement des frais »,** C.A.A. Paris 26 mai 1998, Mme B., N° 95PA03525, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Conciliation difficile entre droits du patient (refus de soins) et devoirs du praticien (assistance médicale) »,** C.A.A. Paris, 26 mai 1998, Mme S., N° 95PA03653 et Mme D., N° 95PA03104, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 23, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Autorisation tacite de poursuivre l'activité de procréation médicale assistée. Limites au pouvoir de retrait de l'administration »,** CE 17 novembre 1997, Ministère de la Santé Publique et de l'Assurance Maladie c/ Clinique Saint-Martin, N° 158610 et CE 17 novembre 1997, Ministère de la Santé Publique et de l'Assurance Maladie c/Polyclinique de Deauville, par Katia GENET, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

– **« Responsabilité hospitalière, droit de visite d'un patient hospitalisé, article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (non-respect) »,** TA Versailles, 12 mars 1998, M. Seidel c/ Centre Hospitalier de Perray Vaucluse, par Gérard ARAKELIAN, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 25, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

FICHE DE LECTURE :

– **« Rapport public du Conseil d'État 1998 »,** Jurisprudence et avis de 1997, réflexions sur le droit de la santé, Études et Documents N° 49, Éd. La Documentation française, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 23 – Octobre 1998.

N° 24 – DÉCEMBRE 1998

DOSSIER : « L'hôpital au temps de l'Europe : Questions éthiques et juridiques »

– **« Responsabilités et activités sanitaires. Législation et jurisprudence européenne »,** par Mireille HEERS, Commissaire du Gouvernement, Cour Administrative d'Appel de Paris, page 4, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Les marchés publics et la réglementation communautaire »,** par Fabrice CASSIN, Docteur en Droit Cabinet de Boivin, Droit Public des Affaires, page 9, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Le droit européen de la bioéthique : droits des techniques ou droit des principes ? »,** par Christian BYK, Magistrat, Vice-président du CIOM, Secrétaire de l'Association internationale droit, éthique et science, page 16, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« La protection des données à l'heure européenne »,** par Sophie VULLIET-TAVERNIER, Chef de Service Liberté Publique Santé Protection Sociale, CNIL, page 22, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

ACTUALITÉS :

– **« Examen critique de la loi du 1er juillet 1998 relative à la veille sanitaire »,** JO du 2 juillet 1998, p. 10056 et suiv., par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Possibilité d'exonération de l'obligation d'assistance pour un médecin : non »,** Cass. crim. 4 février 1998, arrêt N° 837, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité hospitalière, conférence de l'APHP »,** CAA Paris 3e ch., 26 février 1998, Centre Hospitalier Général Léon Binet de Provins, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« SIDA, test de dépistage erroné »,** CAA Paris 3e ch., AP-HP, 24 mars 1998, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Témoignage en justice et secret professionnel »,** Cass. crim. 8 avril 1998, G., par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante CNEH, page 27, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Filières de soins, principes inhérents à la médecine libérale »,** CE 27 avril 1998, Syndicat des Médecins Libéraux, par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Défaut d'admission d'une patiente dans un hôpital public, urgence, faute de l'hôpital public »,** CAA Paris 9 juin 1998, Mme B., par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité médicale et défaut d'information »,** CA Angers, 11 septembre 1998, M.H., par Mathilde REBOUX, Stagiaire, page 28, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Responsabilité médicale et étendue de l'information : le seul fait que le risque est exceptionnel ne dispense pas le médecin de son obligation d'informer »,** Cass. 1re civ. 7 octobre 1998 : 1° Mme C/ Clinique du Parc et CPAM de Vienne, Arrêt N° 1567 P + B +R ; 2° R. c/M. et CPAM de Pau, Arrêt N° 1568 P), par Katia GENET, Stagiaire, page 29, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

FICHES DE LECTURE :

– **« Dictionnaire des principaux sigles du droit de l'administration hospitalière »,** de Jean-Marie Clément, Éd. Les études hospitalières, Bordeaux, 1998, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

– **« Réflexions pour l'hôpital »,** de Jean-Marie Clément, Éd. Les études hospitalières, Bordeaux, 1998, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Sang et organes humains (établissements de transfusion sanguine – personnel – statut) »,** 6 juillet 1998, Assemblée Nationale 3819, page 31, A.J. N° 24 – Décembre 1998.
- **« Sang et organes humains (sang – dons – sécurité) »,** 6 juillet 1998, Assemblée Nationale 3817, page 31, A.J. N° 24 – Décembre 1998.
- **« Santé (hépatite C – transfusés – indemnisation) »,** 6 juillet 1998, Assemblée Nationale 3818, page 32, A.J. N° 24 – Décembre 1998.
- **« Santé (accidents thérapeutiques – indemnisation) »,** 6 juillet 1998, Assemblée Nationale 3818, page 32, A.J. N° 24 – Décembre 1998.
- **« Médecines parallèles (ostéopathes – exercice de la profession) »,** 26 juin 1998, Assemblée Nationale 3658, page 32, A.J. N° 24 – Décembre 1998.

1999

N° 25 – MARS 1999

DOSSIER : « Premier bilan de la coopération depuis la réforme hospitalière de 1996 »

- **« La coopération hospitalière à la croisée des chemins sous l'influence communautaire »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Juriste-Consultant, Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 4, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Le syndicat interhospitalier connaît des difficultés de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur associé Faculté de Droit Paris V, Directrice du Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 11, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Le centre de protonthérapie d'Orsay : qualification juridique »,** par Francis LAFORTUNE, Directeur du CPO, page 14, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Le groupement de coopération sanitaire : premières réalisations et questions de droit »,** par Jean-Paul SEGADE, Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier de Bron, page 16, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Le groupement d'intérêt économique "Environnement hospitalier des Savoies et du Bugey" : une structure de complémentarité à grande échelle »,** par Christian VALLAR, Avocat Professeur des Universités, et Gérard FILIPPI, Directeur-adjoint du CH d'Aix-les-Bains, Président du GIE, page 18, A.J. N° 25 – Mars 1999.

ACTUALITÉS :

- **« Contamination par le virus du SIDA à l'occasion d'une transfusion de produits sanguins. Cumul d'actions en indemnisation devant le Fonds d'indemnisation des transfusés et devant une juridiction »,** par Mathilde REBOUX, Juriste, page 21, A.J. N° 25 – Mars 1999.

FICHE DE LECTURE :

- **« Coopération hospitalière. L'épreuve de vérité »,** de Gilles Calmes, Jean-Paul Segade et Laura Lefranc, Éd. Masson, Coll. Objectifs en management hospitalier, 170 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 25 – Mars 1999.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Refus de soins. Article 16-3 C ; civ. Portée »,** Civ. 2, 19 mars 1997, Mutuelles du Mans et autres c/ La Mondiale et autres, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« L'obligation de sécurité-résultat : fondement de l'indemnisation par un praticien libéral, d'un accident médical »,** CA de Paris, 15 janvier 1999, M. S. c/Mme R., N° 1997/25948, par Katia GENET, Juriste, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Sida : droit de subrogation du Fonds d'indemnisation : en l'espèce non »,** CE 23 septembre 1998, N'Guyen Quang, par Mathilde REBOUX, Juriste, page 24, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Secret médical : transmission d'informations du médecin-conseil d'une assurance privée à son employeur »,** C. cass., 1re civ., 12 janvier 1999, Mme E., par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, page 25, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Obligation de surveillance, suicide d'un malade mental hospitalisé, responsabilité hospitalière : non »,** CE Sect., 29 janvier 1999, Mme Trimmel, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire, page 25, A.J. N° 25 – Mars 1999.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Santé – Professions de santé (médecins – responsabilité) »,** 30 novembre 1998, Assemblée Nationale 6593, page 26, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Santé (politique de la santé – traitement de la douleur) »,** 18 janvier 1999, Assemblée Nationale 356, page 26, A.J. N° 25 – Mars 1999.
- **« Formation du personnel soignant des services de soins palliatifs »,** 7 janvier 1999, Sénat 59, page 27, A.J. N° 25 – Mars 1999.

N° 26 – JUIN 1999

DOSSIER : « L'information du patient »

- **« Enjeux éthiques et responsabilité d'informer »,** par Emmanuel HIRSH, Directeur de l'Espace éthique de l'AP-HP, page 4, A.J. N° 26 – Juin 1999.
- **« L'évolution de l'information entre médecin et patient »,** par Isabelle DURAND-ZALESKI, Hôpital Henri Mondor, AP-HP Paris, et Dominique JOLLY, Direction des Affaires Internationales AP-HP, Paris, Institut d'études des politiques de santé, page 8, A.J. N° 26 – Juin 1999.
- **« Les modes de preuve de l'information donnée au patient »,** par Pierre SARGOS, Conseiller à la Cour de Cassation, page 11, A.J. N° 26 – Juin 1999.
- **« Quelques questions sur l'information et le consentement du patient dans le domaine de l'hospitalisation psychiatrique »,** par Philippe JEAN, Directeur chargé du Personnel, de la Formation et des Relations Sociales, page 14, A.J. N° 26 – Juin 1999.
- **« La médecine prédictive, prouesse de la science médicale ou prophétie d'un malheur annoncé »,**

par Brigitte GILBERT, MCU-PH, Génétique Clinique, CHU Dupuytren, Limoges, et Michel RIGAUD, PU-PH, Laboratoire de Biochimie Moléculaire, CHU Dupuystren, Limoges, page 19, A.J. N° 26 – Juin 1999.

ACTUALITÉS :

– **« Matériovigilance – Dispositif médical – Asepsie – Circulaire du 20 octobre 1997 – Obligation de résultat/Infection nosocomiale – Responsabilité des établissements de santé – Obligation de résultat (non) »,** CE du 24 février 1999 N° 192594, Union hospitalière privée, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 26 – Juin 1999.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Prescription quadriennale. Point de départ du délai : la connaissance par la victime de sa créance indemnitaire »,** CE 30 décembre 1998, M. et Mme Zehar, N° 189286, par Miguel-Ange MATEOS, Juriste Stagiaire, page 25, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Collaborateur occasionnel du service public hospitalier, exonération de responsabilité »,** CE 31 mars 1999, Hospices civils de Lyon, N° 187649, par Rodolphe RAYSSAC, Juriste, page 25, A.J. N° 26 – Juin 1999.

– **« Participation d'un médecin à une campagne de dépistage – exclusion »,** Cass. 1re civ. 13 mai 1998, par Mathilde REBOUX, Juriste, page 26, A.J. N° 26 – Juin 1999.

FICHE DE LECTURE :

– **« La mondialisation du droit de la santé »,** Espace éthique, sous la direction d'Emmanuel Hirsch et P. Ferlender, Éd. Doin, AP-HP, 1998 et Droits de l'homme et pratiques soignantes, Texte de référence commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 26 – Juin 1999.

N° 27 – OCTOBRE 1999 :

DOSSIER : « Les effets juridiques des démarches d'accréditation ou de recommandations »

– **« La responsabilité des experts-visiteurs à l'accréditation »,** par Hubert GARRIGUE-GUYONNAUD, Directeur Général adjoint au CHU de Poitiers, Chargé de Mission, ANAES, et Chantal LACHENAYE-LLANAS, Directrice de l'Accréditation, ANAES, page 4, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« L'accréditation et les autorisations : une discrète convergence »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 11, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« La gestion du risque lié à l'activité du praticien »,** par Nicolas GOMBAULT, Docteur en Droit, Directeur Juridique du Sou Médical, page 14, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Description de la démarche qualité de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris »,** par Guy FEDOU, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques AP-HP, page 16, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

ACTUALITÉS :

– **« Les juridictions répressives peuvent-elles tempérer la passion de vengeance des parties civiles lors d'un accident médical ? »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 19, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Service central de médecine du travail de l'AP-HP »,** CE 24 février 1999, Syndicat national professionnel des médecins du travail, par Guy FEDOU, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques, AP-HP, page 22, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« L'infection nosocomiale crée une obligation de sécurité résultat »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

– **« Décès d'un fœtus de vingt semaines – imprudences et négligence d'un gynécologue, homicide involontaire (non) – inapplication de l'article 221-6, Code pénal, Cour de cassation (chambre criminelle) 30 juin 1999 »,** par Jacques BONNEAU, page 23, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

FICHE DE LECTURE :

– **« L'enfance maltraitée accueillie à l'hôpital » Droit et Psychologie,** de Dominique Lefèvre-Leandri, Éd. Les Études Hospitalières – Bordeaux, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 27 – Octobre 1999.

2000

N° 28 – JANVIER/FÉVRIER 2000 :

DOSSIER : « La veille sanitaire et les établissements hospitaliers »

– **« Réflexions sur les lois de veille sanitaire et sociale »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 4, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Matériovigilance et tromperie sur les qualités substantielles »,** par Yves LACHAUD, Avocat, ancien Membre du Conseil de l'Ordre, page 7, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Propos sur l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 9 novembre 1999. Vigilance vis-à-vis du matériel, obligation de sécurité de résultat quant à son utilisation »,** par Jean GUIGUE, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Professeur associé à l'Université de Paris XII, page 11, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« Praticiens hospitaliers et vigilances »,** par le Dr Rachel BOCHER, Présidente INPH, page 13, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

– **« La coordination des vigilances sanitaires et de la gestion des risques au centre hospitalo-universitaire de Nice. Une expérience globale »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 16, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

ACTUALITÉS :

– **« L'information du patient à l'hôpital public »,** par Nathalie CILLIGNON, Stagiaire Avocate, page 20, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Absence de rappel pour un test de dépistage d'un patient transfusé. Responsabilité de l'établissement public de santé »,** TA de Nantes 10 novembre 1999, CHRU de Nantes, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 22, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Responsabilité des hôpitaux publics en qualité de prescripteur de produits sanguins viciés »,** CAA de Paris 12 novembre 1999, M. H. et M. K., par Nathalie COLLIGNON, Stagiaire Avocate, page 22, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Les sanctions pour non-respect des références médicales opposables sont illégales »,** CA 10 novembre 1999, par Emmanuelle BEAUFILS, Stagiaire Avocate, page 23, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Responsabilité du radiologue libéral, obligation de sécurité de résultat – obligation de moyens »,** Cass. 1re ch. Civ. 9 novembre 1999, par Nathalie COLLIGNON, Stagiaire Avocate, page 23, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Légalité de la disposition prévoyant l'absence de retenue pour pension des émoluments hospitaliers versés aux membres titulaires des personnels enseignants et hospitaliers, au titre des activités exercées pour le compte de l'établissement hospitalier »,** CE 24 septembre 1999, M. B. et syndicat SNAM-HP, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 24, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Contamination par le virus HIV. Subrogation du FIT »,** CE 30 juin 1999, AP-HP ; CE 28 juillet 1999, FIT, par Elsa PTAKHINE, Stagiaire Avocate, page 24, A.J. N° 24 – Janvier/Février 2000.
- **« Cumul d'activités pour un analyste-programmateur recruté par un CHU. Fonction de direction au sein d'une SARL »,** CE 3 novembre 1999, affaire M., par Emmanuelle BEAUFILS, Stagiaire Avocate, page 25, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Assemblée nationale, 18 octobre 1999, p. 6089 »,** 32238 – 5 juillet 1999, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.
- **« Assemblée nationale, 11 octobre 1999, p. 5929 »,** 21956 – 23 novembre 1999, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

FICHE DE LECTURE :

- **« Droit hospitalier »,** de Christian Paire, Marc Dupont, Claudine Esper et Louise Muzzin, Éd. Dalloz, Coll. cours Dalloz 2e éd., commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 28 – Janvier/Février 2000.

N° 29 – AVRIL 2000 :

DOSSIER : « Les achats hospitaliers »

- **« Les marchés des hôpitaux. Quand les fournitures ou les produits sont fournis par un établissement public de santé ou par un groupement de coopération hospitalière »,** par Christian LAMBERT, Conseiller à la Cour d'appel administrative d'appel de Paris, page 4, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Réflexions sur les délégations de service public à l'hôpital »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 7, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Délit de favoritisme et marchés publics hospitaliers : le "risque pénal" »,** par Christian VALLAR, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Avocat au Barreau de Nice, page 13, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« L'actualité de la jurisprudence des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes en matière de marchés publics hospitaliers »,** par Charles AZERAD, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France, page 16, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Réforme du Code des marchés publics. La nécessité ne ferait-elle plus la loi ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 19, A.J. N° 29 – Avril 2000.

ACTUALITÉS :

- **« La protection pénale de l'enfant à naître »,** Arrêt de la Cour d'appel de Reims du 3 février 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 29 – Avril 2000.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« L'urgence face à l'information »,** CAA de Bordeaux 26 avril 1999, arrêt B. c/CHU Toulouse, par René DUCLOS, Directeur d'Unité Centrale, Directeur des Affaires Juridiques, Médicales et de la Recherche des Hôpitaux de Toulouse, page 23, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Obligation alimentaire – Recours des hôpitaux – Juge des affaires familiales »,** Tribunal des conflits : 19 octobre 1998, Drevet ; 19 octobre 1998, Pichenet ; 19 octobre 1998, hôpital rural d'Aligre ; 23 novembre 1998, Gevrekian, note Serge Petit ; 23 novembre 1998, Drevet ; 23 novembre 1998, Henry ; 15 mars 1999, Delbecque (Gaz. pal., Jurisprudence, Sommaire 3-4 mars 2000), par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Le statut du fœtus humain »,** CA de Reims, 3 février 2000, par Céline MASSALO, Avocate Stagiaire, page 25, A.J. N° 29 – Avril 2000.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Santé (politique de la santé – patients – fichiers informatisés – anonymat – respect) »,** Assemblée Nationale, 7 février 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 29 – Avril 2000.
- **« Dotations sanitaires régionales »,** Sénat, 27 janvier 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 29 – Avril 2000.

FICHE DE LECTURE :

- **« L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris »,** de Marc Dupont et Françoise Salaün, Éd. PUF, Coll. « Que sais-je ? », 1999, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 29 – Avril 2000.

N° 30 – JUILLET/AOÛT 2000 :

DOSSIER : « Activité en pharmacie et responsabilité »

- **« La responsabilité du pharmacien à l'hôpital public »,** par Claudine ESPER, Directrice du Centre de Droit JuriSanté, Professeur associé à la Faculté de Droit Paris V, page 4, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« La responsabilité civile du pharmacien d'officine »,** par Anne LAUDE, Agrégée des Facultés de Droit, Professeur associé à la Faculté de Droit Paris V, page 7, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« Responsabilité et activité de stérilisation »,** par Michel DUNNEAU, Professeur à l'Université René Descartes, Paris V, page 11, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« L'information du patient sur les effets secondaires des médicaments prescrits dans les établissements de santé privés »,** par Benoît GUIMBAUD, Médecin Juriste, DESS Droit Médical, Responsable du Département des Risques SHAM, page 15, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« Responsabilité en matière d'autorisation de mise sur le marché des médicaments à usage humain et institutions européennes »,** par Marie-Danièle CAMPION, Professeur de Droit et d'Économie de la Santé, Université de Droit et Santé de Lille II, page 20, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

ACTUALITÉS :

- **« Responsabilité de l'État dans l'indemnisation des victimes de l'amiante – Reconnaissance du caractère professionnel de la maladie »,** par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Université Paris V, Centre de Droit JuriSanté, page 24, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.
- **« L'obligation d'information des risques graves, même exceptionnels étendue à la prise d'antibiotiques – cas d'intoxication – dernier état de la jurisprudence de l'ordre judiciaire »,** 1re Chambre Civile, 15 juillet 1999, M. L. c/M. R. et autres, par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 25, A.J. N° 30 – Juillet/Août 2000.

NOTE DE JURISPRUDENCE :

- **« Droit des héritiers à agir en réparation du dommage subi par leur auteur, alors même que ce dernier n'a formulé aucune demande d'indemnisation de son vivant ».**

2001

N° 31 – JANVIER 2001 :

DOSSIER : « Les droits des malades : Études de quelques situations »

- **« Le choix du patient »,** par Gilles JOHANET, Directeur de la CNAM, page 4, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« L'adolescent, la majorité médicale »,** par Caroline REY, Praticien Hospitalier Service de Pédiatrie 2, Médecine pour adolescents, AP-HP, Hôpital Bicêtre, et Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, AP-HP, page 7, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« La puissance des faibles »,** par Hélène STROHL, Inspectrice Générale des Affaires Sociales, page 11, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« Les États-Unis : système de soins et responsabilité médicale »,** par Charline ADAM, Mélanie HARANG, Sophie ROUSSEAU et Magali SIERRA, DESS Droit de la Science Médicale Faculté de Droit Université René Descartes, Paris V, page 15, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

ACTUALITÉS :

- **« L'information due aux patients – Les affaires Hédreul (Cass., 20 juin 2000) et Meiffren (Cass., 18 juillet 2000) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« Le principe de précaution en droit sanitaire »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Obligations d'information et risques exceptionnels »,** CE 6 mars, 19 avril (trois arrêts) et 16 juin 2000, par Charline ADAM, DESS Droit de la Science Médicale, Paris V, page 25, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« L'État est pour la première fois jugé responsable de plusieurs décès faisant suite à une exposition professionnelle à l'amiante »,** TA de Marseille, 30 mai 2000, par Sophie LASCOMBES, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 25, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« Accouchement prématuré et responsabilité pour faute de l'administration centrale hospitalière lyonnaise »,** CE 16 juin 2000, Hospices civils de Lyon, par Magali RICHARD, DESS Droit de la Science Médicale, Paris V, A.J. N° 31 – Janvier 2001.
- **« La responsabilité pénale des médecins au regard de la loi du 10 juillet 2000 sur l'infraction d'imprudence »,** Cass. crim., arrêt du 5 septembre 2000, par Nabila ZEROUALI, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 27, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

FICHE DE LECTURE :

- **« Responsabilité du médecin : risques et réalités judiciaires »,** de Sylvie Welsh, Éd. Litec, Coll. « Responsabilité », 2000, 272 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 31 – Janvier 2001.

N° 32 – JUILLET 2001 :

DOSSIER : « Le nouveau Code des marchés publics »

- **« La genèse de la réforme »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 32 – Juillet 2001.
- **« Présentation synthétique du nouveau Code des marchés publics »,** par Hervé TANGUY, Consultant Centre de Droit JuriSanté, et Rodolphe RAYSSAC, Avocat Consultant, Centre de Droit JuriSanté, page 9, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

ACTUALITÉS :

- **« Logique juridique et éthique – L'arrêt Perruche »,** Cass., Ass. Plén., 17 novembre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« La responsabilité du médecin salarié »,** CA de Paris, 1re chambre, section B, arrêté du 15 septembre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 32 – Juillet 2001.
- **« Les cliniques mutualistes »,** Cour d'appel de Montpellier, arrêté du 17 octobre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 32 – Juillet 2001.
- **« Responsabilité des médecins, responsabilités sans faute, aléa thérapeutique, réparation du préjudice (non) »,** Cour de cassation, chambre civile 1, formation plénière, arrêté du 8 novembre 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

RÉPONSES MINISTÉRIELLES :

- **« Santé et handicapés Appel européen contre la brevetabilité des gènes humains »,** JO, Sénat, Rép. Min., 8 février 2001, p. 526, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 32 – Juillet 2001.
- **« Établissement de santé (hôpitaux – malades – dossier médical – accès) »,** JOAN, Rép. min., 29 janvier 2001, p. 695, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 32 – Juillet 2001.
- **« Refus de vaccination »,** JO, Sénat, Rép. min., 28 décembre 2001, p. 4504, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 26, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

FICHE DE LECTURE :

- **« Concevoir l'embryon à travers les pratiques, les lois et les frontières »,** de Jacques Montagut, Éd. Masson, 2000, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 32 – Juillet 2001.

N° 33 – OCTOBRE/NOVEMBRE 2001

DOSSIER : « S.V.P. juridique » : Questions choisies

- **« Droits des patients. Travaux des pensionnaires d'établissement. Actes médicaux. Personnel d'établissement : statut et responsabilité. Qualification du médecin pouvant engager la procédure de mise sous sauvegarde de justice. Gestion des stupéfiants détenus par les patients. Réseaux de soins et activité libérale. »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

ACTUALITÉS :

- **« Sommes-nous propriétaire de notre mort ? Aspects éthiques, juridiques et médicaux de la fin de vie »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 18, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Responsabilité médicale – Infection nosocomiale – Obligation de sécurité résultat »,** Cass. civ. 1re, Methlin c/ Allapagen, 13 février 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.
- **« Produits sanguins – Prélèvements – Groupage inversion »,** Tribunal des conflits, M. R., 14 février 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 21, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.
- **« Homicide involontaire du fœtus – Date de viabilité – Six mois – Non »,** Cass. crim., M. R. c/ Mme G., 29 juin 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 23, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

FICHE DE LECTURE :

- **« La fonction publique hospitalière »,** de Didier Stingre, Éd. PUF, Coll. « Que sais-je ? », 1999, 127 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 33 – Octobre/Novembre 2001.

2002

Nos 34-36 : DÉCEMBRE 2001/JANVIER 2002

DOSSIER : « Projet de loi sur les droits des malades et la qualité du système de santé : adaptations, innovations, prospectives »

- **« L'énoncé des grands principes sur les droits des malades »,** par Bernard EDELMAN, Avocat à la Cour d'appel de Paris, page 4, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« Les futures commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge »,** par le Pr Henri ROCHANT, Coordonnateur des Médecins Conciliateurs de l'AP-HP, page 6, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« Une participation accentuée des patients aux soins »,** par le Dr Françoise MAY-LEVIN, Ligue Nationale contre le cancer, page 9, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« L'accès des patients aux informations »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Cabinet du Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, page 11, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« Les associations d'usagers : un rôle nouveau »,** par Anne LAUDE, Agrégée des Facultés de Droit, Professeur à l'Université Paris V, page 14, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« Minorités, hospitalisation et soins »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 17, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.
- **« Les droits des malades en psychiatrie : un projet de loi de compromis, entre l'affirmation et l'exception »,** par le Dr Guy GOZLAN, Psychiatre, Secrétaire Général CDHP – France, et David CAUSSE, Directeur d'Hôpital, Adjoint au Délégué Général de la Fédération Hospitalière de France, Responsable de pôle vieillesse – handicap, enfance, exclusion et chargé du Secteur santé mentale, page 20, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les conseils régionaux de santé : vers une rationalisation du fonctionnement des organes consultatifs pour la région »,** par Gérard VINCENT, Délégué Général de la FHF, page 24, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Au parlement, un nouveau débat sur les orientations de la politique de santé »,** par le Pr Claude HURIET, Sénateur Honoraire, en collaboration avec Stéphanie SEGUI, DESS Droit de la Science Médicale, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 25, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les procédures nouvelles en chirurgie esthétique »,** par Jean GUIGUE, Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Professeur associé à l'Université Paris XIII, page 28, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Le conseil des professions paramédicales »,** par Jacques BONNEAU, Juriste, ancien Professeur à l'École Polytechnique, page 30, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Promotion de la santé »,** par le Pr Henri PUJOL, Président de la Ligue Nationale contre le cancer, page 33, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'accès au droit coopératif pour les professionnels de santé : genèse des sociétés coopératives hospitalières de médecins et des réseaux coopératifs de santé »,** par Gérard PARMENTIER, Secrétaire National de l'UNHPC, et Philippe BERGEROT, Président de l'UNHPC, page 35, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Activité médicale et sociétés coopératives »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes Paris V, page 41, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Évolution du droit de la coopération hospitalière : la refondation du groupement de coopération sanitaire (GCS) est-elle suffisante ? »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté (CNEH), page 43, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les réseaux de santé »,** par Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, Centre de Droit JuriSanté, page 46, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'amélioration de l'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés »,** par Jean-Michel BELORGEY, Conseiller d'État, Président du Comité de suivi de la convention sur l'assurabilité des personnes séropositives, page 48, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Le sort des infections nosocomiales »,** par Rodolphe RAYSSAC, Docteur en Droit, Avocat Consultant auprès du CNEH, en collaboration avec Stéphanie SEGUI, DESS Droit de la Science Médicale (CNEH), page 50, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« L'expertise auprès de la commission régionale d'indemnisation »,** par le Pr Thierry COSTE, Expert de la Cour d'appel de Paris, Service hépato-gastro-entérologie UFR Bobigny, Paris XIII, page 53, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Les nouvelles instances de réparation des risques sanitaires »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 56, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« Droits des malades : obligations pour l'assurance ? »,** par Michel GERMOND, Secrétaire Général, SHAM, page 59, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La réparation à la charge des établissements et des professionnels de santé dans le projet de loi relatif aux droits des malades à la qualité du système de santé »,** par Benoît GUIMBAUD, Docteur en Médecine, Doctorant en Droit, Responsable de la Gestion des risques, SHAM, page 62, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

– **« La réparation de l'aléa thérapeutique dans le projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé »,** par Pierre SARGOS, Président de Chambre à la Cour de cassation, page 67, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

ACTUALITÉS :

– **« En présence d'un péril imminent pour la vie, l'obligation faite au médecin de porter assistance justifie-t-elle de contrevenir au refus de soins du patient ? »,** CE, 26 octobre 2001, n° 198546, Mme X, par Stéphanie SEGUI, Stagiaire, Centre de Droit JuriSanté, page 71, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

NOTE DE JURISPRUDENCE :

– **« Incidences des mutations économiques des cliniques sur les contrats d'exercice professionnel des praticiens »,** Cour d'appel de Paris 12 janvier 2001, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 73, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

FICHE DE LECTURE :

– **« Droit hospitalier Établissements publics et privés »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Éd. Dalloz, Coll. Cours Dalloz, 3e édition, 2001, commenté par Jacques BONNEAU, page 74, A.J. Nos 34-36 – Décembre 2001/Janvier 2002.

N° 37 – JUIN 2002 :

DOSSIER : « Information du patient et accès au dossier médical »

– **« L'accès au dossier du patient : la logique juridique de l'accès direct à l'épreuve des pratiques médicales et professionnelles »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, CNEH, page 4, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Information et consentement des patients : du paternalisme à l'autonomie ? »,** par Suzanne RAMEIX, Philosophe, DER d'éthique médicale, Paris XII, CHU Henri Mondor, Créteil, page 11, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« La politique d'information des patients et de leur famille en réanimation »,** par le Pr François LEMAIRE, Service de Réanimation Médicale, CHU Henri Mondor, Créteil, page 18, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« L'accès direct du patient à sa base de données médicales partagées sur un internet sécurisé : un exemple en cancérologie, le portail WWW.ocle.org »,** par le Dr Philippe BERGEROT, Oncologue, Centre Étienne-Dolet, Saint-Nazaire, page 23, A.J. N° 37 – Juin 2002.

ACTUALITÉS :

– **« L'embryon, un patient ? »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 37 – Juin 2002.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Obstétrique et dialectique ou l'effet "rétroactif" de la jurisprudence »,** Cass. 1re civ., 9 octobre 2001, affaire Franck, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 31, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« La rémunération de l'activité libérale des praticiens hospitaliers »,** CE, 28 décembre 2001, Syndicat national de défense de l'exercice libéral de la médecine à l'hôpital, M. Angelvin-Bonnety et autres, par Vanessa CHIASSERNI, Élève Avocate Stagiaire au CNEH, page 33, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Indemnisation des infections nosocomiales en référé provision »,** TA d'Amiens, juge des référés, ordonnances des 11 septembre 2001 et 26 décembre 2001, M. X c/ CHU d'Amiens (req. nos 012928 et 013857), par Hubert DELESALLE, Consultant CNEH, page 34, A.J. N° 37 – Juin 2002.

– **« Les effets de la suspension d'un service face au référé suspension »,** CE 19 octobre 2001, M. Bail, par Vanessa CHIASSERINI, Élève Avocate Stagiaire au CNEH, et Grégory BAKCHA, Stagiaire au CNEH, page 35, A.J. N° 37 – Juin 2002.

VOS QUESTIONS :

– **« À qui remet-on le corps d'une personne décédée ? »,** par Stéphanie SEGUI, Consultante CNEH, page 37, A.J. N° 37 – Juin 2002.

N° 38 – OCTOBRE 2002

DOSSIER : « Quelle place pour les usagers dans les établissements de santé : Du texte à la mise en œuvre concrète »

– **« La représentation institutionnelle des usagers à l'hôpital : introduction ou intrusion ? »,** par Christophe GOT, Directeur adjoint, CHU de Rouen, Direction de la Clientèle (1995-2000), Direction de la Stratégie (depuis 2001), page 4, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« Quelles sont les attentes des usagers face aux nouvelles dispositions de la loi du 4 mars dernier ? »,** par Françoise OCHIN-DEMOUINI, Responsable des activités de bénévolat de la Fondation Claude Pompidou, page 13, A.J. N° 38 – Juin 2002.

– **« La maison des usagers : une expérience… »,** par Jean WILS, Chargé des Droits des usagers, HEGP, page 16, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« À la fondation hôpital Saint-Joseph, "Juste Deségards", veilleur attentif aux droits et responsabilités des usagers »,** par Marie-Odile NAULT, Relations patients, Danielle SARDA, Communication, et Agnès SIMON, Assistante systèmes d'information, page 19, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« L'expérience d'un groupe usagers "jury citoyen" au Centre hospitalier universitaire de Nantes »,** par Jean-Paul GUERIN, Directeur Général CHU de Nantes, page 21, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

ACTUALITÉS :

– **« La clause de conscience et le droit médical »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 25, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Défaut d'information du patient et perte d'information du patient et perte de chance »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 29, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

– **« Les proscrits du code pénal : Enfant à naître – Décès lors de l'accouchement – Imprudence de la sage-femme – Faute du docteur – Homicides involontaires (non) »,** C. 3559 (ch. crim.) 25 juin 2002, Proc. Gal., CA Versailles et Boccara Patrick, Cassation, Versailles, 19 juin 2000, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

FICHE DE LECTURE :

– **« Guide juridique du dossier médical informatisé »,** sous la direction d'Alain Bensoussan et d'Ariane Mole, Avocats à la Cour d'appel de Paris, MMI, Éd. Masson, Paris, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de cours à l'École Polytechnique, page 32, A.J. N° 38 – Octobre 2002.

2003

Nos 39-40 : DÉCEMBRE 2002/JANVIER 2003

DOSSIER : « Les premières applications de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits de patients et à la qualité du système de santé »

– **« L'accès du patient aux documents médicaux personnels détenus par les établissements et les professionnels de santé. Ses aspects pratiques à l'hôpital »,** par Marc DUPONT, Directeur d'Hôpital, Département des Droits du Malade, Direction Générale, AP-HP, page 4, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La difficile appréciation de la qualité d'ayant droit et son incidence sur l'accès au dossier médical »,** par Stéphanie SEGUI, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La loi du 4 mars 2002 : une avancée pour les mineurs ? Réflexions et vision pratique d'un médecin hospitalier »,** par le Dr Mireille NATHANSON, Praticien Hospitalier, Service de Médecine des enfants et des adolescents, Hôpital Jean-Verdier, Bondy, page 15, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« L'archivage du dossier médical : les points d'amélioration »,** par Agnès MASSON, Conservateur en Chef, Directrice du Service des Archives AP-HP, page 19, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Démocratie sanitaire et principe de réalité : l'accès au dossier médical en pratique au centre hospitalier de Saint-Quentin »,** par Alain DENEUF-GERMAIN, Responsable de la Cellule Juridique, CH de Saint-Quentin, page 21, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Les premières difficultés pratiques posées par la loi du 4 mars 2002 »,** par Laure HUE DE LA COLOMBE, Stagiaire au CNEH, page 29, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

ACTUALITÉS :

– **« Le sujet malade : un acteur de droit »,** par Philippe BATAILLE, Sociologue, Cadis-CNRS, EHESS Paris, Lille III, page 33, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Le refus de soins et ses limites, application de la loi du 4 mars 2002 »,** Ordonnance du CE du 16 août 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 38, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« Diagnostic prénatal erroné et handicap de l'enfant »,** Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 13 juin 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 38, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« À propos de l'application de la loi du 4 mars 2002 dans le temps »,** Avis de la Cour de cassation du 22 novembre 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 39 A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« L'application de la mise en place du système de solidarité nationale »,** Avis du Conseil d'État du 6 décembre 2002, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V page 40, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

– **« La querelle des méthodes médicales »,** Jugement du TGI de Paris du 22 octobre 2002, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 41, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

FICHE DE LECTURE :

– **« Prolégomènes à un nouveau droit médical »,** Bibliographie La responsabilité médicale à l'hôpital public, Évolution et perspectives de Stéphane Calvé, Éd. Seli Arslan SA Paris – 2002, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 43, A.J. Nos 39-40 – Décembre 2002/Janvier 2003.

N° 41 – MARS/AVRIL 2003 :

DOSSIER : « Technologies nouvelles et données de santé »

– **« Le dossier médical électronique »,** par Cyrille CHARBONNEAU, Chargé d'enseignement à l'Université Paris I et à l'Université Paris XII, page 4, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Exposé d'une réalisation pratique d'un dossier médical partiellement informatisé au centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer »,** par Bernard DEUXVILLE, Médecin DIM au Centre Hospitalier de Montreuil-sur-Mer, page 10, Mars/Avril 2003.

– **« Le tiers hébergeur et le service de conservation de dossiers de santé accessible à distance »,** par Stéphane VIVET, Directeur Délégué Santé et Science de la Vie, et Amaury VILLALON, Consultant Santé et Sciences de la Vie, Accenture, Conseil en Organisation et en Système d'Information, page 12, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Réseaux de santé et circulation électronique des données. Questions de droit »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 16, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Les réseaux de santé et la gestion du dossier médical sur Internet : les garanties de la loi informatique et libertés »,** par Jeanne BOSSI, Direction Juridique CNIL, page 21, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

ACTUALITÉS :

– **« Les acteurs de l'hôpital sont-ils tous des professionnels de santé ? »,** par Delphine JAAFAR, Élève Avocate Stagiaire CNEH, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Recherche de la responsabilité médicale pour faute ou sans faute »,** Arrêt du CE 7 février 2003, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 26, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« L'appréciation *in concreto* de l'obligation de surveillance »,** Arrêt du CE 7 février 2003, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 26, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

– **« Don de gamètes et consentement de l'épouse du donneur »,** Arrêt du CE 23 janvier 2003, par Nelly EYMARD, Juriste Stagiaire au CNEH, DESS de Droit de la Science Médicale, Université Paris V, page 27, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

FICHE DE LECTURE :

– **« Responsabilité médicale. Droit des malades »,** d'Angelo CASTELLATA, Éd. Dalloz, 2002, 302 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 41 – Mars/Avril 2003.

N° 42 – JUILLET 2003 :

DOSSIER : « Les droits du mineur, usager du système de santé : vers l'autonomie ? »

– **« Mineurs hospitalisés et loi du 4 mars 2002 »,** par Claudine ESPER, Professeur Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Autorité parentale et autonomie du mineur : confrontation ou cohérence ? Analyse d'un juge des enfants directeur des affaires juridiques aux HCL »,** par Sandrine MOTHE, Magistrat détaché à la Direction des Affaires Juridiques des Hospices Civils de Lyon, page 42 – Juillet 2003.

– **« Consentement et refus de soins du mineur : portées juridiques et pratiques »,** par Caroline REY-SALMON, Pédiatre des Hôpitaux, Médecin Légiste, Responsable de l'Unité Médico-Judiciaire pour Mineurs Victimes, Hôpital Armand Trousseau (AP-HP), page 15, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« L'évidente préservation de la relation confidentielle dans les soins aux adolescents : quand le**

droit se rapproche de la pratique », par le Dr Patrick ALVIN, Chef du Service de Médecine pour adolescents, Fédération de Pédiatrie, Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 19, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Réflexions sur le dossier médical en pédopsychiatrie depuis la loi du 4 mars 2002 »,** par Marie-Christine MOUREN, Professeur des Universités, Praticien Hospitalier, Chef de Service, Pédopsychiatre, Hôpital Robert Debré (AP-HP), page 20, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Il y a vingt ans au Royaume-Uni : la révolution du mineur "Gillick competent", ou comment l'autonomie médicale du mineur a été reconnue »,** par le Dr Patrick ALVIN, Chef de Service de Médecine pour adolescents, Fédération de Pédiatrie Centre Hospitalier Universitaire de Bicêtre (AP-HP), page 22, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

ACTUALITÉS :

– **« Les sociétés d'économie mixte locales (SEML) dans le secteur de la santé, le droit confronté au fait »,** par Delphine JAAFAR, Avocate préstagiaire Institut de Droit Public des Affaires, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

CHRONIQUE ET NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« SEM et coopération interhospitalier »,** Tribunal administratif de Poitiers, 19 décembre de l'hospitalisation de Poitou-Charente c/ Centre hospitalier de Royan, par Hubert DELESALLE, Conseiller au Tribunal Administratif de Poitiers, page 29, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Un litige entre les ayants droit n'empêche pas ceux-ci d'accéder au dossier médical du défunt »,** CE 29 janvier 2003, AP-HP, Req. n° 214070, par Patrick CHICHE, Docteur en Droit, Directeur des Affaires Juridiques, CHU de Nice, Hôpital Cimiez, page 30, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Des fautes d'un établissement hospitalier : la compromission des chances d'un patient de se rétablir »,** CE, 19 mars 2003, Centre Hospitalier régional et universitaire de Caen, req. nos 195007 et 211317, par Cécile BARROIS, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), Maîtrise en Droit Public et Magistère Droit Public des Affaires (Université Jean Moulin, Lyon III), page 32, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« Précisions sur le nouveau délai de prescription décennale des actions en responsabilité médicale »,** Avis CE du 19 mars 2003, par Marie DE FRANQUEVILLE, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), DESS de Droit de la Sécurité Sanitaire (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), page 32, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

FICHES DE LECTURE :

– **« Droit et santé de l'enfant »,** de Domitille Duval-Arnould et Marc Duval-Arnould, Éd. Masson, 2002, 264 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 33, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

– **« L'Enfant, l'adolescent à l'hôpital »,** de Marc Dupont et Caroline Rey-Salmon, Doin Éditeurs, Coll. Les guides de l'AP-HP, 2002, 590 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 42 – Juillet 2003.

N° 43 – SEPTEMBRE/OCTOBRE 2003

DOSSIER : « Droits des malades et responsabilité médicale en droit comparé »

– **« Le droit des malades en Europe : comparaison des législations de certains pays voisins de la France »,** par Florence CHENAL, Hélène ROCA, et Thomas VAN DEN HEUVEL, DESS Droit de la Science Médicale, page 4, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« La responsabilité médicale en Europe »,** par Nolwenn DUIGOU, Anouck ELLIE et Chloé TEILLARD, DESS Droit de la Science Médicale, page 10, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« La responsabilité médicale aux États-Unis »,** par Maris BERNADI, Anaïs FRANÇAIS-MINOT et Magali TERPEREAU, DESS Droit de la Science Médicale, page 15, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

ACTUALITÉS :

– **« La nouvelle codification de la partie réglementaire du Code de la santé publique et la consécration d'un texte essentiel mais méconnu »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté, page 18, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Un retard dans le diagnostic, une perte de chance de guérison ? »,** Cour d'appel de Paris, 1re chambre, section B, arrêt du 20 mars 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 22, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Composition de la commission médicale d'établissement d'un syndicat interhospitalier »,** TA Versailles 25 avril 2003, MM. Wolf et Duchêne c/ syndicat interhospitalier Étampes-Pithiviers, par Cécile BARROIS, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté (CNEH), Maîtrise en Droit Public et Magistère Droit Public des Affaires (Université Jean Moulin, Lyon III), page 23, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« De la charité au service public »,** CE 3 février 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 24, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

– **« Une exception de droit public à l'autonomie du malade : la vaccination (hépatite B) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 27, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

FICHE DE LECTURE :

– **« Hôpitaux et cliniques – Les nouvelles responsabilités »,** de Stan Le Scolan et Rémi Pellet, Préface d'Alain Coulomb, Directeur Général de l'ANAES, Éd. Economica, 2003, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 43 – Septembre/Octobre 2003.

Nos 44-45 – DÉCEMBRE 2003 :

DOSSIER : « L'ordonnance hospitalière du 4 septembre 2003. Une simplification de l'organisation et du fonctionnement hospitalier ? »

– **« Les transferts de compétence : la simplification par la concentration »,** par Delphine JAAFAR, École

de formation du Barreau de Paris, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Création des établissements ou services sociaux et médico-sociaux »,** par Agnès BERTRAND, Responsable du Centre Gérontéval du CNEH, page 6, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« La nouvelle planification sanitaire – Anciennes et nouvelles dispositions – Commentaires »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 7, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Le groupement de coopération sanitaire et l'ordonnance du 4 septembre 2003 »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 22, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Le bail emphytéotique hospitalier, nouvel instrument de financement et de réalisation des opérations d'investissement hospitalier »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 34, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« La délégation de maîtrise d'ouvrage dans le cadre du plan Hôpital 2007 »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, page 39, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

ACTUALITÉS :

– **« Les psychologues face aux directives communautaires »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 44, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **« Jurisprudence commentée. La sanction de la mauvaise tenue du dossier médical »,** Conseil d'État, 28 avril 2003, n° 238 181, M. André P., par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 46, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Janus ou la double responsabilité (sclérose en plaques imputable à la vaccination contre l'hépatite B) »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 47, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

– **« Contribution à la théorie aléatoire de la perte de chance »,** Arrêt de la Cour d'appel de Paris, 1re ch. section B du 4 avril 2003, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

FICHE DE LECTURE :

– **« Traçabilité et responsabilité »,** sous la direction de Philippe Pedrot, Maître de Conférences à l'Université de Toulon et du Var, Éd. Economica, 2003, 323 pages, commenté par Jacques BONNEAU, page 50, A.J. Nos 44-45 – Décembre 2003.

2004

N° 46 – JUIN/JUILLET 2004 :

DOSSIER : « Le groupement de coopération sanitaire, outil privilégié de coopération de santé aspects novateurs »

– **« Objet du groupement de coopération sanitaire »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Statut et intervention des personnels des établissements publics de santé au sein du groupement de coopération sanitaire : pistes de travail »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Prestations médicales croisées et flux correspondants »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Financement du groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et fiscalité »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« La nature des conventions passées par les groupements de coopération sanitaire »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Consultant CNEH, page 13, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et investissement hospitalier »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et expérimentation »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Groupement de coopération sanitaire et responsabilités »,** par Claudine ESPER, Professeur, Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Coopération sanitaire : tableau comparatif des trois groupements envisageable »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 25, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

– **« Un groupement de coopération sanitaire public/privé opérationnel depuis cinq ans : l'unité de chirurgie cardiaque de l'Artois »,** par René CAILLET, Directeur du Centre Hospitalier de Lens, et Nicolas MAQUET, Directeur Régional Nord-Pas-de-Calais de la Générale de Santé, et Patrick BOSSU, Administrateur du GCS « UCCA », page 26, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Arrêt de la Cour de cassation du 27 novembre 2003 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 32, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.
- **« Jugement du tribunal administratif d'Amiens du 9 mars 2004 »,** par Anaïs FRANÇAIS-MINOT, Diplômée du DESS Droit de la Science Médicale Université Paris V, René Descartes, page 33, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.
- **« Arrêt de la Cour d'appel de Paris (1re ch. civ.) du 5 novembre 2003 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.
- **« Arrêt de la Cour d'appel de Paris (1re ch. B) du 4 mars 2004 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 36, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

FICHE DE LECTURE :

- **« Droit hospitalier »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Éd. Dalloz cours, 4e édition, 2003, 706 pages, commenté par Jacques BONNEAU, page 38, A.J. N° 46 – Juin/Juillet 2004.

N° 47 – SEPTEMBRE/OCTOBRE 2004 :

DOSSIER : « SVP juridique » : Questions choisies :

- **« Actes administratifs, régimes de publicité des actes des établissements publics de santé et délibérations non réglementaires du conseil d'administration – Code des marchés publics – Documents administratifs, communication – Compétences du personnel hospitalier – Décès et dépôt de biens, actes post décès – Dépôt des biens du patient – Le dossier médical du patient, communication et conservation – Droits, obligations et garanties des personnels hospitaliers – Droits et responsabilités du patient – Relations hôpital/police/justice – Opération immobilière, affectation, extension, fiscalité – Pouvoirs et compétences du directeur – La protection des personnes incapables – Frais de séjour, procédure de recouvrement – Signature électronique, utilisation »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

ACTUALITÉS :

- **« Arrêté du 5 mars 2004 portant homologation des recommandations de bonnes pratiques relatives à l'accès aux informations concernant la santé d'une personne, et notamment l'accompagnement de cet accès »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté, page 53, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.
- **« Ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat »,** par Delphine JAAFAR, Avocate, Experte au Centre de Droit JuriSanté, page 56, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

FICHE DE LECTURE :

- **« Mettre en œuvre le droit des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales »,** de Rolland Janvier, Yves Matho, Dunod, Éd. Dunod, série Établissements et Services, Coll. Action sociale, 3e édition, juillet 2004, 318 pages, commenté par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante Centre de Droit Juri-Santé, page 61, A.J. N° 47 – Septembre/Octobre 2004.

N° 48 – DÉCEMBRE 2004/JANVIER 2005 :

DOSSIER : « La garde de direction »

- **« La responsabilité de l'administrateur de garde à l'hôpital public »,** par Caroline GAL, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« Le plan blanc en cinq questions »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 7, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« La mise en œuvre du plan blanc »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital Centre Hospitalier de Longjumeau, page 9, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« L'accueil des patients mineurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 11, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« L'admission du patient »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 13, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« Les pouvoirs de police de l'administrateur de garde »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« L'hospitalisation sous contrainte du patient atteint de troubles mentaux »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 16, A.J. N° 49 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« Les relations entre l'hôpital, la police et la justice : éléments de base »,** par Michaël GALY, Directeur d'Hôpital Centre Hospitalier de Longjumeau, page 18, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« Le décès à l'hôpital »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 23, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« La sortie du patient »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au CNEH, page 26, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

ACTUALITÉS :

- **« Avis rendu par la CADA sur la communication des dossiers médicaux »,** par Dominique PELJAK, Directeur d'Hôpital, Auteur de l'ouvrage « Les droits du patient hospitalisé », Lamarre, Août 2003, page 29, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

- **« Communication du dossier médical : la notion d'informations formalisées »,** Cour administrative d'appel de Paris 16 septembre 2004, par Marion SCHINTZLER, DESS Droit de la Science Médicale, Université René Descartes Paris V, page 32, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.
- **« Cour d'appel de Paris 1re chambre, 17 juin 2004 »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 34, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

FICHE DE LECTURE :

– **« Les droits des usagers du système de santé »,** de Claude Evin, Éd. Berger-Levrault, Coll. Les indispensables, 2002, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 36, A.J. N° 48 – Décembre 2004/Janvier 2005.

2005

N° 49 – MARS/AVRIL 2005 :

DOSSIER : « Fonction publique hospitalière : principes et actualités » première partie

– **« Le statut : quel champ d'application ? »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Des organismes consultatifs : identification et impact dans le droit de la fonction publique hospitalière »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

– **« Droits, garanties et obligations du fonctionnaire : l'essence du droit de la fonction publique hospitalière »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

ACTUALITÉS :

– **« La commission des relations avec les usagers et la qualité de la prise en charge : du texte à l'application pratique en passant par les problématiques posées »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste en Droit de la Santé, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

NOTE DE JURISPRUDENCE :

– **« La communication du dossier médical dans le cadre d'une expertise judiciaire »,** Cour de cassation, 1re ch. civ., 7 décembre 2004, n° 02-12539, par Marion SCHINTZLER, DESS Droit de la Science Médicale, Université René Descartes Paris V, page 22, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

À LIRE :

– **« Faire face à la violence dans les institutions de santé »,** de Michel Michel, Psychosociologue et Jean-François Thirion, Docteur en Science de l'Éducation, Éd. Lamarre, Collection Fonction cadre de santé, Série Gestion des risques et de la qualité, 1re édition Août 2004, 237 pages, commenté par Marion SCHNITZLER, DESS Droit de la Science Médicale, page 24, A.J. N° 49 – Mars/Avril 2005.

N° 50 – JUIN 2005 :

DOSSIER : « Fonction publique hospitalière : principes et actualités » seconde partie

– **« Les positions : un éventail statutaire à maîtriser »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« La protection sociale du fonctionnaire : des règles juridiques pour une meilleure gestion »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

– **« Les contrats à l'hôpital : quelle place dans le droit de la fonction publique hospitalière ? »,** par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, Juristes et Experts au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 11, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

ACTUALITÉS : le point sur…

– **« La jurisprudence du Conseil d'État relative aux statuts des médecins hospitaliers »,** par Alix DURET et Maud HUBERT, Stagiaires au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

– **« Entre maladie et maltraitance : la maladie des "os de verre" »,** par Aurore ROCHETTE, Juriste en Droit et Politique de Santé, Stagiaire CNEH, page 1, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

À LIRE :

– **« La religion à l'Hôpital : laïcité et respect et culte, refus de soins, interdits alimentaires, rites funéraires »,** d'Isabelle Lévy, Éd. Harmattan, par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 50 – Mai/Juin 2005.

N° 51 – OCTOBRE 2005 :

DOSSIER : « La Nouvelle Gouvernance Hospitalière : Analyse et portée de l'Ordonnance du 2 mai 2005 »

– **« La nouvelle organisation de l'hôpital public – Les pôles d'activité – La contractualisation interne – La délégation de gestion »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V, page 4, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La nouvelle architecture institutionnelle née des ordonnances sur la gouvernance de l'hôpital : de nouveaux pouvoirs ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate à la Cour, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7 A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Le conseil exécutif, nouveau maillon du processus décisionnel dans les établissements publics de santé »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Les nouveaux fondamentaux de la procédure et de l'organisation budgétaires »,** par François MENDELMONT, Directeur d'Hôpital, Consultant au CNEH, page 17, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« La refondation juridique des centres de lutte contre le cancer issue de l'ordonnance du 2 mai 2005 »,** par Éric ROSSINI, Docteur en Droit, Secrétaire Général du Centre Régional de lutte contre le cancer « Paul Strauss » de Strasbourg, page 21, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« CHU de Toulouse : 26 pôles, deux ans de recul et quelques questions… »,** par Daniel DUROU, Consultant Interne CHU de Toulouse, Cabinet du Directeur Général, page 27, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Le conseil exécutif, nouveau maillon du processus décisionnel dans les établissements publics de santé »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 15, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

– **« Inquiétudes et espoirs des futurs acteurs de la nouvelle gouvernance hospitalière »,** par Antoine FAURE, Consultant CNEH, Chef de projet du suivi national de l'anticipation de la nouvelle gouvernance hospitalière, page 31, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

ACTUALITÉS :

– **« Commentaire de la loi 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie »,** (JO du 23 avril 2005), par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

– **« Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État, 12 janvier 2005, M.K. n° 256001 : valeur juridique des RMO »,** par Aurore ROCHETTE, Juriste en Droit et Politique de Santé, Stagiaire CNEH, page 39, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

À LIRE :

– **« Le secret professionnel »,** de Bruno Py, Éd. L'Harmattan, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 35, A.J. N° 51 – Octobre 2005.

N° 52 – DÉCEMBRE 2005/JANVIER 2006 :

DOSSIER : « Le Bail Emphytéotique Hospitalier »

– **« La passation d'un bail emphytéotique hospitalier ou les nouvelles contrariétés des directeurs d'établissements publics de santé »,** par Thomas CHARAT, Avocat à la Cour, Institut de Droit Public des Affaires, page 4, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le Bail emphytéotique hospitalier et coopération »,** par Claudine ESPER, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V et Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante CNEH, page 7, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le financement indirect des investissements immobiliers, le bail emphytéotique hospitalier »,** par Serge BAYARD, Directeur PPP, Groupe CNCE et Daniel BAURU, Directeur du Développement, Groupe CNCE, page 10, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le BEH : un ami qui vous veut du BIEN »,** par Jean-Marc KILLIAN, Directeur des Travaux, Centre Hospitalier de Pontoise, page 16, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

ACTUALITÉS :

– **« Le nouveau régime disciplinaire et pénal de l'organisation des professions de santé »,** par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire européen de droit de la santé, page 17, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE :

– **« La responsabilité de l'État et l'aide médicale d'urgence »,** Cour Administrative d'appel de Bordeaux, 17 mai 2005, n° 03BX00077, par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire Européen de Droit de la Santé, page 22, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« La non rétroactivité de la loi du 4 mars 2002 en matière d'infections nosocomiales »,** Cour de Cass. Civ., 18 octobre 2005, n° 04-14-268, M. Delalande, par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches, Laboratoire Européen de Droit de la Santé, page 24, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Les modalités de communication du dossier médical »,** Conseil d'État, du 26 septembre 2005, CNOM, par Sophie CZUWAK, Juriste Stagiaire au CNEH, page 26, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

– **« Le règlement amiable en droit de la santé »,** jugement du tribunal administratif de Versailles, 28 juillet 2005, affaire Pellégrino, par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 29, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

À LIRE :

– **« Droit hospitalier »,** de Marc Dupont, Claudine Esper et Christian Paire, Éd. Dalloz, commenté par Marion SCHNITZLER, DESS Droit de la Science Médicale, page 31, A.J. N° 52 – Décembre 2005/Janvier 2006.

2006

N° 53 – AVRIL 2006 :

DOSSIER : Le domaine public

– **« Avant-propos »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La modernisation de la gestion patrimoniale hospitalière à la croisée des chemins »,** par Vincent TAILLANDIER, Directeur de la MAINH, page 5, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La notion de domaine privé hospitalier : de nouveaux contours à dicter par la réforme »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La convention d'occupation du domaine public : le crédit-bail immobilier est-il envisageable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 13, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« La cession d'une dépendance du domaine public hospitalier ou comment aliéner un bien inaliénable ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« Le transfert de propriété d'une dépendance du domaine public entre deux établissements publics de santé : la quadrature du cercle résolue par le Code général de la propriété des personnes publiques »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 53 – Avril 2006.

ACTUALITÉS :

– **« Le décret du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel »,** Fiche de synthèse, par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté CNEH, page 20, A.J. N° 53 – Avril 2006.

– **« Les nouvelles règles d'archivage du dossier médical : entre clair et obscur »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 53 – Avril 2006.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

– **« Non-rétroactivité du dispositif "anti-Péruche" : le juge pris en étau entre jurisprudence européenne et loi française »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 53 – Avril 2006.

À LIRE :

– **« Le nouveau droit de la Bioéthique »,** commentaire et analyse de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique, Éd. Litec, commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 33, A.J. N° 53 – Avril 2006.

N° 54 – AVRIL 2006 :

DOSSIER : À propos de la nouvelle charte de la personne hospitalisée (du 2 mai 2006) – Dossier réalisé par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et de l'Administration Générale, CH de Pau avec la collaboration d'Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante, au Centre de Droit JuriSanté du CNEH.

– **« Avant-propos »,** page 4, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Aspects historiques des droits des malades : l'émergence des droits des malades, un phénomène toujours récent »,** page 7, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« D'une charte à l'autre »,** page 12, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Les droits des patients de la charte du 6 mai 1995 à la charte du 2 mars 2006 : analyse et réflexions synthétiques »,** page 18, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Réflexions sur la place des droits des patients dans la "dialectique" de la relation soignant soigné »,** page 24, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

– **« Au-delà des droits des patients »,** page 26, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

ACTUALITÉS :

– **« Nouvelles technologies médicales et aléa thérapeutiques »,** par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

À LIRE :

– **« Le nouveau fonctionnement des EHPAD »,** de Gérard Brami, Éd. Berger-Levrault commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 30, A.J. N° 54 – Juillet 2006.

N° 55 – AVRIL OU SEPTEMBRE ??? 2006 :

DOSSIER : Le statut de la fonction publique hospitalière : 20 ans, 1986-2006

– **« 1986-2006 : du statut à la reconnaissance des nouveaux métiers à l'hôpital »,** par Hélène DE FAVERGES, Directrice d'Hôpital, AO-HP, Cabinet de la Directrice Générale (pôle AVEC), page 5, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Droits et obligations statutaires : quelles évolutions ? »,** par Guillem CASANOVA et Jacques MOURNAUD, Élèves Avocats, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« L'évolution du principe d'exclusivité dans la fonction publique hospitalière et la notion de cumul d'emplois depuis 1986 »,** par Brigitte DE LARD, Juriste, Experte du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 55 – Juillet 2006.

– **« Le statut de la fonction publique 20 ans après... Vers une culture du contrat ? »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la conférence du stage, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

ACTUALITÉS :

– **« Synthèse du nouveau régime d'autorisation des activités de soins et des équipements lourds – partie I »,** par Joëlle PICHON, Responsable des affaires juridiques, des assurances et des relations avec les usagers, Centre de Lutte Contre le Cancer Nantes – Atlantique, page 23, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« La réforme du Code des Marchés Publics (CMP) »,** Fiche de synthèse, par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 26, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Le nouveau Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

– **« La pénalisation de la transmission du SIDA par voie sexuelle »,** par Anaïs FRANÇAIS-MINOT, Avocate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, 32, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« Le cumul de la faute personnelle détachable et de la faute de service : vers une responsabilité de plus en plus partagée entre le médecin et l'hôpital »,** par Mylène BUREAU, Élève Avocate Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, 34, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

– **« La réglementation des professions de santé : Quid des ostéopathes »,** par Laurent DELPRAT, Docteur en Droit Privé et Sciences Criminelles, ATER, Laboratoire Européen Droit de la Santé 37, A.J. N° 55 – Septembre 2006.

N° 56 – DÉCEMBRE 2006 :

DOSSIER : Le nouveau Code des marchés publics

– **« Le nouveau cadre juridique des achats publics et privés dans le domaine hospitalier »,** par

Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 5, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les achats publics en milieu hospitalier »,** par Jean-Marc BONNASSOT, Consultant du CNEH, page 13, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Le nouveau Code des marchés publics : quelques mesures en faveur des PME »,** par Jacques MOURNAUD, Juriste, page 15, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Observations sur le risque du référé précontractuel dans la passation des marchés publics »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat au Barreau de Paris, Expert au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Les accords-cadres : La grande nouveauté du Code des marchés publics 2006 »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Secrétaire de la conférence du stage, Experte au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

ACTUALITÉS :

– **« Synthèse des anciennes et nouvelles autorisations des activités de soins et des équipements lourds – partie II »,** par Joëlle PICHON, Responsable des affaires juridiques, des assurances et des relations avec les usagers, Centre de Lutte Contre le Cancer Nantes – Atlantique, page 26, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

À LIRE :

– **« L'alibi éthique »,** de Didier Sicard, Éd. Plon, commenté par Jean BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique, page 28, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« Dictionnaire de droit de la santé et de biomédecine »,** de Pierre LE COZ, Éd. Ellipses, présenté par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 29, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« La psychiatrie est-elle soluble dans le droit médical ? »,** de Antoine Leca, Thibault Conggryp, Louis Saint-Pierre, Éd. Presses Universitaire Aix-Marseille, commenté par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 30, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« La relation médecin-malade : information et mensonge »,** de Sylvie FAIZANG, Éd. PUF, commenté par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

– **« La fonction publique hospitalière »,** de Didier STRINGRE, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 2006, commenté par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 29, A.J. N° 56 – Décembre 2006.

2007

Nos 57/58 – AVRIL 2007 :

DOSSIER : Spécial SVP juridique : Questions choisies

Archives hospitalières : conservation, élimination ; associations et hôpital ; contentieux et procédures ; la commission des relations avec les usagers et la qualité de la prise en charge ; cumul, incompatibilité ; décès, autopsie ; discipline ; donations ; dossier médical ; droits et obligations des usagers ; gérance de tutelle ; gestion du personnel hospitalier ; instances ; profession et responsabilité ; psychiatrie ; pouvoir et compétences du directeur ; relations hôpital police et justice ; secret professionnel ; soins : prises en charge financière ; valeur des textes – par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté, page 4, A.J. Nos 57/58 – Avril 2007.

ACTUALITÉS :

– **« Les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 61, A.J. Nos 57/58 – Avril 2007.

À LIRE :

– **« Petite philosophie de la chirurgie »,** de Philippe Hubinois, Éd. Michalon 2006, Coll. Encre Marine, 307 pages, commenté par Jacques BONNEAU, ancien Chargé de Cours à l'École Polytechnique.

N° 59 – SEPTEMBRE 2007 :

DOSSIER spécial : Les associations à l'hôpital

– **« Présentation des règles fondamentales du droit commun des associations »,** par Guillem CASANOVAS, Juriste-Consultant au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Un hôpital public peut-il être membre d'une association ? »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Association et subventions : des liaisons dangereuses »,** par Delphine JAAFAR, Avocate auprès du Barreau de Paris, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Les associations de soins, de prévention, de réadaptation et de réhabilitation des patients en psychiatrie »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« La mise à disposition des locaux hospitaliers à une association : une liberté encadrée »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« L'agrément des associations d'usagers »,** par Mylène BUREAU, Élève Avocate, Experte CNEH, page 20, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Le risque de la gestion de fait par le directeur d'hôpital »,** par Brigitte DE LARD, Juriste chargée

d'études, Assurance maladie, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 24, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

ACTUALITÉS :

– **« Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs »,** par Stéphanie SEGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

– **« Diligent mais responsable !... Le défaut de fouille à corps d'un patient suicidaire est constitutif d'une faute dans l'organisation du service public hospitalier »,** CAA de Douai, 6 février 2007, CH de Denain, par Carole DEBAZAC, Juriste Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

PETITES NOTES DE JURISPRUDENCE :

– **Cour administrative d'appel de Nancy, 15 février 2007, Dame Thiériot** – Devoir d'information – Perte de chance, non-responsabilité, non, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **Cour administrative d'appel de Bordeaux, 27 décembre 2006, Mutuelle assurance de l'éducation et sieur Abou Kassem** – Dommage survenu – Responsabilité pour faute, non – La seule prose en charge possible a été mise en œuvre, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **Cour administrative d'appel de Lyon, 19 décembre 2006, Dame Ruffo** – Établissement psychiatrique – Conditions d'hospitalisation – Sortie non accompagnée – Défaut de surveillance – Responsabilité, oui, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **Cour administrative d'appel de Marseille, sieur Baumgartner, 25 janvier 2007** – Devoir d'information – Information sur les effets secondaires – Conditions du consentement éclairé – Information donnée – Preuve écrite – Responsabilité, non, page 34, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **Cour administrative d'appel de Marseille, Dame Macaine, 25 janvier 2007** – Établissement psychiatrique – Mise en chambre d'isolement – Surveillance et traitement adaptés – Comportement imprévisible du patient – Chute – Responsabilité, non, page 354, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **Décision du conseil d'État, sieur Lacroix, 26 janvier 2007** – Médecin – Mesure de suspension – Délais de communication à l'autorité disciplinaire non respectée – Annulation de la mesure, page 35, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

À LIRE :

– **« Droit de la santé »,** de Anne Laude, Bertrand Mathieu, Didier Tabuteau, Éd. PUF 2007, Coll. Thémis Droit, 1 page, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 36, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Les violences conjugales »,** de Geneviève Madou, Éd. du Puits Fleuri 2007, Coll. Le conseiller juridique, 256 pages, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 37, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« Les contes de Ségur : les coulisses de la politique de santé (1988-2006) »,** de Didier Tabuteau, Éd. Ophrys, 2007, 1 page, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 38, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

– **« La prise en charge des dépenses de santé par la solidarité nationale : actes du colloque de Toulon »,** sous la direction d'Antoine Leca et de Geneviève Rebecq, Éd. PUAM, Coll. Droit de la Santé 2007, 211 pages, commenté par l'équipe du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 39, A.J. N° 59 – Septembre 2008.

N° 60 – DÉCEMBRE 2007 :

DOSSIER : « La réforme de la protection juridique des personnes majeures »

– **« La loi portant réforme de la protection des majeurs : sa structuration, son organisation, ses principes ou ses clés de compréhension... ses enjeux : les réelles modifications de la réforme et leur sens »,** par Marjorie BRUSORIO-AILLAUD, Maître de conférences à l'Université de Picardie Jules Verne, page 4, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Tableau comparatif des mesures de protection juridique entre les lois du 3 janvier 1968 et du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 8, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Responsabilité des acteurs de la protection »,** par Laura BESERMAN, Juriste Stagiaire, Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste-Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 31, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La nouvelle profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs : l'avis d'un professionnel »,** Interview de Josiane TRIMARCHE, Formatrice et Membre du Bureau de l'Association Nationale des Gérants de Tutelle (ANGT), réalisée par Stéphane PERUQUE pour Actualités JuriSanté, page 35, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs en établissement de santé, social ou médico-social »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 38, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Tableau comparatif des structures de coopération envisageables pour assurer la gestion d'un service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante au CNEH, page 45, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Le financement des mesures juridiques de protection des majeurs issu de la loi du 5 mars 2007 »,** par Stéphane PERUQUE, Juriste Gérant de Tutelle au Centre Hospitalier de Niort, page 46, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« Les dangers du mandat de protection future »,** par Guillem CASANOVAS, Juriste, Consultant au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 50, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

– **« La réforme de la protection des majeurs et ses innovations : les mesures d'accompagnement**

social personnalisé et la mesure d'accompagnement judiciaire », par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante en Droit de la Santé au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 53, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE :

- **« La fin de la controverse relative à l'application dans le temps de la loi About ? »,** par Samuel LEOCADIE, Stagiaire au Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 57, A.J. N° 60 – Décembre 2007.
- **« Le secret professionnel et le droit au respect de la vie privée peuvent-ils faire échec aux droits de la défense ? »,** par Aurélie THIBAULT, Élève Avocate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté, page 61, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

À LIRE :

- **« Patients, quels sont vos droits ? Connaître ses droits pour être mieux soigné »,** de Jean Wils et Mélanie Germont, HEGP, Éd. In Press, Coll. Questions de patients, commenté par le Centre de Droit JuriSanté, page 67, A.J. N° 60 – Décembre 2007.
- **« Droit hospitalier »,** de Claudine Bergoignan-Esper, Marc Dupont, Christian Paire, Éd. Dalloz, Coll. Cours de droit, 6e édition, 2007, commenté par le Centre de Droit JuriSanté, page 67, A.J. N° 60 – Décembre 2007.

2008

N° 61 – MARS 2008 :

DOSSIER : « Médiation et santé : une évidence ? Actes du colloque du 17 janvier 2008 »

- **« Discours introductif »,** par Michelle GUILLAUME-HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs et de l'IMGH, page 4, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Le règlement des conflits : médiateur en santé existe-t-il ? Indications et prescription de la médiation en santé »,** par Guy LESŒURS, Médiateur, Consultant, Président de l'Institut KeruX International et de SCRAMED, page 7, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Le travail en réseau et le sens du soin »,** par Marie-Andrée SADOT, ancienne Directrice de l'École Sociale de la Caisse d'Assurance Maladie d'Ile-de-France, page 13, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Le triangle Patient-Famille-Soignant »,** par Michelle GUILLAUME-HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs et de l'IMGH et Maggy ROMIGUIÈRE, Cadre Supérieur IOE, page 16, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Le consentement éclairé »,** par Sadek BELOUCIF, Médecin APHP, ancien Membre du Comité National d'Éthique, page 19, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« La médiation et la conciliation ne sont pas interchangeables »,** par Jacques HUREAU, Professeur de Médecine, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Expert Honoraire agréé par la Cour de Cassation, page 24, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Désenclaver la médiation juridique »,** par Alain ROY, Médiateur, Formateur en Médiation, page 28, A.J. N°61 – Mars 2008.
- **« L'indispensable tiers »,** par Chantal DESCHAMPS, Membre du Comité consultatif national d'éthique, page 30, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Le médiateur, un acteur bien identifiable »,** par Michelle GUILLAUME-HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs, page 34, A.J. N° 61 – Mars 2008.
- **« Synthèse »,** par Michelle GUILLAUME-HOFFNUNG, Professeur des Facultés de Droit, Médiatrice, Présidente de l'Union Professionnelle des Médiateurs, page 38, A.J. N° 61 – Mars 2008.

N° 62 – JUIN 2008 :

DOSSIER : « Conventions d'hôtellerie et de confort des patients : quel régime juridique ? »

- **« Établissements publics de santé : quel régime pour les conventions de location de téléviseur ? »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 62 – Juin 2008.
- **« Interview de Monsieur J. Pascal, Directeur Général de CODIAM Multimédia : les secteurs d'activité principaux »,** Propos recueillis par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 7, A.J. N° 62 – Juin 2008.
- **« La nature juridique des conventions d'exploitation de boutiques-cafétérias dans les centres hospitaliers »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 9, A.J. N° 62 – Juin 2008.
- **« Le recours aux annonceurs pour financer les supports de communication des hôpitaux et code des marchés publics »,** par Sanaa MARZOUG, Directrice d'Hôpital, Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 62 – Juin 2008.

ACTUALITÉS :

- **« Mobilité du fonctionnaire hospitalier : mobilité imposée ou mobilité choisie ? »,** par Clothilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 15, A.J. N° 62 – Juin 2008.

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :

- **« Confirmation de l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'État relative à l'indemnisation d'une perte de chance du fait d'une erreur médicale »,** par Aude CHARBONNEL, Juriste Stagiaire du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 62 – Juin 2008.

N° 63 – NOVEMBRE 2008 :

DOSSIER : « La personne de confiance en 2008 »

- **« La personne de confiance en questions : point juridique sur une notion encore mal connue »,** par Isabelle GENOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 3, A.J. N° 63 – Novembre 2008.
- **« La personne de confiance dans les textes : fiche récapitulative des missions de la personne de confiance, annexe de l'article Personne de confiance en questions »,** réalisée par Isabelle

GENOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 17, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La nature juridique des conventions d'exploitation de boutiques-cafétérias dans les centres hospitaliers »,** par Rodolphe RAYSSAC, Avocat à la Cour, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 9, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La démarche du Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph, relative à la personne de confiance ou comment faire connaître, comprendre et appliquer un droit de l'usager »,** par Marie-Odile NAULT, Responsable du Service Relation Patients du Groupe Hospitalier Paris Saint Joseph, page 23, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance au Centre hospitalier Sainte Anne (CHSA) : méthodologie pour la mise en œuvre d'un droit »,** par Marianne MAZODIER, Psychiatre, PH du CHSA et Virginie MONNOT, Responsable Sualité, CHSA, page 32 A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La désignation de la personne de confiance : une faculté encore peu méconnue et peu utilisée »,** par Philippe JEAN, Directeur des Affaires Médicales et des Droits des Patients, CH de Pau, page 36, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« À propos de la personne de confiance dans les établissements sociaux et médicaux sociaux : de la règle de droit à la mise en pratique point de vue médical »,** propos recueillis par Évelyne JOFFRION, Directrice d'Établissement et Gestionnaire des Risques, Consultante CNEH, page 38, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance dans les lois belge et française relatives aux droits des patients et à la fin de vie »,** par Aude CHARBONNEL, Juriste, page 41, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

– **« La personne de confiance en droit comparé : tableau comparatif »,** par Nathalie PY, Juriste Stagiaire, et Églantine LHERMITE, Élève Avocate Stagiaire, page 45, A.J. N° 63 – Novembre 2008.

ACTUALITÉS :

– **« Le décret du 21 août 2008 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique hospitalière »,** par Guillem CASANOVA, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH et Églantine LHERMITE, Élève Avocate Stagiaire page 47, A.J. N° 62 – Juin 2008.

2009

N° 64 – JANVIER 2009 :

DOSSIER : « Le GCSMS : Groupement de Coopération Sociale ou Médico-Sociale »

– **« Les modalités de coopération dans le secteur médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« L'objet du CGMS, textes et exemples »**, par Sanaa MARZOUG, Directeur d'Hôpital, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« L'imposition des activités commerciales du GCSMS »,** par Guillem CASANOVA, Avocat au Barreau de Paris, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« GCS ou GCSMS : quel choix pour les dirigeants des établissements médico-sociaux ? »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 16, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Les modalités de coopération dans le secteur médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

– **« Un exemple de Groupement de coopération Sociale ou Médico-sociale : le GCSMS du Centre Picardie, un partenariat au service de nos aînés »,** par Charly FRASIER, Directeur des EPHAD de Athies et Epehy, page 21, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

ACTUALITÉS :

– **« Modifications des règles de la commande publique – Fiche de synthèse des décrets nos 2008-1334 du 17 décembre 2008 et 2008-1355 et 1356 du 19 décembre 2008 »,** par Rodolphe RAYSSAC et Guillem CASANOVA, Avocats au Barreau de Paris, Experts auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 25, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

À LIRE :

– **« Recueillir, conserver et utiliser des échantillons biologiques humains à l'hôpital »,** de Marc Dupont, Directeur des Affaires Juridiques et des Droits du Patient, Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, Les guides de l'AP-HP, Doin Éditeurs, Éditions Lamarre, 2008, page 32, A.J. N° 64 – Janvier 2009.

N° 65 – AVRIL/MAI 2009 :

DOSSIER : « La réforme de la protection des majeurs, textes d'application : les conséquences pour l'hôpital »

– **« La mise en œuvre de la fonction de mandataire judiciaire à la protection des majeurs dans les établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 4, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« La profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 10, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Le respect des droits des personnes protégées par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs »,** par Stéphane PERUQUE, Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs, Centre Hospitalier de Niort, page 14, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Focus sur certaines dispositions de la réforme issues des décrets d'application »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 21, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

– **« Fiche de synthèse : décret d'application de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 23, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

ACTUALITÉS :

– **« Le secret professionnel et l'exercice de la médecine »,** par Aurélie THIBAULT, Juriste, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. N° 65 – Avril/Mai 2009.

Nos 66/67 – JUILLET/AOÛT 2009 :

DOSSIER SPÉCIAL : « La Loi HPST à la loupe »

Le pilotage régional

– **« Structures et missions (ARS) »,** par Hervé TANGUY, Directeur du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 6, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le projet régional de santé : la nouvelle donne de la planification de l'offre de sanitaire et médico-social »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 10, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les outils des agences régionales de santé »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 14, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le territoire dans la loi HPST : un concept polysémique »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 18, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

Coopération hospitalière

– **« Les communautés hospitalières de territoire »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 22, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Quelle forme d'assistance pour les maîtres d'ouvrage de la recomposition du paysage hospitalier »,** par Louis OMNES, Consultant CNEH, page 25, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le groupement de coopération sanitaire »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 26, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

Pilotage des établissements

– **« Le statut des établissements de santé »,** par Clotilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 28, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les missions de service public »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 31, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Du conseil d'administration au conseil de surveillance »,** par Sanaa MARZOUG, Magistrate, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 35, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le directeur et le directoire »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, et Hervé TANGUY, Directeur d'Hôpital, page 41, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Chef de pôle et contrat de pôle »,** par Delphine JAAFAR, Avocate au Barreau de Paris, Experte auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 45, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le président de CME et la commission médicale d'établissement : quelles évolutions ? »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 48, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Les nouveaux modes de recrutement du personnel médical »,** par Michael GALY, DGA, Centre Hospitalier Universitaire de Reims, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 50, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

Organisation des soins

– **« Structuration de l'offre de soins : premier recours et permanence de soins »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 54, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La limitation du refus de soins des médecins et dentistes »,** par Isabelle GÉNOT-POK, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 56, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« La coopération entre les professionnels »,** par Stéphanie SÉGUI-SAULNIER, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 59, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le développement professionnel continu »,** par Guillem CASANOVAS, Avocat, Expert auprès du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 61, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

Loi HPST : impact sur le secteur médico-social

– **« La fin de la séparation du sanitaire et du médico-social »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 62, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Changement et impacts directs sur les établissements et services médico-sociaux »,** par Agnès BERTRAND, Directrice du Centre Gérontéval du CNEH, page 64, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Loi HPST : pour aller plus loin et aussi (ensemble des points autres) »,** par Claudine BERGOIGNAN-ESPER, Professeur des Universités, Faculté de Droit, Paris-Descartes, page 66, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« LOI HPST pour aller plus loin – Dispositions transitoires »,** par Emmanuelle BALLY, Sage-Femme, Juriste, Stagiaire CNEH, page 68, A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

À LIRE :

– **« Droit de l'aide et de l'action sociale »,** de Michel Borgetto et Robert Lafore, Édition Monchrétien, Collection DOMAT, Droit Public, 2009, page 88, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Le dossier patient, en établissement de santé et en EHPAD »,** de Olivier Dupuy, Édition HdF, Collection Guides d'exercice professionnel des établissements sanitaires et médico-sociaux, mars 2009, page 89, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Code de la médiation »,** de Agnès Tavel et Jean Louis Lascoux, Éditions Médiateurs Associés, 2009, page 90, A.J. A.J. Nos 66/67 – Juillet/Août 2009.

– **« Guide des responsabilités professionnelles des personnels des établissements de santé »,** ouvrage collectif sous la direction d'Élizabeth CONGE, Éditions Weka, Avril 2009, page 91, A.J. Nos 66/67 – Juillet/ Août 2009.

N° 68 – NOVEMBRE /DÉCEMBRE 2009 :

DOSSIER : « Décret d'activité de cardiologie interventionnelle : comprendre et appliquer la réforme »

– **« La cardiologie interventionnelle, une activité désormais réglementée »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 4, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« La procédure d'autorisation des activités de cardiologie interventionnelle : points de vigilance »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 8, A.J. N° 68 – Novembre/ Décembre 2009.

– **« Restructuration de l'offre de soins en cardiologie interventionnelle : La coopération comme planche de salut ? »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 12, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Exemple de groupement de coopération sanitaire en cardiologie interventionnelle : le "GCS" Unité de Cardiologie Interventionnelle 74 »,** par Anne-Marie FABRETTI, Directrice des activités de réseaux et de la qualité, Centre Hospitalier de la région d'Annecy, page 15, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Réglementation des activités de soins : point d'étape et perspective »,** par Brigitte DE LARD, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 19, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

ACTUALITÉS :

– **« Droit à la mobilité des fonctionnaires »,** par Clotilde POPPE, Juriste-Consultante du Centre de Droit JuriSanté du CNEH, page 22, A.J. N° 68 – Novembre/ Décembre 2009.

À LIRE :

– **« Les MAPA »,** de Sébastien Palmier, Rodolphe Rayssac, Éditions Le Moniteur, 2008, page 31, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Recueillir, conserver, et utiliser des échantillons biologiques humains à l'hôpital »,** de Marc Dupond, Éditions Lamarre Doin, 2008, Collection « Les guides de l'APHP », page 32, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« L'embryon, le fœtus, l'enfant, AMP et lois bioéthiques »,** ouvrage collectif, sous la direction de Catherine Paley-Vincent et Pierre Jouannet, Éditions Eska, 2009, page 33, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009.

– **« Curatelle, tutelle, accompagnements »,** ouvrage collectif, sous la direction de Thierry Fossier, Éditions Litec Jurisclasseur, Collection Litec professionnel, 2009, page 33, A.J. N° 68 – Novembre/Décembre 2009. ■

Actualités JuriSanté

L'information juridique au service des professionnels. Revue trimestrielle, éditée par le Centre de droit JuriSanté du CNEH.

Dans chaque numéro, retrouvez :

- ✓ Le dossier : une présentation complète d'une thématique d'actualité, avec l'essentiel à retenir, des fiches pratiques, des recommandations concrètes, et des tableaux synthétiques.
- ✓ Les chroniques de jurisprudence : un éclairage circonstancié sur les décisions à connaître pour sécuriser ses pratiques.
- ✓ Le panorama : tous les textes essentiels du dernier trimestre, d'un seul coup d'œil.
- ✓ À lire : une sélection d'ouvrages commentés.

Bon de Commande au numéro

- ○ Conventions d'hôtellerie et de confort des patients : quel régime juridique ?, n° 62, juillet 08
- ○ Médiation et santé une évidence, n° 61, mars 08
- ○ La réforme de la protection des majeurs, n° 60, déc. 07
- ○ Les associations à l'hôpital, n° 59, sept. 07
- ○ Dossier spécial « SVP juridique, questions choisies », n° 57/58, avr. 07
- ○ Le nouveau Code des marchés publics, n° 56, déc. 06
- ○ Statut de la fonction hospitalière, n° 55, sept. 06
- ○ La nouvelle charte de la personne hospitalisée, n° 54, juil. 06
- ○ Le domaine public, n° 53, avr. 06

Abonnement : 4 numéros par an

- ○ Tarif institutionnel : 95 €
- ○ Tarif individuel : 75 €
- ○ Tarif étudiant* : 55 €

* joindre un justificatif

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du CNEH Prise en compte de la commande à réception du règlement.
Les tarifs indiqués sont valables jusqu'au 31/12/2008 sous réserve d'une modification du taux de TVA appli cable au moment de la commande.

Nom : ..... **Prénom :** .....
Fonction : .....
Service : .....
Établissement : .....
Adresse : .....
.....
CP : ..... **Ville :** .....
Tél. : ..... **Fax :** .....
Email : .....

Signature : **Cachet de l'établissement :**

Conformément à la loi « Informatique et Libertés», vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations délivrées auprès de la direction du CNEH

CNEH, 3 rue Danton, 92240 MALAKOFF
Centre de droit JuriSanté - Contact : **Nadia Hassani -** Tél. : 01 41 17 15 43 - Fax : 01 41 17 15 31
www.cneh.fr

BDC_JuriSante.indd 1 26/11/2008 14:37:55